Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 13975 – 4,50 F

MARDI 2 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Menace de crise en Israël

UNE fois de plus, la crise rôde en Israël. Une fois de plus, le cabinet d'union nationale, où le Likoud et le Parti travailliste cohabitent vaille que vaille, est menacé d'éclatement. Mais, à la différence de certaines querelles gouvernementales du passé, celle-ci n'a rien d'une chamaillerie subalterne. Bien au contraire : le limogeage de M. Weizman par M. Shamir – au-delà du désaccord personnel entre deux hommes qui se détestent cordialement – a le mérite d'attirer à nouveau l'attention sur la question centrale, à l'heure actuelle, de tout règlement de paix au Proche-Orient : quel rôle l'OLP peut-elle – ou doit-elle – jouer dans la négociation ?

En chassant M. Weizman du gouvernement, au nom d'une loi « antiterroriste » brandie au gré des circonstances et qui – non sans ironie – transforme cet ancien baroudeur devenu « colombe » en « collaborateur de l'ennemi », le premier ministre réaffirme avec éclat le credo de la droite en la matière : la centrale palestinienne, estime le Likoud, ne saurait être admise sous aucun prétexte, et à aucun stade, à la table des discussions.

CE rappel à l'ordre s'adresse en premier lieu aux chefs du Parti travailliste, avocats de l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien.

Tacticien retors, M. Shamir met ses partenaires-adversaires dans un grand embarras. M. Pérès et ses amis ne peuvent en effet, sans y réfléchir à deux fois, prendre totalement fait et cause pour M. Weizman. Ce dernier ne proclame-t-il pas à l'envi, avec un brin de provocation mais au nom du pragmatisme, qu'Israël doit négocier sans tarder avec son ennemi, en l'occurrence l'OLP ? Il place ainsi en porte à faux un parti travailliste à qui le contrat de gouvernement conclu avec la droite interdit formellement tout contact avec l'organisation de M. Arafat.

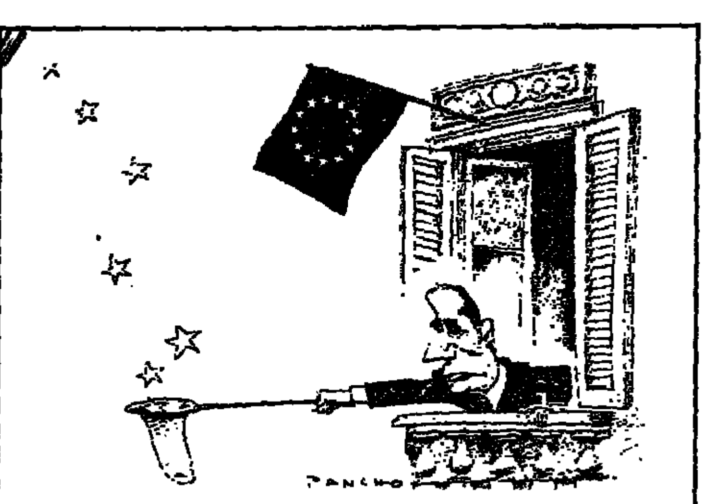
MÊME s'ils sont profondément convaincus de l'urgence d'une négociation ouvrant la voie, à terme, à un compromis territorial, les travaillistes hésiteront à se jeter dans la crise. Car ils n'ont pas les moyens d'en sortir vainqueurs. Après deux ans d'intifada, la fermeté du maintien de l'ordre dans les territoires occupés, d'ailleurs mis en œuvre par l'un des leurs, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, bénéficie d'un large assentiment populaire. Et c'est un autre ministre travailliste, M. Haïm Bar-Lev, qui défendait samedi bec et ongles ses policiers après la violente – et difficilement excusable – répression d'une manifestation pacifiste et pacifique. Les dures réalités de l'arithmétique électorale ne peuvent que détourner les travaillistes des urnes et les inciter au compromis.

Cette énième crise, quel qu'en soit l'épilogue, devrait être attentivement suivie à Washington. Car elle concerne au premier chef les Etats-Unis qui, depuis un an, mènent pour leur part un discret dialogue avec l'OLP et tentent, avec le concours de l'Egypte, de poser les jalons d'une négociation israélo-palestinienne. L'intransigeant M. Shamir vient de se rappeler à leur bon souvenir.

Lire nos informations page 6

Les vœux du président de la République pour la décennie

M. Mitterrand souhaite une « confédération » européenne avec les pays de l'Est



Consacrant l'essentiel de son message télévisé de fin d'année aux événements en Europe de l'Est « qui dépassent en importance tout ce que nous avons connu depuis la guerre », M. François Mitterrand a souhaité, dimanche 31 décembre, parallèlement au renforcement de la Communauté européenne à Douze, l'avènement, dans les années 90, d'une « confédération » européenne plus large, englobant les pays de l'Est devenus démocratiques.

A propos de la situation intérieure de la France, il a souhaité que cette dernière « échappe aux entraînements du racisme ».

Les années 90 seront celles de la « *confédération* » européenne ; tel est du moins le vœu que M. François Mitterrand forme pour le continent tout entier. Le genre de l'allocution télévisée de fin d'année appelle la brièveté, et le président de la République ne s'est guère étendu sur le contenu qu'il donne à ce terme de confédération, seule nouveauté de son message. Il se contente d'y accoler une image, une mise en garde et un constat.

« *L'Europe, comme on rentre chez soi, va rentrer dans son histoire et sa géographie* », dit-il joliment, par quoi il entend qu'elle va se libérer de sa « *dépendance* » envers les deux superpuissances, qu'un peu hâtivement il met dans le même panier. Ce morceau de phrase à lui seul révèle que l'étendue d'un océan sépare l'approche du président français des idées ébauchées, il y a quelques jours à Berlin-Ouest, par le chef de la diplomatie américaine autour de ce qu'il appelait le « *nouvel atlantisme* ».

La mise en garde, c'est l'allusion au risque d'un retour « *à l'Europe de 1919* ». Les sentiments nationaux que libère l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est portent en eux plusieurs dangers, parmi lesquels M. Mitterrand retient surtout la remise en cause des frontières. Il s'est exprimé à plusieurs reprises sur le sujet au sommet européen de Strasbourg et dans son interview télévisée du 10 décembre, où il appelait à la vigilance contre l'éclosion de revendications territoriales anarchiques et faisait clairement le partage entre les frontières qui, à ses yeux, sont intangibles et celles qui ne le sont pas.

Le constat enfin, contenu dans le message de Nouvel An du président de la République, c'est que tout reste à inventer. « *Des questions nouvelles se posent*, dit-il, *qui n'auront pas de réponse en un jour.* »

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 5

Le sommaire complet se trouve page 16

La Roumanie en quête d'un consensus

La nouvelle équipe où se retrouvent opposants et rescapés de l'ancien régime veut montrer sa cohésion

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Il y a dix jours à peine, il n'existait pas. Aujourd'hui, le Front de salut national (FSN) et plus spécialement sa direction, le Conseil du Front de salut national (CFSN), règne sans partage sur la Roumaine et ses 23 millons d'habitants. La tête a généré les membres. Le CFSN a fait élire en province des conseils locaux par un électorat imprécis et selon une procédure demeurée inconnue. Non sans raison, des Roumains se sont émus de cette concentration du pouvoir entre les mains d'un organisme de quelque cent cinquante membres autodésignés, qui a même créé en son sein un bureau exécutif de onze personnes dont tous les noms n'avaient pas été rendus publics le 31 décembre. Ces pouvoirs absolus, emboîtés les uns dans les autres, rappellent trop l'organisation traditionnelle des partis communistes, avec leur comité central et leur bureau politique, pour ne pas avoir suscité des inquiétudes.

Mais, en dehors de quelques intellectuels, la majorité des Roumains se rangent derrière ce Front, ses comités et son bureau exécutif. Ils étaient dans la rue par dizaines de milliers. Ils ont chassé Ceausescu et sa clique et, avant même d'enterrer leurs morts, ils ont remis le pouvoir à un groupe dont l'unique qualité commune de ceux qui le composent est d'avoir participé à leurs côtés à la chute du tyran. Depuis, confiants ou sceptiques, ils attendent, contemplant sans trop se manifester ce que font de leur pouvoir tout neuf les nouveaux maîtres de la Roumanie.

S'il fallait retenir une première spécificité de la révolution roumaine, c'est bien, une fois passés les premiers jours, l'apparente passivité de ses acteurs.

GEORGES MARION

Lire la suite page 4

DEMAIN

Les marchés financiers en 1989

Amorcé en 1982, l'essor économique se poursuit toujours à l'aube des années 90. Jamais les pays industriels n'ont traversé une phase d'expansion aussi longue. Les marchés financiers sont les reflets fidèles de cette époque. Leur prospérité a été sans égale et le demeure. Presque toutes les places culminent à des niveaux historiques : Paris, Francfort, Londres, New-York, Tokyo, Zurich, Bruxelles, Milan, Amsterdam.

dans le supplément Champs économiques

Lire page 15 la chronique de PAUL FABRA « Doit-on avoir peur de l'avenir ? »

Orchestre cherche chef...

Les musiciens de l'Orchestre national de France alertent l'opinion publique

Les musiciens de l'Orchestre national de France (ONF) sont inquiets : inquiets de se trouver bientôt sans directeur musical, inquiets que leur réputation et leur statut se dégradent, inquiets de ne pas voir se dessiner des projets intéressants pour les prochaines saisons et de leur installation au Théâtre des Champs-Elysées dans des conditions actuellement précaires. Ne pouvant obtenir les réponses qu'ils souhaitent de la direction de Radio-France, ils alertent aujourd'hui l'opinion publique.

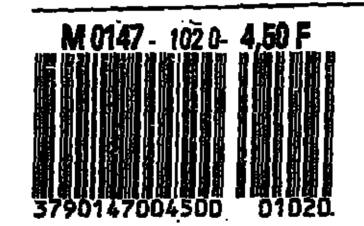
La question la plus grave est celle du directeur musical ou du chef permanent. L'ONF n'en a plus depuis le départ de Jean Martinon en 1974 (à l'époque, certains pensaient qu'un bon orchestre n'a besoin que de grands chefs souvent renouvelés pour donner le meilleur de lui-même, comme cela se pratique avec la Philharmonie de Vienne). Et, certes, des chefs « *invités privilégiés* », comme Bernstein, Celibidache ou Stern, ont fait avec l'ONF des séries de grand éclat, mais cela ne remplaçait pas le travail foncier, d'entretien et de perfectionnement, réalisé avec un chef permanent.

Dans le même temps, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, jusqu'alors dans l'ombre de son aîné, a fait un grand bond en avant grâce à la venue en 1984 de Marek Janowski, qui assume pleinement ses responsabilités, tant comme chef que comme responsable des programmes.

Cette progression du Philharmonique ne pouvait qu'accentuer la frustration du National, qui n'avait depuis 1977 qu'un « chef invité », Lorin Maazel, d'ailleurs très aimé des musiciens. Conscients de cette situation, Roland Faure, président de Radio-France, et son directeur de la musique André Jouve, après avoir cherché en vain un autre candidat, nommaient Lorin Maazek directeur musical de l'Orchestre national en décembre 1987, après une année assez noire.

JACQUES LONCHAMPT

Lire la suite page 9


M 0147 - 102 0 - 4,50 F

3790147004500 01020

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Au courrier du « Monde » : « Juif : adjectif ou substantif ? »

La série d'articles d'Edgar Morin intitulée « Juif : adjectif ou substantif ? », publiée dans *le Monde* des 11 et 12 octobre, nous a valu un courrier important. Nous avons choisi de publier plusieurs des textes reçus à cette occasion et de les accompagner d'une courte réponse de l'auteur des articles en question.

Sionisme, mode d'emploi

par Yehoshoua Amishav

IL n'entre aucunement dans mes intentions de traiter ici de la sociologie juive brossée par Edgar Morin, ni même de me mettre à réfuter tout ce dont le distingué directeur de recherches au CNRS accuse l'Etat d'Israël, bien qu'il fasse fort sur ce point, lui reprochant même le principe de l'occupation de la Cisjordanie, comme si la guerre des six jours avait éclaté parce que le chef d'état-major de l'armée israélienne avait un planning vide pour la journée du 5 juin 1967, et non parce qu'Israël avait à affronter à l'époque l'ambition déclarée du monde arabe de l'effacer de la carte du monde.

Dans ce qu'il faut bien appeler une diatribe anti-israélienne, motivée, ce n'est que trop évident, par l'image du Juif (mot que j'écris, pour ma part, avec une majuscule) souverain sur son destin, qui dérange Edgar Morin, une phrase cependant indique combien notre auteur perçoit de manière erronée la question sioniste : *« On a déjà remarqué la dialectique antisémitisme/sionisme où les antagonistes travaillent dans le même sens : isoler les juifs parmi les nations, négativement dans le cas antisémite en leur retirant tout droit national, positivement dans le cas sioniste en leur donnant une nation propre. »*

Loin de vouloir isoler les Juifs parmi les nations, le sionisme est précisément venu réinsérer le peuple juif dans la communauté universelle, en brisant sa condition de soumission, d'angoisse. Jusque-là, le Juif avait eu à subir un sort tout à fait particulier qui, quel que soit le motif originel de l'hostilité à son égard, le confinait au mieux dans la suspicion générale, au pis dans la persécution. Par exemple, là où le socialisme révolutionnaire voyait en lui un magnat capitaliste, les classes réactionnaires le considéraient comme le prototype de l'agitateur révolutionnaire, tout le monde finissant par se retrouver dans une espèce de psychose collective dont les conséquences ne sont que trop connues.

C'est précisément à cet infernal enfermement que le sionisme s'est fixé pour but de mettre fin, non pour isoler le peuple juif, mais, au contraire, afin de lui faire reprendre place, la tête haute, dans le concert des peuples.

Postulat de départ

Edgar Morin évoque d'ailleurs l'opposition féroce de l'orthodoxie juive au *début du sionisme*, sans saisir que la source majeure de cette attitude résidait précisément dans cette volonté du sionisme de réinsérer le peuple juif dans le siècle, d'égal à égal avec les autres peuples, dans une structure étatique qui, par la force des choses, serait moins dépendante de l'autorité rabbinique que telle ou telle communauté juive diasporique, apeurée en ce début de siècle marqué par l'affaire Dreyfus et les pogroms de Kichinev, et cherchant refuge et réconfort dans la foi.

C'est si vrai que Théodore Herzl avait déjà fixé à l'Etat juif, qui n'existait encore que dans son imagination prophétique, des objectifs qui concernaient l'humanité tout entière. Dans son utopie *Terre ancienne, Terre nouvelle*, par exemple (parue en 1902), il indiquait comme objectif majeur pour l'Etat à naître de se dévouer corps et âme à la libération des Noirs d'Afrique de l'esclavage et de la misère. Tel est l'esprit qui animait le sionisme, tel est son postulat de départ : ce n'est qu'une fois sa libération nationale accomplie que le peuple juif pourrait s'ouvrir à l'humanité.

Là où l'antisémitisme est idéologie d'exclusion, le sionisme porte le message de l'intégration. Il suffit aujourd'hui de visiter l'un des centres d'études d'Israël où des milliers de stagiaires venus du monde entier, et particulièrement du tiers-monde, se perfectionnent en sciences, en médecine ou en agronomie pour saisir ce que le sionisme a apporté, et pas seulement au peuple qu'il était venu libérer de ses chaînes.

► **Yehoshoua Amishav est premier secrétaire de l'ambassade d'Israël à Paris.**

Acteur !

par André Wormser

DANS l'un des ouvrages de M. Edgar Morin sur la sociologie de la France profonde, une très belle photographie d'une station-service dans un petit village bigouden en Bretagne nous montrait une paysanne à coiffe actionnant une pompe, et la légende était : *« La France à deux temps. »*

Edgar Morin est constant dans ses analyses : il a écrit un remarquable ouvrage où la nature ontologique de l'homme s'expliquait par un deuxième cerveau, et voici qu'il nous décrit son judaïsme comme un profond malaise. La Fontaine a déjà dit en parlant d'une chauve-souris : *« Je suis Oiseau : voyez mes ailes... Je suis Souris : vivent les Rats ! »*

Parce que je milite

Il nous décrit notre communauté comme profondément troublée, oscillant de la défense inconditionnelle du gouvernement israélien *perinde ac cadaver* à un judaïsme humaniste où les survivants de la Shoah ne se peuvent concevoir qu'en défenseurs attitrés de tous *« les humiliés, les offensés »*, de tous ceux dont les droits sont foulés aux pieds. J'adhère pleinement à son analyse : qu'un juif puisse être occupant, qu'un juif puisse haïr l'autre me révolte profondément, mais contrairement à Edgar Morin je n'ai pas d'états d'âme. Pourquoi cela ? Parce que je milite.

Si j'avais son talent, sans doute écrirais-je des livres comme l'admirable biographie de Vidal, son père, ou les articles qu'il signe dans *le Monde*, mais mon objet n'est pas d'étaler mes doutes devant la conscience universelle ; mon objet, c'est d'amener à mes thèses ma communauté juive de France (y compris les israélites, et les néo-marranes, et les spinosants, et les loubavitch, et les hassidims, et les saloniciens...), le peuple et le gouvernement d'Israël, les membres de la Knesset et les grands rabbins. Je fais partie d'institutions de la communauté, j'y brigue des fonctions à chaque occasion qui m'est donnée, j'expose mon point de vue, et si j'écris ce que dit Edgar Morin, ce qui m'est arrivé, je propose l'article à *l'Information juive* ou à *l'Arche* et le fait paraître dans *Davar* et le *Jerusalem Post*.

C'est au FSJU, au CRIF à l'AIU que le juif Edgar Morin a sa place, que ses idées peuvent être fécondes : 2ni adjectif ni substantif, mais acteur ! Ce serait un privilège de l'y accueillir.

► **André Wormser est membre du CRIF, de l'AIU et du Comité international pour la paix au Moyen-Orient.**

De tout temps...

Les « spinosants », au sens où l'entend Edgar Morin, ont existé de tout temps. Dans l'Ancien Testament déjà il est question d'Hébreux qui traitaient Moïse d'imposteur (*Nombres*, chapitre XVI) ; et ces accusations ou ces défections se répétaient de génération en génération, pendant près de trois millénaires. Spinoza lui-même se montrait autrement dur que Morin pour les juifs fidèles à leur tradition (cf. *le Traité théologico-politique*). Plus près de nous, Karl Marx au XIXe siècle, Simone Weil au XXe, chacun à sa manière, en faisaient davantage.

Mais qui se souvient encore de tous ces écrits ? Tout se passe comme si, en fin de compte, ils n'avaient fait que fortifier le judaïsme.

LÉON POLIAKOV.
Directeur honoraire de recherche au CNRS.

De joyeuses exceptions à la règle

par Jean-Pierre Fresco

UNE mâle-chance m'a fait naître judéo-espagnol par mon père et christiano-nivernais par ma mère. Cette singulière condition génétique et culturelle – qui me faisait juif pour les gentils et non-juif pour les juifs c'est-à-dire ni demi-l'un ni demi-l'autre, mais demi-rien et tout à la fois – ne pouvait que me conduire à la laïcité d'une part et à la psychanalyse de l'autre. C'est dire, cher monsieur Morin, que je me retrouve profondément dans votre superbe analyse, à laquelle je crois cependant pouvoir apporter une modeste contradiction.

Tout ce que vous écrivez dans cet article est en effet non seulement d'une parfaite pertinence mais aussi d'un courage qui réchauffe le cœur et satisfait l'esprit (particulièrement en ce qui concerne l'attitude de l'Etat d'Israël). Pourtant, vous censurez à mon avis quelque chose de fondamental au sens strict c'est-à-dire *qui fonde* – au moins partiellement – la question juive : c'est qu'il n'est pas exclu que ce sentiment si fort *d'identité* et de *singularité* de cette ethnie ait un *substratum* neurobiologique – pas au point, bien sûr d'en faire une *race* au sens anthropologique mais une *particularité* biologico-culturelle ou plutôt une *particularité* neuro-biologique *s'exprimant* par une particularité culturelle – et *je sais*, comme vous, qu'*il ne faut pas* dire des choses pareilles... Et pourtant : je puis vous affirmer qu'au tréfonds de mon inconscient était nichée – et refoulée mais ça c'est une autre affaire – l'intime et profonde perception de ma singularité d'individu en son identité juive (à laquelle je ne me *réduis* bien évidemment pas).

Plus cru encore, je vous pose la question : pourquoi votre dernier livre sur Vidal et les siens, qui *exprime* et *extériorise votre* propre identité juive ? Votre père était de Salonique, le mien d'Istanbul et leur parenté bien plus qu'historique et culturelle, tous deux descendant de ce peuple hébreu qui tint tant à pratiquer l'endogamie... Encore : pourquoi le premier et superbe roman de Jacques Attali est-il empli, pétri, nourri, obsédé de destinée juive et de références multiples à ce peuple et à cette tradition si singuliers ? Plus cru encore : pourquoi le Livre et la Loi, pourquoi Jésus et Paul, Maïmonide et Spinoza, Freud et Einstein, pourquoi la virtuosissime pensée d'un certain Edgar Morin, dont l'expression même contredit sans le vouloir ce que son contenu affirme ? Flagrante disproportion entre la taille de ce petit peuple et sa contribution à la pensée des hommes !

Non, monsieur Morin, il y a bien une *essence* juive qui *explique* en la fondant la singularité tragique de ce groupe humain qui en a toujours eu une *irréductible* conscience et ne s'est *jamais* fondu dans les ethnies d'accueil. Vous et moi, monsieur Morin, faisons exception à cette règle. Il n'est d'ailleurs pas exclu que nous soyons appelés à faire des émules car le destin du peuple juif n'a déjà été que trop tragique quand il s'est *cramponné* à son invraisemblable identité.

Marié moi-même à une gentille, je me savais déjà spinoziste, me voilà désormais spinosant, avec vous et avec bonne humeur... Alors, juif : adjectif ou substantif ? Ni l'un ni l'autre et les deux à la fois : substance adjectivante (qui ajoute quelque chose), et adjectif substantiel et donc susbtantivé (comme on dit « le Vrai »), complexe donc, illustrant le concept d'uni-dualité qu'a inventé un jour un certain Edgar Morin...

► **Jean-Pierre Fresco est médecin.**

La réponse d'Edgar Morin

J'ai reçu, à la suite de mes articles, presque une centaine de lettres, approbatives, en grande majorité, non seulement de gentils, mais aussi de juifs qui se sont reconnus dans mon point de vue. Il y a eu aussi des critiques intéressantes, que je trouve parfois justifiées, une lettre de persiflage presque aussi infantile que celle de Miriam Eisenfeld, et une seule lettre d'injures.

J'envisage de publier, avec le texte de mes articles, les divers points de vue, y compris critiques bien entendu, exprimés dans ces lettres.

E.M.

Encore un petit effort

EN lisant la lettre d'allégeance d'Edgar Morin adressée à votre journal et publiée par vos soins, j'ai enfin eu l'impression d'avoir affaire à un juif bien. Comme celui-là, il ne doit pas y en avoir beaucoup. C'est qu'il a fait des efforts, le bougre !

Qu'on en juge. Il a étudié méticuleusement chacune des diatribes avec lesquelles on fustige ses... comment dire... coreligionnaires ?... non, pas ça... compatriotes ?... confrères ?... coéquipiers ?... compagnons ?... enfin, les autres juifs comme lui, quoi ! pour bien nous démontrer que lui, il n'est pas du tout comme ça. Lui, faut pas confondre, lui, c'est un juif, mais gentil.

Tous les autres ...ou presque

C'est sûrement pour ça qu'il se donne autant de peine pour se justifier. Sans arrêt : *« je suis de ceux que... »*, *« je ne suis pas de ceux que... »*, qu'il nous répète, en passant et repassant en revue les torts éventuels qu'il craint qu'on lui adresse du fait de sa naissance. Bien sûr, pour ce faire, il n'oublie pas au passage de casser du sucre sur le dos des autres juifs. Enfin, de ceux qui sont moins gentils que lui, quoi, c'est-à-dire tous les autres juifs... ou presque. Mais c'est pas bien méchant, c'est pour que les Gentils soient gentils avec lui. C'est gentil.

Je me sens obligée de vous exprimer le bonheur immense que m'a procuré cette lecture édifiante. Et pour cause ! Jusqu'au mercredi 11 octobre au soir, je souffrais d'une insomnie chronique provoquée par la question la plus lancinante qui soit : mais cet Edgar Morin, quel genre de juif est-il, ce juif-là ?

A n'en pas douter, les trois quarts de l'humanité – substance commune à juifs et gentils – devaient partager la même angoisse étouffante...

Maintenant, nous dormons tranquilles, apaisés que nous sommes par l'enrichissement de cette connaissance : *« Il est de ceux que... »*, *« Il n'est pas de ceux que... »*.

Et pendant qu'il continuait à égrener ses aveux, nos cœurs s'emplissaient d'admiration pour lui, retrouvant la paix. En plus, l'amour, le vrai, y a que lui qui connaisse. Il ouvre les portes des prisons avec un sourire d'amour aux *« bourreaux devenus séniles »* ; il dénonce la *« relation ombilicale avec l'Etat-nation d'Israël »* ; il confirme son amour pour la culture gréco-latine en débitant les éternels clichés anti-juifs, mais c'est pour mieux prouver au monde sa non-appartenance et sa *« répugnance à la fermeture orthodoxe de cette religion »*. *Parlami d'amore, Mariu !*

Allons, M. Morin, encore un petit effort pour trouver grâce aux yeux de ceux qui vous méprisent ! Serrez encore d'un tour votre cilice. Offrez-leur un peu plus le spectacle de votre autoflagellation-autocastration et continuez d'espérer. Qui sait... peut-être un jour... avec un peu de chance... vous arriverez aussi à surmonter vos insomnies.

MIRIAM EISENFELD
(Saint-Denis)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Dans un discours télévisé prononcé à l'occasion du Nouvel An, M. Ion Iliescu, président du Conseil du Front de salut national, a annoncé, dimanche 31 décembre, l'abolition de la peine de mort en Roumanie, l'instauration de la semaine de cinq jours à compter du mois de mars et le début d'une opération de redistribution aux paysans des terres collectivisées. Les paysans venus travailler en ville et désirant retourner à la campagne obtiendront un terrain de 2 500 mètres carrés contre paiement d'une taxe et avec l'obligation de le cultiver à pleine capacité. Ils pourront désormais vendre librement sur le marché ou par contrat leurs produits, sans plus respecter des prix imposés par l'Etat.

Abordant la question de la pénurie alimentaire et énergétique, M. Iliescu a indiqué que de premières mesures avaient été prises en ce qui concerne l'électricité et le gaz, dont la fourniture à la population est actuellement de 40 % supérieure à ce qu'elle était sous le régime de Ceausescu. Il a rappelé que l'exportation des produits alimentaires avait été stoppée et que le gouvernement allait importer les biens de consommation dont la nécessité est la plus urgente. Dans un souci d'économie, a-t-il ajouté, plusieurs *« constructions coûteuses dues à la mégalomanie malade de Ceausescu ont été annulées »*. Il s'agit notamment du canal Arges-Bucarest, du nouveau port de Constanza, sur la mer Noire, et de la Maison de la République à Bucarest, qui a déjà coûté 6 milliards de lei (1 dollar = 14 lei).

En ce qui concerne la politique extérieure de la Roumanie, M. Iliescu a déclaré que son pays respecterait tous les traités internationaux et annoncé une *« ouverture totale vers le monde »*. Le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, se rendra le 5 ou le 6 janvier à Bucarest. Pour le vice-ministre des affaires étrangères roumain, cette visite, la première d'une personnalité soviétique de haut rang depuis la chute de Ceausescu, *« constitue une chance de tester nos nouvelles relations »*.

Quant au pluralisme politique, M. Iliescu a souligné qu'il ne signifiait pas seulement l'existence de plusieurs partis, *« mais un véritable et large cadre démocratique où s'affirmeront les vraies valeurs »*. A ce sujet, on apprend que le Parti libéral, une des plus importantes formations politiques d'avant-guerre en Roumanie, avec le Parti national-paysan, avait décidé de se reconstituer dans la perspective des élections libres qui doivent en principe se tenir en avril 1990.

Le Front de salut national a annoncé, dimanche soir, la dissolution de la Securitate. Les principaux dirigeants de la police secrète du régime Ceausescu, à commencer par son ancien chef, Iulian Vlad, auraient maintenant été arrêtés. Par ailleurs, les nouveaux dirigeants du pays sont confrontés à un dilemme macabre : que faire des corps de Nicolae et Elena Ceausescu fusillés le jour de Noël ? Selon des sources proches du Front, les Roumains refusent qu'ils soient enterrés dans le pays et *« la volonté du peuple doit être respectée »*. Dans l'attente d'une décision, les corps de l'ancien président et de son épouse auraient été embaumés. On n'exclut pas qu'ils soient immergés en mer Noire.

Le gouvernement a également annoncé que tous les Roumains de l'étranger désirant revenir au pays pouvaient désormais le faire en toute liberté. Des mesures ont été prises pour faciliter les rapatriements. Les autorités de Bucarest ont nommé un nouvel ambassadeur en France : M. Alexandru Paleologu. Cet écrivain âgé de soixante-dix ans est un ancien détenu politique. Il s'était élevé, ces derniers mois, contre le régime du Conducator et avait pris la défense du poète Mircea Dinescu. M. Paleologu remplace M. Petre Gigea. – *(AFP, Reuter.)*

« La course actuelle aux sinécures me dégoûte un peu »

nous déclare l'écrivain Dan Petrescu

IASI

de notre envoyé spécial

Ni fleurs ni guirlandes. Comme la plupart des villes de Roumanie, la capitale de la Moldavie, enneigée et pelotonnée autour de ses poêles à charbon et de ses radiateurs de HLM, a fêté le nouvel an dans ses foyers devant la télévision. Sur ordre du Front de salut national de Bucarest, tous les bars et restaurants de la cité avaient tiré leur rideau. *« Noël est à vous mais la Saint-Sylvestre sera nôtre »*, auraient menacé les « terroristes » encore en fuite dans les campagnes.

Alors, disciplinés et un peu craintifs tout de même, les trois cent cinquante mille habitants de Iasi ont tenté de faire contre mauvaise fortune bombance. Marmite de polenta (purée de maïs) agrémentée pour les plus riches de grosses saucisses grises, le tout arrosé de vin de Moldavie. Chants patriotiques et conversations nocturnes passionnées sur l'avenir de la Roumanie libre. La nuit de la Saint-Sylvestre à Iasi fut celle où chacun, ouvrier ou paysan, étudiant ou employé, se plut à refaire le monde.

Dans la petite chaumière de Dan Petrescu, le célèbre romancier dissident qui, une semaine plus tôt, vivait encore assigné à résidence sous la garde permanente de plusieurs hommes de la Securitate, des gens, des amis, des visiteurs, des journalistes, des inconnus vont et viennent sans discontinuer. Certains avalent un café, un morceau de pain, saluent et repartent. D'autres s'incrustent et partageront plus tard le repas préparé par Tess, sa courageuse historienne d'épouse, brutalisée en public par les sbires de l'ancien régime il n'y a pas dix jours.

« L'atmosphère est formidable, jubile Dan Petrescu. *C'est la normalité retrouvée, quoi. »* Epaisse chevelure de jais, lunettes d'écailles et barbe naissante, le *« héros de Iasi »*, *dixit* un dirigeant étudiant, est épuisé mais heureux. En octobre, il fut le fol initiateur d'une pétition publique – signée notamment par Doïna Cornéa – contre la réélection de Nicolae Ceausescu au quatorzième congrès du Parti communiste. Geste suicidaire, insensé. Pour être sûr que son appel – signé par treize intellectuels en vue – ne passerait pas inaperçu, le kamikaze de Iasi l'a fait parvenir en France, à Radio Europe libre et à la Voix de l'Amérique. Résultat : il a immédiatement perdu son emploi de bibliothécaire, et son épouse s'est retrouvée rétrogradée dans ses recherches à la faculté.



Aujourd'hui, le cauchemar est terminé. *« Le 3 janvier*, annonce-t-il fièrement, *je reprends mon travail à la bibliothèque. C'est officiel. Sur ma demande, j'ai été réengagé. »* Dan Petrescu, quarante et un ans, l'homme qui, en 1987, osait déclarer sous son propre nom au journal *Libération* que la dictature de Ceausescu était corrompue et que l'Eglise orthodoxe était sa complice, et aussi que les *« salauds »* du Parti communiste qui entouraient le dictateur étaient au moins aussi coupables que lui de la misère du peuple, cet homme, bien entendu, pouvait et peut encore prétendre à un rôle plus à la mesure de ses capacités et de sa popularité. Mais rien à faire. Il ne veut pas en entendre parler. *« La course actuelle aux sinécures et aux places de choix dans la nouvelle administration me dégoûte un peu*, lance-t-il entre deux cascades de rires. *Moi, je ne veux être qu'un citoyen normal dans une société normale. Outre que tout cela me fatigue, c'est la raison pour laquelle j'ai démissionné du conseil. »*

La Securitate a obéi !

Dan Petrescu, écrivain. Le patronyme figure bel et bien au deuxième rang des vingt-deux noms du conseil départemental provisoire de gestion publiés la semaine dernière par la jeunesse révolutionnaire locale. Comment cela fut-il possible ? *« Le 22 décembre, quand j'ai entendu à la radio que l'état d'urgence était décrété sur tout le territoire et que le ministre de la défense s'était soi-disant suicidé*, raconte l'intéressé, *j'ai cru ma dernière heure arrivée. Ils vont éliminer tous les dissidents connus, ai-je dit à ma femme. Alors, j'ai pris un sédatif pour me calmer un peu et j'ai tenté de m'occuper en les attendant. J'ai fait une mayonnaise. J'attendais et puis, vers midi, une foule bruyante a envahi mon jardin. Ils criaient : c'est fini, nous sommes libres ! Dan, viens avec nous ! »*

La foule emmène alors le héros à la radio locale, fermée depuis cinq ans sur ordre du dictateur, comme toutes celles du pays, puisque tel était le prétexte pour faire taire définitivement la station de la minorité hongroise, et Dan Petrescu a parlé. Des centaines de manifestants avaient envahi le studio. *« J'ai convoqué au micro les chefs de la Securitate*, raconte l'écrivain, *et, cela m'a surpris, ils sont venus se placer sous ma protection !* (il éclate d'un énorme rire sonore) ; *Je leur ai dit de désarmer leurs hommes et d'attendre la suite des événements dans leurs casernes. C'est incroyable, ils m'ont obéi. A moi, leur ex-prisonnier. »*

Résultat de cet acte fou et réussi : pas un coup de feu n'a été tiré à Iasi. *« Pas un mort, pas un blessé, et c'est notre fierté »*, nous dira M. Doru Tzigau, président du conseil provisoire. La proximité de la frontière soviétique (vingt kilomètres) a peut-être joué un rôle dans cette apparente et trompeuse passivité des uns et des autres.

Nouvelle équipe

Toujours est-il qu'une douzaine d'heures après la chute du dictateur, vers minuit, Iasi, dont les dirigeants politiques officiels ont alors disparu dans la nature, se retrouve avec une nouvelle équipe administrative. Des fonctionnaires sont restés en place, la machine tourne. Les ouvriers, comme à Brasov, Cluj ou Sibiu, ont bien tenté de se débarrasser de leur ancien directeur, mais le conseil a tranché : *« Chacun reste en place en attendant que des enquêtes sérieuses soient faites sur les antécédents de tous. »* Les ouvriers ont obtempéré. Les étudiants, qui sont plus de vingt mille dans cette cité, avaient été mis en vacances par l'ancien régime dès le 21 décembre pour éviter des troubles sur les campus.

Une semaine plus tôt exactement, quelques centaines d'entre eux avaient tenté une manifestation de solidarité avec Timisoara dans le centre-ville. Sans succès. Le Front démocratique des étudiants de Iasi, fondé dans la clandestinité en 1987, n'était pas encore assez bien implanté pour réussir une protestation de masse. Un peu plus à l'ouest, non loin de la frontière yougoslave, quelques milliers de citadins roumains qui avaient peut-être moins à perdre allaient parvenir, eux, à l'impensable...

PATRICE CLAUDE

POINT DE VUE

La dernière leçon de la décennie

par Marek Halter

Si l'Histoire est un enseignement, même si les hommes n'en tirent pas toujours profit, la Roumanie a donné ces jours-ci une très grande leçon. Leçon vécue en direct, notamment à la télévision. Mais la télévision est un instrument ambivalent, car en même temps qu'elle donne l'indispensable information elle renvoie les gens à leur propre impuissance.

Je suivais donc, comme des millions et des millions de téléspectateurs, les événements dramatiques qui se déroulaient à quelques centaines de kilomètres de ma porte et je n'avais d'autre moyen de réagir que d'aller porter mon paquet de riz ou de sucre à telle ou telle mairie de Paris.

Et pourtant, lorsque Harlem Désir m'a proposé de lancer avec lui un appel pour une aide militaire à la Roumanie, j'ai eu un haut-le-cœur. En effet, dans tous mes combats, je n'ai jamais cessé de prôner le dialogue et de m'efforcer de le rendre possible. Quand, après la libération de la plupart des pays d'Europe de l'Est qui accèdent progressivement à la démocratie, le dernier réduit de l'oppression s'est mis à son tour à secouer le joug, pouvais-je me contenter du rôle de simple spectateur ? Devant les massacres perpétrés par les partisans de l'ancien régime, pouvais-je me borner à compter les cadavres ?

J'ai donc fini par accepter de participer au lancement de cet appel. Car enfin, à quoi sert une armée dans un pays démocratique qui n'est pas en guerre ? A quoi servent les institutions européennes ? Et pourquoi une défense commune si ce n'est pour défendre la démocratie là où elle est menacée, et surtout chez nous, aux portes de notre Europe ?

La situation sur le terrain ayant évolué, les Roumains n'ont plus besoin, pour le moment, de notre intervention militaire mais, l'humanité étant ce qu'elle est, la tentation totalitaire restant une permanence de notre histoire et les pulsions de mort nous travaillant tous, le problème posé à l'occasion des événements de la Roumanie risque de demeurer longtemps à l'horizon de notre actualité.

Oh, je ne pense pas forcément aux brigades armées de M. Dumas. Les moyens de lutte pour la liberté se sont, ces dernières années, largement diversifiés. Des médecins l'ont prouvé en sauvant des corps là où on s'acharnait à les détruire. Mais parer au manque d'information et à la faiblesse d'une tradition démocratique occultée pendant tant de décennies est de la compétence des intellectuels. Travail qu'il n'est pas toujours facile d'accomplir quand on sait que transporter un livre interdit dans un pays totalitaire était parfois aussi dangereux que d'y pénétrer avec un revolver.

Ce travail, pourtant, certains d'entre nous l'ont fait pendant des années. Par groupes ou à titre individuel. Nous avons apporté des livres par milliers dans l'Argentine de la junte militaire. Nous avons installé des émetteurs en Afghanistan occupé par l'armée rouge, pour que les Afghans muselés puissent enfin parler aux Afghans. Nous avons introduit une radio en Pologne, à Gdansk, pour que les Polonais, coupés alors du monde extérieur, puissent malgré tout rester à l'écoute...

C'est pourquoi je propose aujourd'hui d'adopter cette forme d'action en faveur des pays à peine libérés du communisme. La démocratie est longue et exige de nous non pas seulement des coups de cœur, mais un effort constant. Et surtout, plus que jamais, le monde a besoin d'idées, a soif d'une réflexion, réclame des projets, veut organiser l'avenir. La lutte pour la liberté des uns est devenue pour la première fois dans l'histoire, et malgré nous peut-être grâce à l'étendue fabuleuse des réseaux d'information, l'affaire de tous. Nul ne peut plus dire aujourd'hui *« je ne savais pas »*.

□ **TCHECOSLOVAQUIE : nouveau ministre de l'intérieur.** – le nouveau président de la République tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a nommé dimanche 31 décembre M. Richard Sacher, membre du Parti populaire (d'obédience catholique), au poste de ministre de l'intérieur.

M. Sacher était jusqu'ici ministre sans portefeuille dans le gouvernement « d'entente nationale » formé le 10 décembre dernier. A cette date, la direction du ministère de l'intérieur avait été provisoirement confiée à un triumvirat composé du chef du gouvernement, M. Marian Calfa (communiste), et des deux vice-premiers ministres, soutenus par le Forum civique, MM. Jan Carnogursky et Valtr Komarek. – *(AFP.)*.

□ **BULGARIE : satisfaction de la Turquie.** – La Turquie a exprimé sa *« satisfaction »* à propos de la décision du comité central du PC bulgare laissant aux musulmans d'origine turque de ce pays la liberté de choisir leur nom, leur langue et leur religion. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, a déclaré, samedi 30 décembre, que la Turquie répondrait à *« chaque pas positif fait par Sofia »*. – *(AFP.)*

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Réveillon surréaliste à Bucarest

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le réel et l'improbable se sont étrangement cotoyés pour le réveillon, comme depuis le début des révoltes en Roumanie.

La réalité, c'est celle d'un couvre-feu de fait. Pas un habitant de Bucarest n'a mis le nez dehors. Le Nouvel An s'est fêté en famille, comme à l'habitude mais plus que jamais à l'abri, le bruit ayant couru que les derniers « terrorites » de la Securitate pourraient profiter de la Saint-Sylvestre pour tenter un baroud d'honneur.

Sur ce fond d'état de choc et d'état de siège s'est déroulée une fête proprement surréaliste. La FNAC et Médecins du monde avaient affrété dimanche soir de Paris un Boeing-737 rempli de milliers de livres, de journaux, de victuailles, d'un poste émetteur pour créer une radio libre et où avaient pris place une centaine de Parisiens bien décidés à fêter la liberté retrouvée. Parmi eux, la fille du dramaturge Eugène Ionesco, le député Bernard Stasi, l'auteur de BD, Bilal, le chanteur-écrivain Yves Simon, le comédien Romain Bouteille, des rugbymen, des libraires, des journalistes.

Sous les lambris de l'Union des écrivains où avaient régné si longtemps la langue de bois et les demi-mots, ce fut un déchaînement joyeux et grave. La fille d'Eugène Ionesco a répandu par terre un verre de vin, à la mémoire du sang versé. Des écrivains roumains ont exprimé leur émotion devant ces cadeaux inattendus et ces attentions si « *adolescentes* », a dit l'un d'eux.

Puis c'est le tour de ville, entrepris malgré l'heure tardive et les consignes de prudence, l'avion repartant à l'aube du 1er janvier pour Paris et aucun hébergement n'étant prévu. Toute la nuit, le tourisme de pèlerinage à l'Occidentale a repris ses droits, non sans une certaine gêne. On photographie les soldats visiblement harassés, on se fait raconter le meeting « *miraculeux* » du 22 décembre. On pose longuement devant le fameux palais de Ceausescu, plus délirant en vraie grandeur que tout ce qu'on en a vu.

Chocolats, cigarettes et baisers

Retour par le métro de la place de l'Union où de jeunes civils armés jusqu'aux dents fouillent ces drôles de Français en goguette tout en échangeant chocolat, cigarettes, baisers. Dans l'attente des rames vides, on reparle des souterrains, des risques d'ultimes accrochages des « *terroristes* » venus de Libye et « *sans doute drogués* », de la fin souhaitée du communisme, cette fin qu'exige une des pancartes de la place Romana, là où tombèrent le plus de victimes et où s'éteignent déjà les bougies de la piété.

Purge orchestrée de Moscou ? Explosion populaire ? Les deux ? Ces hypothèses dansent dans les têtes des visiteurs, saoulés d'alcool, d'effusions, d'impressions trop brèves et d'anecdotes invérifiables. C'est une sensation bien troublante que de ne pas savoir à quoi l'on doit son bonheur et si l'on doit s'y fier.

Alors que le signal du retour est donné, l'effigie d'un Ceausescu écervelé danse à l'Union des écrivains au son du rock. Pour les intellectuels roumains, cette image du réveillon 1990 est à elle seule suffocante d'imprévus. Ils ont appris à se contenter, en fait de réel, de ce qui est devenu possible.

BERTRAND POIROT-DELPECH

A la recherche d'un consensus

Suite de la première page

« *Ce mouvement était dirigé avant tout contre les Ceausescu* », remarquait M. Corneliu Bogdan, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et porte-parole du nouveau pouvoir. Ceausescu déboulonné, les Roumains semblent donner raison au porte-parole. Ici, il n'y a pas comme en Pologne de syndicats indomptables qui réclament leur dû ; ni, comme en Tchécoslovaquie, une population qui, à l'unisson, porte vers le palais présidentiel l'une de ses gloires nationales ; ni, comme en RDA, des partis ou des groupes politiques qui imposent au pouvoir un dialogue permanent.

A Bucarest, dix jours après l'insurrection, le CFSN règne, édicte, décrète, nomme et, s'il discute, n'en laisse rien paraître à l'extérieur. On le craignait sous la surveillance de l'armée, et celle-ci paraît pourtant marcher au pas, plusieurs de ses représentants nommés à des postes de premier plan semblent plus collaborer que contrôler. Après le général Nicolae Militaru, nommé ministre de la défense, le général Anastasie Victor Stanculescu a été nommé au poste délicat entre tous de ministre de l'économie et le général Mihai Glutac à celui de ministre de l'intérieur. Par décret, un nombre impressionnant de colonels et de généraux ont été promus au grade supérieur et des officiers généraux à la retraite ont même été rappelés dans le cadre d'active.

La Roumanie a un gouvernement, mais ce dernier ne définit pas la politique qu'il mène : il exécute celle que lui dicte le CFSN, qui s'est, pour cela, doté de six commissions spécialisées. Quels sont les débats qui agitent éventuellement le CFSN ? Mystère. A l'abri des oreilles extérieures, les rideaux traditionnellement tirés – par peur des fusils à lunette, – dans les étages du ministère des affaires étrangères, imposant bâtiment traversé de couloirs longs comme des avenues, le CFSN paraît aussi lisse que la surface d'un lac de montagne. Peut-être, après tout, ses membres ne connaissent-ils pas de divergences.

Les premières mesures prises par le gouvernement ne peuvent en effet prêter à de longues discussions. En quelques jours, les Roumains ont vu réapparaître dans les magasins des denrées disparues depuis des années. Il a suffi pour cela d'arrêter toutes les exportations de produits agroalimentaires et de puiser dans les réserves préparées au bénéfice de la nomenklatura. Les queues devant les vitrines sont toujours longues, mais, cette fois, lorsque la ménagère parvient à l'étal, elle a toutes chances de pouvoir acheter des oranges et de la viande. Grâce à la réduction des exportations de produits pétroliers et à la suppression du contingentement d'essence, les immeubles peuvent désormais être chauffés et les automobilistes se déplacer. Ces premières décisions – véritables mesures d'urgence – s'accompagnent de l'instauration de ces libertés fondamentales dont, il y a un mois, aucun Roumain ne pouvait espérer bénéficier : liberté de fonder un parti, liberté syndicale, liberté de se réunir, d'écrire, de voyager à l'étranger. Il n'y a plus besoin d'autorisation pour rencontrer un ami du dehors, la politique de regroupement forcée de la population rurale est enterrée, le droit à l'avortement est rétabli. Plus généralement, toutes les tracasseries bureaucratiques édictées par le régime dictatorial sont levées.

Dans les usines où il n'était pas rare de travailler près de cinquante-huit heures par semaine, samedi et dimanche compris, des négociations sont en cours pour revenir à une semaine de travail de quarante-huit heures. A l'occasion de la nouvelle année, le CFSN vient enfin d'accorder trois jours fériés à tous les travailleurs du pays, soit un jour de plus qu'à l'habitude. Pourquoi, dans ces conditions, les Roumains bouderaient-ils leur plaisir ? Et pourquoi leurs dirigeants auraient-ils besoin de s'opposer sur des mesures qui font l'objet d'un tel consensus ?

Le consensus, voilà le maître mot. Lors des réunions de presse quotidiennes organisées pour les journalistes étrangers, les représentants du Front soulignent toujours qu'il est le mode de fonctionnement du CFSN. Et consensus il doit bien y avoir puisque aucune des personnalités qui en font partie et qui, par le passé, ont montré qu'elles avaient osé parler, n'a cru bon jusqu'à présent d'élever la voix. La direction du Front est pourtant réellement diverse. Si le gouvernement comporte une bonne dose d'anciens cadres communistes ils sont les seuls administrateurs qui aient une expérience de la machine gouvernementale, – le CFSN, lui, est dominé par des responsables aux origignes multiples, étudiants trop jeunes pour avoir eu à se compromettre avec le régime antérieur ou opposants de longue date.

« Laboratoire » d'idées

Plusieurs d'entre eux viennent de rejoindre la trentaine d'intellectuels en vue qui, le 31 décembre, ont créé le groupe du Dialogue social. Le nouveau mouvement se veut « *conscience lucide* », « *instance de réflexion critique sur les problèmes fondamentaux qui se posent à la société civile* », « *laboratoire* » où se réuniront des intellectuels de toutes disciplines pour « *chercher ensemble les stratégies et les solutions dont la société civile roumaine va avoir besoin dans l'avenir immédiat* ».

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la situation d'aujourd'hui que ce groupe, dont la dynamique peut à terme l'opposer au pouvoir, comporte en son sein non seulement plusieurs membres célèbres du CFSN, dont Mme Doïna Cornea, M. Mircea Dinescu et Mme Mariana Celac, sœur de M. Sergiu Celac, ministre des affaires étrangères, mais aussi M. Andreï Plesu, ministre de la culture, M. Mihaï Sora, ministre de l'enseignement, et M. Alexandre Paleologu, nouvel ambassadeur de Bucarest à Paris. Eux aussi parlent de « *consensus nécessaire* », accordent « *confiance et soutien* » au CFSN qui a « *besoin de calme pour travailler* ». Ce qui n'exclut pas une certaine vigilance. « *Beaucoup d'entre nous sommes sceptiques*, a reconnu l'un des membres fondateurs du groupe lors d'une conférence de presse. *Au Conseil de prouver qu'il n'aura pas à justifier notre opposition.* »

La mort du PC

L'histoire retiendra aussi le spectaculaire effondrement du Parti communiste roumain, effacé du paysage politique en quelques heures. « *Le communisme n'est plus en danger*, confiait récemment un membre du gouvernement, lui-même ancien membre du PCR. *Personne n'est plus communiste dans ce pays.* » Le cynisme de l'aveu n'est en réalité qu'apparent. Sous Ceausescu, le PCR comptait 3,8 millions de membres et autant d'adhérents dans les organisations de masse. L'inscription au parti était comparable à l'affiliation à la Sécurité sociale, obligatoire pour poursuivre une carrière professionnelle ou bénéficier des droits les plus anodins. Tout le monde étant communiste, autant dire que personne ne l'était.

Le Parti communiste roumain en tant que tel n'a d'ailleurs joué aucun rôle dans les derniers événements, ni pour susciter en son sein une opposition qui aurait pu apparaître comme une solution de rechange à Ceausescu ni pour défendre le secrétaire général attaqué par la rue. Dès le 23 décembre, le PCR était mort. Très logiquement, un groupe de communistes, restés d'ailleurs anonymes, vient d'appeler aux obsèques en demandant la convocation d'un congrès extraordinaire chargé de dissoudre juridiquement le parti et de céder ses biens au Front de salut national. M. Sergiu Brucan, membre du bureau exécutif du CFSN, assurait récemment que « *si un Parti communiste se présentait aux prochaines élections, il n'atteindrait pas 5 % des suffrages* » (*le Monde* du 30 décembre). Il est vraisemblable que même ce score limité lui soit désormais inaccessible.

Quant aux autres nombreux partis en voie de formation – Parti national paysan, Parti libéral, Parti chrétien- démocrate, Parti pour la reconstruction, etc., – il est pour le moment impossible de prévoir leur future importance. Tout laisse cependant à penser qu'ils auront fort à faire pour atteindre avant les élections une notoriété susceptible de disputer sérieusement au Front de salut national les suffrages des électeurs.

Car le Front a décidé de présenter partout des candidats. La décision n'a, semble-t-il, pas été prise sans mal, mais enfin elle est prise. Même s'il récuse le terme, le Front de salut national s'engage ainsi dans une dynamique de parti politique. Ce qu'il fera de son éventuelle victoire est toujours nébuleux. Le CFSN laissera-t-il la place au seul gouvernement sorti des urnes ou aura-t-il la tentation, au nom de la sauvegarde des idéaux de la révolution, de s'ériger en arbitre suprême ? Aucun des dirigeants du Front interrogé sur ce point n'a jusqu'alors donné de réponse sans équivoque.

GEORGES MARION

Les syndicats français réformistes souhaitent l'émergence d'un « syndicalisme libre »

Les syndicats français ont suivi avec beaucoup d'attention les événements de Roumanie, avant même la chute de Nicolae Ceausescu. Le 27 décembre, un peu à l'image de ce qui s'était produit lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne en décembre 1981, les organisations syndicales réformistes se sont retrouvées au siège de la CFDT. Dans une déclaration commune, la CFDT, FO, la FEN, la CFTC et la CFE-CGC se sont engagées à prendre des initiatives pour *« soutenir un syndicalisme libre et le processus démocratique »* en Roumanie.

L'idée est de soutenir, mais sous des formes qui restent à déterminer tant le processus de changement syndical apparaît flou en Roumanie, une organisation indépendante dont Fraternité ouvrière pourrait être l'ébauche. Pour les cinq organisations réformistes, « *l'enjeu est de voir comment peuvent émerger – s'ils émergent – des acteurs politiques et syndicaux dans un processus démocratique* ».

La CGT n'avait pas été invitée à ce sommet intersyndical, sans doute à cause de son appartenance à la Fédération syndicale mondiale (FSM), où elle côtoie les syndicats officiels roumains. Pourtant entre le 20 et le 24 décembre, son bureau confédéral n'a pas publié moins de trois communiqués sur les événements en Roumanie pour condamner « *avec force les brutales et sanglantes répressions policières* » et pour demander à ses organisations de faire part de leur « *indignation* » auprès de l'ambassade roumaine à Paris. Après la chute du Conducator, la CGT a salué « *l'extraordinaire courage du peuple roumain* » qui « *s'est dressé contre le régime tyrannique de Ceausescu et est en voie de faire triompher enfin la démocratie* ».

Les condamnations de la CGT n'ont pas toujours été aussi nettes à l'égard de la Roumanie. C'est à la fin d'avril 1986 qu'il faut remonter pour trouver les premières appréciations sévères sur le régime roumain. De retour du congrès des syndicats roumains, la délégation de la CGT avait jugé « *difficilement supportable* » l'atmosphère des travaux, parlant même de « *mise en scène sous couvert de démocratie et de socialisme* ». « *Le culte de la personnalité de Ceausescu*, poursuivait la délégation, *est extrêmement poussé, jusqu'à l'adulation, sur des bases de chauvinisme proches du national-socialisme et de la dictature.* »

Persistance de la langue de bois

Mais lors de son 43e congrès confédéral, du 21 au 26 mai 1989, la CGT avait paru en retrait. Dans le document d'orientation adopté, il n'était pas fait mention de la situation en Roumanie. La centrale saluait le mouvement de réformes en cours à l'Est, mettait en avant la défense des droits de l'homme et souhaitait (sans faire de distinction...) « *développer ses relations et sa coopération avec les syndicats des pays socialistes en leur donnant le maximum d'efficacité* ». En présentant ce document, M. Louis Viannet, le numéro deux de la CGT, s'était borné à affirmer que sa centrale ne ménagerait « *aucun effort pour contribuer à faire que la situation évolue positivement en Roumanie* »...

Lors du même congrès, M. André Deluchat, membre (socialiste) du bureau confédéral, avait demandé que les congressistes saluent « *la lutte courageuse des travailleurs roumains qui souffrent et qui subissent le régime Ceausescu* ». M. Krasucki, qui depuis plusieurs années pourtant refusait toute invitation à se rendre en Roumanie, s'était tout simplement abstenu de lui répondre sur ce point. Il est vrai que l'Union générale des syndicats roumains était officiellement représentée à Montreuil par Nita Constantin. Dans le compte rendu officiel publié par *le Peuple* du 22 juin, figurait ainsi le message, long et chaleureux, des syndicats roumains. Selon un dirigeant de la CGT, la délégation syndicale hongroise avait quitté le congrès de Montreuil avant la fin pour marquer son irritation devant la persistance d'une certaine langue de bois..., notamment à propos de la Roumanie.

M. N.

EUROPE

URSS

M. Mikhaïl Gorbatchev : 89, l'année la plus difficile de la perestroïka

Moscou. – 1989 aura été l'année « *la plus difficile de la perestroïka* » sur le plan intérieur, mais restera comme celle de « *la fin de la guerre froide* », la division de l'Europe étant « *reléguée au passé* », a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev dans ses vœux télévisés de Nouvel An.

Le numéro un soviétique a appelé les Soviétiques « *à la raison et à la patience* », souhaitant aux pays d'Europe de l'Est de réussir dans leurs efforts d'unir « *socialisme et démocratie* ».

« *Des vagues de rénovation socialiste ont déferlé sur l'Europe de l'Est*, a-t-il dit. *Les événements dramatiques à Berlin, Sofia, Prague et Bucarest ont de nouveau prouvé avec une grande force l'absolue nécessité d'unir socialisme et démocratie. Nous souhaitons à nos amis succès dans cette voie, ils peuvent toujours compter sur notre solidarité* ».

M. Gorbatchev a estimé que l'idée d'une maison européenne commune, « *considérée par beaucoup en 1988 comme une utopie* », est devenue à la fin de cette année une « *perspective réaliste* » et que « *les années 90 promettent de devenir la période la plus fructueuse de l'histoire de la civilisation* ».

« Manque d'ordre et de discipline »

Le chef de l'Etat s'est toutefois montré plus sombre en évoquant les douze derniers mois en URSS. « *Pour la première fois, nous avons vécu d'importants débrayages dans l'industrie et des perturbations économiques majeures.*

Il y a eu un manque d'ordre et de discipline. L'exacerbation des relations inter-ethniques a aussi été une source d'inquiétudes majeures », a-t-il noté. « *Mais nous avons beaucoup appris et nous voyons clairement l'objectif à atteindre : un socialisme démocratique et humain, une société de liberté et de justice sociale* », a-t-il affirmé.

Le Nouvel An dans les pays de l'est

Explosions de joie populaire à Prague et Berlin

Champagne et manifestations de joie, malheureusement endeuillées par un accident qui a fait un mort et plusieurs dizaines de blessés à la Porte de Brandebourg, ont marqué ce Nouvel An 1990 à Berlin et à Prague.

Place Venceslas à Prague, l'an I de la liberté retrouvée a été fêté à minuit dans un délire de joie par plusieurs dizaines de milliers de Tchécoslovaques, malgré une température proche de zéro.

Dès dimanche après-midi, des milliers d'Allemands de l'Est comme de l'Ouest juchés sur le mur de Berlin ont commencé à célébrer à grand renfort de champagne et de pétards ce Nouvel An au gout de liberté. Les hommes politiques de RFA et de RDA ont formulé des vœux unanimes pour le règlement de la question allemande dans un cadre européen.

Dans une interview au journal *Welt am Sonntag*, le président de RFA, M. Richard von Weizsaecker, a estimé que les retrouvailles des Allemands étaient « *le moteur de tous les Européens* ». « *Il ne doit pas y avoir de vitesse ou de chemin spécial pour les Allemands* », a-t-il ajouté.

Le chancelier Helmut Kohl, la présidente du parlement ouest-allemand, Mme Rita Suessmuth, et le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, ont défendu la même idée. M. Kohl a déclaré à la télévision ouest-allemande que l'année 1989 « *nous a nettement rapprochés de l'unité allemande* », tout en soulignant que les Allemands devraient s'efforcer de réaliser à la fois cette unité et l'intégration européenne. « *L'Allemagne et notre patrie, l'Europe est notre avenir*), a-t-il dit. Pour M. Genscher, l'Europe ne peut pas se faire « *autour des Allemands, mais avec les Allemands* ».

De son côté, le président du PC est-allemand, M. Gregor Gysi, s'est prononcé pour une « *communauté contractuelle de grande envergure* » avec la RFA, tout en rejetant « *toute ivresse germano-nationaliste* ». « *Nous devons apprendre à devenir européens* » a-t-il poursuivi dans une interview à *Neues Deutschland*.

Enfin, pour Mme Margaret Thatcher, « *la grande leçon des années 1980, c'est que le socialisme a échoué. Nous le savions en 1979 et aujourd'hui toute l'Europe de l'Est le sait aussi bien* », a déclaré le premier ministre britannique.

(AFP, Reuter, UPI).

DIPLOMATIE

Les vœux de M. François Mitterrand

Le président de la République a présenté, dimanche 31 décembre, à la radio et à la télévision, ses vœux aux Français. En voici le texte :

« Mes chers compatriotes,

» Nous avons été fiers de fêter, cette année, le bicentenaire de notre révolution, de commémorer le rôle joué par la France dans le combat pour la liberté et pour l'égalité, *pour la défense des droits* de l'homme. Et voilà qu'à deux cents ans de distance les mêmes mots, porteurs des mêmes espérances, ont renversé d'autres Bastilles, là où en Europe régnait encore la dictature.

» Chacun le sait, le changement qui s'est produit ces derniers mois dans les pays de l'Est dépasse en importance tout ce que nous avons connu dpuis la seconde guerre mondiale et s'inscrit sans aucun doute parmi les grands événements de l'Histoire. Il a fallu pour cela que se conjuguent un échec écono*mique et politique* sans appel, l'intuition et la volonté de Mikhaïl *Gorbatchev, la* force de conviction et le courage moral des résistants à l'oppression, l'étonnante maturité enfin des peuples en révolte contre la tyrannie.

» Quoi qu'il en soit, nous venons d'assister à la plus éclatante victoire de la démocratie. 1789-1989, personne n'aurait osé rêver pareille célébration pour un si bel anniversaire. Mais le drame roumain nous rappelle que l'Histoire est tragique et que la liberté se paie au prix de la souffrance. N'oublions pas ce qu'ont subi des millions et des millions de femmes et d'hommes, pendant une *si longue nuit. Leur* soudaine libération ne peut faire illusion. Ils ont devant eux beaucoup d'obstacles à surmonter, et ils auront besoin de nous.

» L'Europe, c'est évident, ne sera *plus celle que nous connaissons* depuis un demi-siècle. Hier dépendante des deux superpuissances, elle va, comme on entre chez soi, rentrer dans son histoire *et sa géographie. Des questions* nouvelles commencent à se poser qui n'auront pas de réponse en un jour. Mais elles sont posées : l'avenir des alliances, l'alliance atlanti*que et le pacte de Varsovie* ; à quel rythme poursuivre le désarmement : sous quelle forme et dans *quelles conditions se réunira le peu*ple allemand ; quel type de coopération entre l'Est et l'Ouest ; l'intangibilité ou non des frontières existantes et jusqu'où ; le réveil des nationalités.

» *Ou bien la tendance à l'éclate*ment, à l'émiettement s'accroîtra et nous retrouverons l'Europe de 1919 – on connaît la suite, – ou bien l'Europe se construira. Elle *peut le faire en deux étapes.*

» D'abord grâce à notre communauté des Douze, qui doit absolument renforcer ses structures, comme elle vient de le décider à Strasbourg. Je suis persuadé qu'elle a, par sa seule existence, puissamment contribué au sursaut des peuples de l'Est en leur servant de référence et de pôle d'attraction.

» La deuxième étape reste à inventer. A partir des accords d'Helsinki, je compte voir naître, dans les années 90, une confédération européenne, au vrai sens du terme, qui associera tous les Etats de notre *continent dans une organi*sation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité. Cela ne sera évidemment possible qu'après l'instauration, dans les pays de l'Est, du pluralisme des partis, d'élections libres, d'un système représentatif et de la liberté d'information. A la vitesse où vont les *choses, nous s'en sommes peut*-être pas si loin.

» Souvent on dit que les foules de Prague, de Bucarest, de Varsovie ou de Berlin mettaient à bas les murs de toutes sortes où l'on voulait les *enfermer*. Je me disais que nous avions de la chance, nous Français, de vivre *dans un* pays comme le notre, formé par les principes de 1789 et cent vingt ans de République. Mais je pensais aussi qu'il nous fallait en être dignes. Les peuples libérés ne nous demandent pas l'aumône, mais des raisons de croire dans un régime de liberté et de justice, c'est-à-dire un certain *modèle de vie au sein d'une société* de droit.

» Je forme des vœux pour que la France échappe aux entraînements du racisme, pour qu'elle se montre *ouverte et fraternelle* à quiconque vit sur son sol et se met sous la pro*tection de ses lois. J'entends* qu'elle reste au premier rang des nations *qui luttent contre la pauvreté, le* sous-développement et la pollution, chez nous et dans le monde. *Je* forme des vœux – et le gouvernement y *travaille* – pour que la croissance de notre économie, qui a déjà permis de créer en 1989 plus de 350 000 emplois, fasse enfin reculer le chômage et pour que les profits que le pays en tire soient plus justement partagés. Je forme des vœux pour que de grands chantiers tels que le logement social, la fonction publique, la formation professionnelle, l'application et l'extension des lois Auroux, la rénovation de l'Université et bien d'autres encore reçoivent les concours syndicaux et productifs qu'ils méritent.

» Mes vœux vont aussi, mes chers compatriotes, vers vous qui m'écoutez, et particulièrement vers ceux qui sont seuls ou dans la peine. Je souhaite de toutes mes forces que la France offre à ceux qui l'aiment le visage qu'ils attendent d'elle.

» Bonne et heureuse année 1990 à tous ! Vive la République, vive la France ! »

Une « confédération » européenne avec les pays de l'Est

Suite de la première page

En somme – et comme d'autres dirigeants occidentaux, dont les Américains, – c'est une ouverture intellectuelle envers l'Est, plutôt qu'un projet, qu'il exprime. On a eu, il y a quelques jours, une illustration spectaculaire de cet état d'esprit, à la fois confiant dans l'homme de la perestroïka et passablement désorienté, qui règne en Occident, lorsque divers responsables français et américains en vinrent à appeler de leurs vœux, à la grande satisfaction sans doute de M. Gorbatchev, une intervention soviétique en Roumanie, c'est-à-dire la dernière chose qu'auraient pu souhaiter les Roumains eux-mêmes.

M. Mitterrand, *du moins*, propose un cadre pour la construction de cette Europe future. *Il ne se risque pas plus avant ni, comme M. Baker*, à lancer un ballon d'essai sur l'avènement d'une alliance atlantique politique et les liens qu'elle pourrait entretenir avec la CEE ni, comme M. Chevardnadze, à proposer l'institutionnalisation des *liens* entre la Communauté et le COMECON. Mais il y insiste encore une fois : c'est à partir des accords d'Helsinki qu'il veut voir se construire la « *confédération* » européenne, c'est-à-dire « *une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité* ». Quels sont les rapports entres cette proposition de confédération et l'idée gorbatchévienne de « maison commune européenne » ? Le président ne l'a pas dit, mais a posé une condition, l'avènement d'une démocratie pluraliste dans l'ensemble des pays de l'Est.

Ce « processus d'Helsinki », par lequel les représentants de trente-cinq pays (toute l'Europe, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada) discutent depuis quinze ans de coopération économique, de droits de l'homme et de sécurité, *c'est-à-dire notamment* depuis un an de désarmement conventionnel, est en effet le seul cadre existant dans lequel puisse être discuté un changement dans l'ordre et la stabilité. Il a notamment l'avantage de proclamer inviolables les frontières fixées en Europe au lendemain de la guerre. Il pourrait avoir l'avantage également pour certains d'encadrer dans un processus paneuropéen la question particulière de l'unité allemande, de lui fixer des garde-fous.

M. Mitterrand avait été le premier à approuver l'idée de M. Gorbatchev de convoquer dès cette année 1990 une réunion à haut niveau de ces trente-cinq pays, idée à laquelle le président Bush avait dans un premier temps, à Malte, opposé quelque réticence. La semaine dernière, à Berlin-Est, le président de la République a proposé d'accueillir à Paris un tel sommet paneuropéen. A un journaliste allemand qui lui faisait remarquer qu'il pouvait y avoir une certaine concurrence et que Berlin pourrait être symboliquement le meilleur lieu d'accueil pour une réunion de ce type, il avait répondu qu'il ne faisait qu'offrir les services de la France et que c'était à l'ensemble de ses partenaires de décider.

Quoi qu'il *en soit, on considère* comme acquis, dans l'entourage du *président, le principe d'une telle* réunion, à Paris ou ailleurs, et l'on déclare que c'est dans le travail de préparation qui la précédera au cours des prochains mois que s'ébaucheront les idées françaises sur le contenu de cette Europe des années 90, plutôt que dans telle ou telle intervention publique du président de la République. M. Mitterrand devrait en tout cas revenir en privé sur le sujet dans trois jours, lors de la rencontre informelle qu'il aura à Latché avec le chancelier Kohl.

Dernier élément enfin, et non des moindres, du message de vœux présidentiel : l'appel à la générosité française. Les pays de l'Est, dit-il, « *ne demandent pas l'aumône* » mais ils ont besoin qu'on les aide. Qui ne l'aurait compris ces derniers jours au vu des événements de Roumanie, dont la couverture médiatique en France fut telle qu'elle « désigne » en quelque sorte notre pays pour porter assistance. Mais cette assistance n'est pas que matérielle. Il faut donner aux peuples qui se libèrent « *des raisons de croire* », dit encore M. Mitterrand, il faut leur montrer une image digne, il faut « *que la France échappe aux entraînements du racisme et se montre ouverte et fraternelle à quiconque vit sur son sol* ».

CLAIRE TRÉAN

AMÉRIQUES

PANAMA : vers un dénouement de la crise

Le général Noriega pourrait être remis aux nouvelles autorités

Le dénouement de « l'affaire Noriega » serait proche, et l'ancien homme fort du Panama pourrait être remis entre les mains des nouvelles autorités de son pays si l'on croit les déclarations, samedi 30 décembre, d'un conseiller de l'archevêque de Panama, Mgr Marcos McGrath. En attendant, l'intervention américaine continue à susciter de vives critiques, notamment à Moscou où l'ambassadeur américain, M. Jack Matlock, a été convoqué samedi au ministère soviétique des affaires étrangères pour s'entendre demander, une nouvelle fois, que les troupes américaines quittent immédiatement le Panama.

PANAMA

de notre envoyé spécial

Vingt sept *mille quatre* cent quarante-six hommes ne peuvent passer inaperçus. *Surtout lorsqu'ils* sont militaires, américains de surcroit. On les voit donc partout, à pied, en voiture, sur des chars, et même affalés le long d'une quelconque pelouse. Où par grand soleil ils consomment des monceaux de glaces et de sodas. Les Panaméens semblent parfaitement s'accommoder de cette imposante présence. Dans les quartiers huppés, la plupart des conducteurs envoient des signes amicaux en direction des GI's, et le passage des blindés dans les quartiers pauvres a lieu, le plus souvent, dans l'indifférence.

Pour les forces américaines la mobilisation est toujours à l'ordre du jour. Le panneau situé à l'entrée du quartier général de Quarry Heights, près des batiments de l'administration du canal, indique l'état d'alerte « *Delta* », de deuxième niveau. Coiffé d'un casque empapilloté de rubans de camouflage, le visage peinturluré, les soldats patrouillent encore la ville. Des blindés munis de puissants haut-parleur rappelent que le couvre-feu est toujours en vigueur, de onze heures du soir à cinq heures du matin.

Fouilles contestables

Les batiments de l'école américaine de Balboa, proche de la zone du canal, hébergent des milliers de réfugiés en provenance du quartier bombardé de Chorillo. Sous la garde des militaires, ils sont logés dans des campements improvisés et des tentes faites de parachutes ou de simples toiles de plastique. Les cuisines de campagne fournissent les repas, quand *ils ne sont pas préparés sur* des braseros de fortune.

Périodiquement la tension semble ressurgir par endroit. Ainsi l'incident concernant la perquisition américaine à la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen, vendredi 29 décembre au soir continue-t-il d'agiter la communauté diplomatique. Qu'un détachement américain ait pu pénétrer dans la demeure de l'ambassadeur de Managua sur la foi d'une dénonciation anonyme affirmant qu'elle recelait une cache d'armes en dit long sur la nervosité – volontaire ou non – des forces armées présentes à Panama. L'explication alambiquée fournie ensuite par les officiers sur l'accréditation du diplomate, qui ne *figurait* pas sur la liste, ou l'importance de « *l'arsenal* » récupéré, *cache mal l'erreur grossière* commise pour laquelle le président Bush a dû *lui-même présenter des excuses*, reconnaissant officiellement qu'il *s'agissait bien d'une « bavure »*. Il s'agissait bien de la résidence, clairement *identifiée, d'un diplomate* – même s'il venait justre d'en changer – et les armes saisies, *une petite* vingtaine, ne constituent pas à proprement parler un arsenal. D'autres « fouilles » tout aussi contestableis, ont été effectnéeal pendant le week-end, notamment au siège de l'agence de presse espagnole EFE, ou à cekyu de la compagnie aérienne Ibéria.

Les militaires américains ont cependant *quelques raisons* de se *montrer inquiets. Depuis le début* des opérations soixante-quatorze mille quatre-cent cinquante-quatre armes ont été saisies, parmi lesquelles des engins de guerre comme des M-16 américains ou des AK-47 soviétiques, ou encore un attaché case apparemment anodin mais contenant une mitraillette dont la gachette est cachée dans la poignée qui aurait été l'arme favorite de l'ancien « *homme fort* ». Ces armes sont l'une des préoccupations majeures des troupes *américaines. Malgré la prime de cent* cinquante dollars offerte en échange *d'une restitution volontaire -cinq* mille armes auraient été ainsi récupérées – et les stocks trouvés en divers endroits, beaucoup seraient encore en circulation, en province comme à Panama.

Cohorte de rumeurs

Malgré ces craintes, un certain « *relachement* » est cependant bien visible. Dans les rues de la capitale *des patrouilles mixtes américano*-panaméennes ont fait leur apparition. *La circulation est assurée* par une myriade de volontaires, pompiers, scouts militaires, voire simples civils. A certains barrages, les soldats distribuent même avec le sourire les autocollants représentant un panneau d'interdiction pour ananas, caricature de ce qui fut le surnom du général Noriega, « face d'ananas ». L'opération « *Juste Cause* » a aussi fait le délice des fabriquants de tee-shirts. Barré du nom de code de l'intervention, surmontée des drapeaux panaméens et américains avec la date de décembre 1989, ils se vendent comme des petits pains, et pas un militaire ne semble résister, a côté du camp de réfugié, Alex a aussi installé son « *salon de coiffure* » qui ne *désemplit* pas. Il propose aux GI's « *des coupes de style à des prix de guerre* ». *Pour la plupart des forces* d'intervention, Panama n'est pas non plus un pays inconnu. *Beaucoup ont* déjà fait des séjours sur les bases américaines ou connaissent l'Amérique Centrale, pour avoir participé aux manœuvres si contestées de 1988 au Honduras, destinées déjà à « intimider » les partenaires récalcitrants des *Etats-Unis* dans l'isthme.

La « *Comision National de Bolas* », dérisoire surnom donné à la *cohorte de rumeurs qui intoxiquent* continuellement la ville, n'inquiète donc guère les soldats. Avec une nonchalante décontraction ils campent près du char et des blindés qui barrent les rues aux alentours de la Nonciature. Ceux qui contrôlent l'entrée de l'avenue qui dessert l'ambassade vaticane s'amusent beaucoup, – et ne s'en cachent pas – de l'effervescence qui règne dans les milieux journalistiques. L'hôtel Holiday Inn tout proche, transformé pour la circonstance en bunker de presse, est au centre de cette continuelle agitation. Sa vue imprenable sur le site tant surveillé étant une bénédiction, les photographes et cameramens campent sur les balcons.

Ils ne peuvent guère attraper que de rares images du Nonce effectuant quelques exercices de *gymnastique*. La fin, vendredi en fin de soirée, du « *concert* » rock dispensé *par les mili*taires américains, a aussi détendu l'atmosphère, même si un « *mystérieux* » avion qui survole chaque nuit le centre de Panama, vraissemblablement pour procéder à des écoutes, continue ses bruyantes missions, tout comme la grosse centaine d'hélicoptères présents à Panama.

Les négociations continuent, elles, à un rythme intensif. L'ambassadeur du Vatican est sorti à plusieurs reprises, ces derniers jours pour rencontrer les divers interlocuteurs de cette crise. Des trois solutions envisagés depuis le début – extradition immédiate du général Noriega vers les Etats-Unis, départ de l'ancien commandant en chef vers un pays tiers, ou « *reddition* » auprès des nouvelles autorités panaméennes – c'est cette dernière qui serait la plus couramment envisagée. Malgré les déclarations contradictoires des nouvelles autorités. Le procureur général de la République a indiqué qu'il détenait des charges précises contre *le général et entendait* qu'il soit jugé à Panama. Une affirmation qu'a *semblé écarter le président* Guillermo Endara en affirmant que le pays n'en avait pas la capacité. *L'Eglise* ne réclamant pour sa part qu'un départ du général de la nonciature. Personne n'avance plus en tout cas une quelconque date pour le dénouement.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **COLOMBIE : nouvelle arrestation d'un dirigeant du cartel de Medellin.** – L'armée colombienne a annoncé, dimanche 31 décembre, l'arrestation de José Manuel Cruz Aguirre, dit « Grosse Tête », soupçonné d'avoir appartenu du cartel de Medellin. Aguirre, qui était recherché au Pérou, a été arrêté à un barrage routier à 100 kilomètres au nord-ouest de Bogota. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

LIBERIA

Un complot aurait été déjoué, selon le président Doe

Un complot, *fomenté par des* opposants qui seraient venus de *Côte d'Ivoire, a été déjoué* le 24 décembre au Liberia, a annoncé, samedi 30 décembre, le président Samuel K. Doe, dans un discours radiotélévisé. Selon le chef de l'Etat, les conjurés étaient divisés en deux groupes : l'un est *arrivé à Monrovia,* le second est resté dans la localité frontalière de *Butuo, dans l'est du pays, où un* soldat libérien a été tué et un autre blessé au cours d'une fusillade. L'ambassadeur du Liberia en Côte d'Ivoire a été rappelé en consultation. – *(AFP).*

PHILIPPINES

Un prêtre français et sa nièce libérés

Un prêtre français et sa nièce, *enlevés samedi 30 décembre par* six inconnus armés, près de la ville d'Iligan (sud de l'archipel), ont été libérés dimanche, a-t-on appris lundi, de source ecclésiastique. Le Père Michel de Gigord et sa nièce Bénédicte, qui était en visite dans l'archipel, avaient été capturés alors qu'ils circulaient à bord d'une *voiture privée dans la région* de Marawi, peuplée principalement de musulmans. *L'un des ravisseurs a* été tué par les policiers. Le Père de Gigord est *l'aumônier* catholique de l'Université d'Etat de Mindanao, basée à Marawi. Il avait déjà été enlevé il y a deux ans par d'anciens gardes de sécurité musulmans de l'université, mais avait été relâché deux semaines plus tard, apparemment après le versement d'une rançon. – *(AFP.)*

□ **Remaniement ministériel.** – Mme Corazon Aquino a annoncé, dimanche 31 décembre, un rema*niement de son gouvernement*. Six ministères importants (réforme *agraire, justice, finances, éduca*tion, agriculture et transports) changent de mains. *Le* responsable des services secrets, le général à la retraite Rodolfo Canieso, est remplacé par un autre général à la retraite, Mariano Adalem. – *(AFP.)*

SOUDAN

M. Moubarak promet sa médiation pour mettre fin à la guerre civile

Le président Hosni Moubarak a effectué une brève visite, dimanche 31 décembre, à Khartoum où il a promis d'œuvrer en faveur d'un règlement du conflit qui ensanglante le sud du Soudan. « *Nous faisons le maximum d'efforts pour réconcilier les deux parties afin que le Soudan reste uni* », a déclaré M. Moubarak, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, à l'issue d'un entretien *avec le général* Omar Hassan El Bechir, chef de la junte au pouvoir *à Khartoum depuis le 30 juin.*

Des contacts ont été pris pour organiser au Caire une nouvelle série de pourparlers entre le gouvernement du général Bechir et les insurgés de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a-t-on indiqué de sources arabes et occidentales. Selon l'agence de presse soudanaise Suna, le président Moubarak est personnellement impliqué dans de discrets contacts destinés à préparer ces nouvelles négociations. M. Moubarak devrait notamment inviter le général Bechir à plus de souplesse sur la question de la charia (la loi islamique), dont l'abolition est réclamée par la population du sud, majoritairement *chrétienne ou* animiste. – *(Reuter.)*

TUNISIE

M. Ben Ali relance l'idée du « pacte national »

Tunis. – En dépit des réticences manifestées par une partie de l'opposition, le *président* Ban Ali a renouvelé, dimanche 31 *décembre, sa proposition* de création d'un « *Conseil supérieur du pacte national* » qu'il avait formulée voilà deux mois *(le Monde du 9 novembre). Dans l'esprit* du chef de l'Etat, ce conseil doit *constituer « une structure de concertation et de dialogue » permettant de décrisper* la vie politique de la façon définie par les dif*férentes formations politiques* et socioprofessionnelles dans un *pacte signé le 7 novembre* 1988.

Dans cette allocution, prononcée à l'occasion du Nouvel An, M. Ben Ali a aussi annoncé une augmentation de 10 % du SMIG, qui passe ainsi à 110 dinars mensuels (environ 750 francs). – *(Corresp.)*

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : en limogeant M. Weizman

M. Shamir provoque une crise politique

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Toute bonne crise politique israélienne comprend un délai de réflexion – le temps de discuter de la formule de compromis qui doit donner une chance de maintien du gouvernement d'union nationale Likoud-travailliste. En provoquant la dernière en date, dimanche 30 décembre, le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir a respecté la règle.

Il a, certes, ordonné le départ du gouvernement d'une des vedettes du Parti travailliste, M. Ezer Weizman, ministre de la science, accusé d'intelligence *« avec les pires ennemis d'Israël »*, c'est-à-dire de contacts avec l'OLP. Mais il a pris soin de ne pas rendre la mesure immédiatement exécutoire. Le premier ministre a donné quarante-huit heures – jusqu'à mardi soir – à M. Weizman pour quitter ses fonctions ministérielles. C'est un limogeage avec préavis.

C'est bien ainsi que l'ont compris les travaillistes, partenaires-adversaires du Likoud au sein d'un gouvernement d'union nationale vieux d'un an. La direction travailliste a demandé à M. Shamir de revenir sur une décision qu'elle dit ne pouvoir accepter. Mais on se veut conciliant et aucun ultimatum n'a été posé au premier ministre – comme s'il fallait préserver les chances d'un compromis.

Il ne sera pas facile à trouver. M. Shamir s'est publiquement engagé. Son autorité est en jeu sur un thème qui lui tient particulièrement à cœur : le refus de tout dialogue avec l'OLP. En provoquant cette crise, il intervient aussi dans une phase difficile des laborieux efforts en cours pour tenter d'organiser un dialogue israélo-palestinien. Il adresse un signal aux Etats-Unis, avertissant qu'il n'acceptera en aucun cas de négocier avec des représentants de l'OLP.

De leur côté, les travaillistes de M. Shimon Pérès, ministre des finances, peuvent difficilement se désolidariser sans combat d'un homme du calibre de M. Weizman. Enfant terrible de la vie politique israélienne, faucon devenu colombe, ancien de la droite nationaliste passé dans l'autre camp, Ezer Weizman a apporté un concours déterminant à M. Pérès en 1984 et en 1988. Mais, soutenir M. Weizman jusqu'au bout reviendrait pour les travaillistes à cautionner le principe du dialogue avec l'OLP ; ce n'est pas la ligne officielle du parti et c'est une position qui ne serait pas populaire pour aller aux élections.

Des contacts prohibés par la loi

M. Pérès parle d'une *« crise très profonde »*, l'entourage de M. Shamir se dit prêt à retourner devant l'électorat, et les deux partis ont déjà commencé à sonder les petites formations religieuses orthodoxes dans l'espoir de pouvoir constituer un gouvernement restreint.

Depuis plusieurs jours déjà, le premier ministre bougonnait contre la gauche israélienne, et tout spécialement contre les partisans du dialogue avec l'OLP, qui ont rassemblé ce week-end une manifestation israélo-palestinienne de plusieurs milliers de personnes à Jérusalem. Jeudi, M. Shamir avait mis en garde *« contre ces petits groupes bruyants qui* (en Israël) *soutiennent la cause du nationalisme palestinien et ne sont qu'écume qui sera dispersée ». « Le premier danger*, avait-il poursuivi, *vient des alliés de l'ennemi qui se trouvent parmi nous. »*

Dimanche en fin de matinée, lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, le premier ministre est passé à l'action. Lisant un communiqué préparé à l'avance, il a annoncé : *« J'ai décidé de limoger Ezer Weizman (...). Il a eu depuis une certaine période des contacts directs et indirects avec l'OLP, contrevenant ainsi à la loi et aux principes qui ont présidé à la formation du gouvernement d'union nationale. »* Plus précis, M. Shamir a expliqué : *« Il a rencontré il y a quelque temps un responsable de l'OLP dans un pays européen ; il a récemment adressé des messages au chef de l'OLP* (M. Yasser Arafat) *et même reçu des messages de ce dernier par l'intermédiaire d'un émissaire. »*

A la télévision, M. Shamir a rappelé qu'une législation votée en 1986 prohibait strictement tout contact avec l'OLP, et que l'accord d'union nationale conclu l'an passé entre le Likoud et les travaillistes stipulait expressément le refus du gouvernement de négocier avec la centrale palestinienne. *« La coupe était pleine, je devais agir »*, a dit le chef du gouvernement, accusant M. Weizman d'avoir été jusqu'à conseiller l'OLP sur la manière de *« contourner »* les propositions de paix du gouvernement (le plan d'élections dans les territoires).

La presse n'a pas été longue à décoder ces accusations. A l'en croire, Ezer Weizman a rencontré, il y a six mois à Genève, dans un couloir d'hôtel et entouré d'autres personnes, un responsable de l'OLP ; il aurait aussi été en contact avec M. Ahmed Tibi, un Palestinien, originaire de Taïbé, en Galilée, qui serait proche de la centrale. Enfin, il était sur le point de se rendre dans les prochains jours à Moscou pour rencontrer d'autres nationalistes palestiniens – ce qui a incité M. Shamir à prendre les devants. Ce dialogue informel, conduit avec l'accord de M. Pérès, aurait eu notamment pour but d'avancer sur la question de la composition d'une délégation palestinienne qu'Israël pourrait accepter à la table de négociation.

L'ensemble est donné au conditionnel, mais l'intéressé n'a pas jugé bon de démentir. *« Il va falloir*, a-t-il simplement déclaré, *enfin dire la vérité, mettre cartes sur table : la question n'est pas de savoir si j'ai eu ou non des contacts avec l'OLP, la question est de savoir si Israël doit négocier ou non avec l'OLP – à mon avis, il n'a pas le choix. »*

ALAIN FRACHON

La police réprime violemment une manifestation pacifiste à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'était sans doute trop beau : des milliers d'Israéliens et de Palestiniens qui manifestent ensemble en faveur de la paix, formant presque une *« chaîne »* autour de la vieille ville de Jérusalem. Au point central des passions et des haines qui sont au cœur du conflit, il y eut ainsi, samedi 30 décembre, comme un instant d'espoir, une courte trêve célébrée sur le mode de la fête : point de discours, mais des lachers de ballons, des chants et une paisible manifestation qui tint plus de la promenade familiale que du meeting politique – au moins jusqu'à l'intervention de la police.

Même les commentateurs locaux les plus blasés en sont convenus : ce rassemblement est allé au-delà de la traditionnelle manifestations pacifiste – habituellement un brin naïve, souvent un tantinet angélique, parfois affaire de bonne conscience. Cette fois, ce fut bien différent. Il n'y avait pas seulement la gauche israélienne, les fidèles du mouvement La paix maintenant. Les Palestiniens étaient là aussi, et par milliers, choisissant, pour la première fois, une forme d'expression politique qui ne leur est pas familière (en Cisjordanie et à Gaza, ils n'ont, de toute façon, pas le droit de manifester).

Les Palestiniens renvoyaient à l'opinion israélienne une tout autre image que celle des jeunes gens au visage masqué menant la guérilla contre l'armée. Ils répondaient, à leur façon, au chef de la droite et premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui disqualifie volontiers la gauche et le mouvement La paix maintenant en leur lançant, le ton apitoyé : *« Si seulement il y avait un mouvement équivalent au vôtre chez les Palestiniens ! »* Samedi, cela y ressemblait fort – et c'est une évolution qui pourrait se révéler importante.

Un nouveau mode d'expression politique

Est-ce pour cette raison – parce qu'ils redoutent tout particulièrement ce nouveau mode d'expression politique de la part des Palestiniens encore une fois sans précédent – que le Likoud n'a cessé durant tout le week-end de tonner contre la gauche et les pacifistes israéliens, accusés de *« faire le jeu »* de l'OLP ?

L'initiative – intitulée « 1990, le temps de la paix » – a été le fait des militants de La paix maintenant, de plusieurs associations et personnalités palestiniennes (souvent proches de l'OLP) et de mouvements de gauche et pacifistes européens qui avaient envoyé quelques centaines de représentants dont plusieurs parlementaires (1). Selon La paix maintenant, de 25 000 à 30 000 personnes ont participé au rassemblement ; la police parle de 15 000 manifestants. Les organisateurs s'étaient mis d'accord sur un thème : « la paix et la sécurité pour les deux peuples, » et, pour éviter tout incident avec la police, il ne devait pas y avoir de drapeaux palestiniens.

Que s'est-il passé vers 15 h, au moment de la dispersion, entre la porte d'Hérode et la porte de Damas (en secteur palestinien) ? La police assure avoir été *« provoquée »* – jets de pierres et drapeaux palestiniens. Les journalistes, les organisateurs, la plupart des participants étrangers ou locaux n'ont pas vu le moindre emblème palestinien ; certains ont observé de rares jets de pierres. A s'en tenir aux quelques scènes dont nous avons été témoin et à plusieurs films de télévision vus après coup et avant montage, le scénario a été bien différent.

Matraquages et tabassages

Ce fut celui d'une police chargeant et réagissant avec brutalité pour la seule raison qu'un petit groupe de manifestants palestiniens avait commencé à entamer des chants nationalistes. Canon à eau, charges à cheval, matraquages rageurs, y compris de personnes âgées, tabassage de deux reporters photographes (dont un de l'AFP) ; tirs tendus de grenades lacrymogène, enfin, tirs de balles en caoutchouc contre des manifestants aussi paisibles qu'immobiles mais également contre des secouristes – ces derniers visés dans le dos, à 7 % ou 10 mètres de distance, alors que, revêtus de leur blouse blanche, ils transportaient un blessé sur un brancard près de la porte d'Hérode.

Une soixantaine de personnes ont été blessées. Une jeune femme italienne, qui regardait la scène d'un hotel voisin, a eu un œil crevé. Elle a raconté qu'un jet de canon a eau avait fait voler en éclats la vitre près de laquelle elle se trouvait et que des morceaux de verre l'avaient frappée au visage. Le ministre de la police, M. Haïm Bar Lev, a défendu ses hommes et accusé la presse de manquer d'objectivité. Il n'a pas expliqué ce qui avait justifié pareille intervention de la police.

AL. F.

(1) Essentiellement des Italiens. Parmi les Français, on relevait la présence de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, du député socialiste François Loncle, membre de la commission des affaires étrangères, et d'un responsable du mouvement *France Plus.*

LIBAN

L'OLP tente vainement de s'interposer entre miliciens chiites

L'intervention, vendredi soir 29 décembre, de combattants palestiniens pour tenter de s'interposer entre les miliciens chiites du Hezbollah pro-iranien et ceux d'Amal pro-syriens qui s'affrontent dans le sud du Liban depuis plus d'une semaine, n'a pas eu plus d'effet qu'une précédente tentative de l'Iran pour mettre fin aux combats. Cinquante-cinq personnes ont été tuées et plus de deux cents blessées lors de ces heurts qui se sont poursuivis.

M. Nabih Berri, chef de la milice Amal, a assuré, samedi 30 décembre, qu'il *« refusait toute force d'interposition entre les habitants du sud du Liban et les agresseurs ». « L'agression* (du Hezbollah) *sera repoussée par la force si les attaquants ne se replient pas. »* – *(AFP.)*

ASIE

CHINE : dans ses vœux de Nouvel An

Le secrétaire général du PC prévoit « la victoire finale » du communisme

La Chine continuera dans sa propre voie de socialisme, en dépit des *« revirements »* d'autres pays, a déclaré, dimanche 31 décembre, le secrétaire général du PC dans son message de Nouvel An. M. Jiang Zemin a prévu *« la victoire finale du communisme en Chine »* et affirmé que *« le socialisme résistera à tous les revirements et les tournants et affrontera toutes les difficultés qu'il rencontrera sur sa route »*.

D'autre part, dans son éditorial de Nouvel An, le *Quotidien de l'armée* a estimé : *« L'avenir nous appartient »*. Selon lui, si *« on ne peut nier que le socialisme connaisse des difficultés temporaires, ces difficultés ne changeront rien à la victoire finale du socialisme sur le capitalisme »*.

Pékin accuse Londres de « violation grossière » de l'accord sur Hongkong

PÉKIN

de notre correspondant

La décennie qui verra la rétrocession à son propriétaire d'origine de la dernière grande pièce de l'Empire britannique, Hongkong, s'ouvre sur le ton de la récrimination. La Chine a vigoureusement protesté, samedi 30 décembre, contre la décision de Londres d'accorder la citoyenneté britannique à part entière, avec droit de résidence en Grande-Bretagne, à cinquante mille foyers de Hongkong en prévision de l'horizon 1997 (*le Monde* du 21 décembre).

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a exprimé *« l'extrême surprise »* de Pékin devant cette mesure, qualifiée de *« violation grossière des engagements solennels »* que la Grande-Bretagne avait pris en 1984 en ouvrant le processus de rétrocession. La Chine a cité un mémorandum britannique excluant effectivement de ce droit les personnes qui, de par leurs fonctions au sein de l'administration coloniale, conserveraient après 1997 un statut privilégié matérialisé par un passeport britannique. Pékin juge cette mesure *« de toute évidence défavorable à la stabilité et à la prospérité de Hongkong »*.

Le Foreign Office a aussitôt rejeté les accusations chinoises, soulignant que le droit d'asile était précisément destiné à conforter l'opinion de Hongkong : en fournissant à ses fonctionnaires une assurance sur l'avenir, Londres veut les inciter à y demeurer après 1997. L'opération a été jugée utile afin d'estomper, si faire se peut, le souvenir de la répression du printemps 1989 sur le continent dans la mémoire des Hongkongais. La Chine, quant à elle, feint d'ignorer cet aspect des choses.

Le mobile de la protestation chinoise – tardive, venant dix jours après l'annonce de la décision britannique – était de désarmorcer une nouvelle tentative du lobby libéral de Hongkong d'obtenir des concessions de Pékin, par un rassemblement public dimanche 31 décembre. Ce rassemblement était destiné à rouvrir le débat sur le futur sort de la colonie britannique à la veille d'un voyage que son gouverneur, Sir David Wilson, doit effectuer du 10 au 12 janvier à Pékin.

F. D.

BIRMANIE

La répression s'aggrave à cinq mois des élections générales

En guise de vœux de bonne année, les étudiants birmans ont promis au général Ne Win, qui tire toujours les ficelles dans les coulisses, et au Conseil de restauration de la loi et de l'ordre (SLORC) actuellement au pouvoir à Rangoun, le sort que vient de connaître la sanglante dictature roumaine.

Le parallèle n'est pas paradoxal si l'on se souvient de la vague de manifestations en faveur de la démocratie qui a ébranlé le régime birman en 1988. Depuis le coup de force du général Saw Maung du 18 décembre 1988 et la brutale répression qui s'en est suivie, les atteintes aux droits de l'homme en Birmanie n'ont fait qu'empirer.

Dans le sillage de la loi martiale en vigueur depuis lors, quelque six mille personnes auraient été arrêtées, dont la moitié seraient toujours en prison, tandis que se poursuit la chasse aux étudiants. Ces derniers temps, le ton s'est encore durci, laissant mal augurer des élections générales *« libres et honnêtes »* fixées au 17 mai. Non seulement les condamnations à de lourdes peines de prison frappent les détenus à l'issue de procès à huis clos, mais les personnalités les plus en vue de l'opposition sont carrément mises sur la touche.

Ainsi, M. Tin Oo, président de la Ligue nationale pour la démocratie, a été condamné le 22 septembre à trois ans de travaux forcés. Mme Aung San Suu Kyi, figure de proue de cette même formation d'opposition, est en résidence surveillée depuis juillet et serait en attente de procès. Quant à l'ancien premier ministre U Nu, il est à son tour en résidence surveillée depuis le 30 décembre (*le Monde* daté 31 décembre 1er janvier). Une douzaine de ses proches collaborateurs sont soumis à des mesures restrictives, et tous sont sommés de se dissocier d'une initiative du président de la Ligue pour la démocratie et la paix, M. Bohmu Aung, demandant une aide militaire à New-Delhi.

Les quelque deux cents formations politiques dûment officialisées depuis la prise de pouvoir par les militaires avaient jusqu'à la mi-décembre pour confirmer leur participation au scrutin du 27 mai. Le SLORC, qui perpétue la dictature mise en place par le général Ne Win en 1962, a réussi en partie son ouverture mesurée en direction des milieux d'affaires étrangers : en entrebaîllant une porte longtemps fermée aux investisseurs, les militaires ont regarni les caisses de l'Etat. La vente des droits d'exploitation des ressources naturelles – le pétrole notamment – aurait permis de faire progresser de 10 millions à 150 millions de dollars les réserves en devises. La vente d'une partie des biens immobiliers de l'ambassade de Rangoun à Tokyo aurait rapporté tout autant.

CLAUDE LÉVENSON

AFGHANISTAN

Le commandant Massoud a fait pendre quatre moudjahidines d'un groupe rival

Le commandant Ahmad Shah Massoud, un des principaux chefs de la résistance afghane, a fait pendre quatre membres d'un groupe rival, accusés d'avoir « massacré » trente de ses hommes, dont six de ses lieutenants, au cours d'une embuscade en juillet dernier au nord du pays, a annoncé le frère du commandant à Peshawar, au Pakistan. L'exécution, décidée par une cour islamique, a eu lieu en public le 25 décembre à Taloqan, capitale de la province de Takhar, non loin de la frontière soviétique. Ces moudjahidines étaient membres du mouvement fondamentaliste islamique Hezb-I-Islami.

D'autre part, à Kaboul, le vice-ministre de la sécurité, M. Yaar Mohammad, a affirmé samedi 30 décembre qu'un groupe pré parant un complot déjoué au début de décembre contre le régime de M. Najibullah avait infiltré les plus hautes sphères de l'armée et du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan). – *(AFP.)*

Mort du docteur Paul-Henri Grauwin

Le chirurgien de Dien-Bien-Phu

Le médecin chef honoraire des armées Paul-Henri Grauwin, qui fut en 1954 le chirurgien du camp retranché de l'armée française à Dien-Bien-Phu, pendant la guerre d'Indochine, est décédé, samedi 30 décembre, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris. Il avait soixante-quinze ans.

[Né le 29 juin 1914, Paul-Henri Grauwin sert en Indochine comme médecin depuis plus d'une dizaine d'années lorsqu'il est affecté, en mars 1954, au détachement chirurgical mobile 29, qui deviendra l'antenne chirurgicale du camp de Dien-Bien-Phu où étaient retranchés environ quinze mille soldats français encerclés par les forces viet-minh du général Giap.

Pendant les cinquante-sept jours de la bataille de Dien-Bien-Phu – entre mars et mai 1954 – qui devait se terminer par la défaite de l'armée française, le médecin-commandant Grauwin fut responsable des soins donnés à plus de six mille deux cents blessés dans des conditions d'espace (l'hôpital avait été calculé autour de quarante-quatre lits), de livraison des médicaments sous les bombardements et d'évacuation sanitaire qui rendaient ses interventions particulièrement courageuses. Fait prisonnier le 7 mai 1954 avec la garnison, il sera libéré un mois après sur ordre personnel du futur président du Vietnam, Ho Chi Minh.

Paul-Henri Grauwin ne quittera pas l'Indochine. Il fonde à Phnom Penh son propre hôpital et participe à la formation de nombreux médecins et infirmiers cambodgiens. L'arrivée des Khmers rouges en 1974-1975 le contraint à continuer en Thaïlande son action en faveur des réfugiés cambodgiens. Cette responsabilité bénévole, il la poursuit ensuite depuis Paris, où il est nommé expert auprès des commissions de réforme du ministère des anciens combattants et expert-chirurgien auprès de la cour d'appel de Paris. Commandeur de la Légion d'honneur et grand officier de l'ordre national du Mérite, Paul-Henri Grauwin est l'auteur du livre *J'étais médecin à Dien-Bien-Phu* (France-Empire).]

CORÉE DU SUD

L'ex-président Chun Doo-hwan a comparu devant le Parlement

Sortant de treize mois de réclusion volontaire dans un monastère bouddhiste, l'ex-président sud-coréen Chun Doo-hwan a comparu, dimanche 31 décembre, devant le Parlement. Sa comparution avait été obtenue à l'issue d'un accord entre le gouvernement du président Roh Tae-woo et l'opposition, qui exigeait que la lumière soit faite sur les accusations de corruption et de répression brutale portées contre l'ex-chef de l'Etat.

Répondant aux cent vingt-cinq questions posées par deux comités spéciaux, M. Chun a nié tous les faits qui lui étaient reprochés, suscitant la colère de parlementaires, qui l'ont traité de *« menteur »*, tandis que les bâtiments de l'Assemblée étaient protégés par plus de quatre mille policiers. Il a seulement présenté ses excuses à la nation pour *« réveiller des souvenirs sombres et rouvrir de vieilles blessures au lieu d'apporter l'espoir et la joie en cette veille de Nouvel An »*.

M. Chun a refusé de donner des détails sur les fonds qu'il est accusé d'avoir rassemblés pendant qu'il était en fonction, affirmant qu'il les avait remis uniquement au parti au pouvoir et qu'il ne possédait aucun bien à l'étranger. En ce qui concerne le massacre de centaines d'étudiants à Kwangju en mai 1980, il s'est contenté de dire qu'il n'était pas à l'époque en position de donner l'ordre d'ouvrir le feu aux troupes, mais que le comportement des étudiants était tel que les soldats avaient reçu l'autorisation de le faire pour se défendre. – *(Reuter, UPI.)*

□ **CORÉE DU NORD : M. Kim Il-sung souhaite le démantèlement du mur entre les deux Corées.** – Le président de la Corée du Nord a appelé dans son message de Nouvel An au démantèlement du mur séparant les deux Corées, a annoncé lundi 1er janvier l'agence de presse nord-coréenne. Estimant que *« le mur est un symbole de la division nationale et de la confrontation Nord-Sud »* qui *« n'avait pas d'équivalent dans aucun autre pays au monde »*, le maréchal Kim Il-sung a proposé d'organiser *« une conférence Nord-Sud au plus haut niveau* (...) *afin d'en favoriser le démantèlement »*. – *(AFP.)*

Après l'accident d'un pétrolier iranien transportant 284 000 tonnes de pétrole brut

Une marée noire menace les zones de pêche marocaines au sud de Casablanca

C'est un véritable SOS que les autorités marocaines ont lancé, dimanche 31 décembre, à destination de leurs voisins européens, et notamment de la France, *après l'accident* survenu en mer à un pétrolier dont la cargaison menace la côte chérifienne d'une gigantesque marée noire.

Bien que les informations soient assez floues, il semble que, le 19 décembre, un tanker iranien, le *Kharq*, faisant route vers les ports européens avec 284 000 tonnes de brut ait pris feu entre les îles Canaries et la côte marocaine. Le navire *aurait été* alors abandonné par ses trente-cinq hommes d'équipage, qui auraient été recueillis par un cargo soviétique. Le *Kharq* aurait alors dérivé vers le Maroc et de ses cuves le pétrole aurait commencé à se répandre sur la mer.

Les autorités chérifiennes se sont alors rendu compte qu'une nappe de brut de plusieurs dizaines puis de plusieurs centaines de kilomètres carrés menaçait leurs rivages à la hauteur du port de Safi. Or cette région est particulièrement riche en poissons. La pêche y fait vivre à la fois des gens de mer et des conserveurs. Le tourisme y est également une activité fructueuse. Une marée noire ne serait pas seulement une catastrophe écologique, elle menacerait directement l'économie du pays. C'est alors que le Maroc a fait officiellement appel à plusieurs nations amies, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, pour l'aider à conjurer la menace.

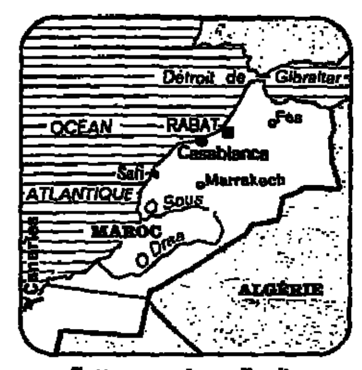
Un remorqueur de haute mer dépêché par la société Smith international a réussi à frapper une amarre sur le *Kharq* et l'entraîne vers le large. Selon un journaliste de l'AFP qui a survolé l'épave, le tanker se trouvait dimanche après-midi à environ 200 kilomètres du littoral. Il laissait derrière lui une longue bande de pollution et, tiré par un remorqueur naviguait sous la surveillance d'une demi-douzaine de garde-côtes dont le navire espagnol *Pointa-Salenas* transportant des tonnes de produit dispersant.

Toujours selon les observations du correspondant français, un peu de fumée s'échappait des cheminées du *Kharq*. Des techniciens sont donc montés à bord, ont maîtrisé l'incendie et tentent de remettre les moteurs en route. Il resterait dans les cuves quelque 200 000 tonnes de pétrole et l'on comprend que désormais tout soit fait pour mettre cette cargaison en lieu sûr avant que ne se lève quelque tempête.

La nappe de pétrole abandonnée par le tanker se trouve, elle, à environ 36 kilomètres des plages. Ayant séjourné dans l'eau plusieurs jours, il est probable qu'une partie du brut s'est évaporée et qu'une autre fraction s'est mise en nodules avant de couler. Cependant, on se prépare à traiter ce qui reste de la nappe si elle arrivait au rivage.

On a appris qu'un expert antipollution du port de Marseille avait été dépêché sur place dès le 22 décembre pour assister une cellule de crise marocaine. De son côté, M. Philippe Aucouturier, adjoint au directeur de la Sécurité civile française, a révélé que ses services suivaient quotidiennement la situation depuis le *19* décembre, en liaison avec ses homologues marocains. Trois sections de dépollution, soit un groupe de soixante hommes, sont en alerte avec leur matériel aérotransportable.

La mission interministérielle de la mer, prévenue elle aussi dès le 22 décembre, *ne* semble pas pour l'instant avoir envoyé au Maroc les moyens lourds – barges et barrages flottants – dont elle dispose. Enfin, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a indiqué que le gouvernement français avait reçu une demande d'officielle d'assistance dimanche 31 décembre. M. Lalonde s'en est entretenu avec M. Driss Basri, ministre marocain de l'intérieur et de l'information, et compte accompagner dans les quarante-huit heures une mission d'expertise sur place. Les experts français font partie du Centre de documentation et de recherches et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (le CEDRE), organisme créé à la suite de la marée noire de l'*Amoco-Cadiz* en 1978 et dont le siège est à Brest.



Le très long délai qui s'est écoulé entre l'accident du *Kharq* et l'émotion officielle des autorités marocaines a intrigué et même irrité le commandant Cousteau. Il s'est dit choqué que les médias aient laissé passer douze jours avant de s'émouvoir. *« On commence à en avoir assez de ces pétroliers qui explosent sans aucune responsabilité*, a-t-il dit sur Antenne 2. *On en a assez de ces tankers qui n'ont pas de double coque, qui n'ont pas deux moteurs, qui n'ont pas de gouvernails, qui ont des équipages de fortune et battent pavillon de complaisance. »*

Vingt-trois ans de catastrophes

Depuis que la fermeture du canal de Suez a amené les armateurs à construire des pétroliers géants pour passer par le sud de l'Afrique, les accidents suivis de marée noire se sont multipliés :

18 mars 1967 : l'accident du pétrolier libérien *Torrey-Canyon* (123 000 tonnes) pollue 180 km de plages anglaises et françaises ;

21 août 1972 : la collision de deux pétroliers libériens, le *Texanita* et l'*Oswego-Guardian*, libère 100 000 tonnes de pétrole au large de l'Afrique du Sud ;

19 décembre 1972 : le pétrolier *Sea-Star* coule dans le golfe d'Oman et libère 115 000 tonnes de pétrole ;

7 juin 1975 : le pétrolier japonais *Showa-Maru* (237 000 tonnes) s'échoue dans le détroit de Malaca (océan Indien) ;

24 janvier 1976 : l'*Olympic-Bravery*, pétrolier neuf de 250 000 tonnes, s'échoue sur la côte nord d'Ouessant (nord-ouest de la France) et se brise en deux sur les rochers ;

12 mai 1976 : le pétrolier *Urquiola* explose en baie de Corogne (Espagne) et libère 100 000 tonnes de pétrole dans la mer ;

16 mars 1978 : échouage du pétrolier libérien *Amoco-Cadiz* sur les côtes de la Bretagne. 230 000 tonnes de pétrole se répandent en mer et sur les côtes françaises ;

5 et 6 août 1983 : incendie du pétrolier espagnol *Castillo-de-Bellver* au large des côtes du Cap. La partie arrière du navire coule avec près de 100 000 tonnes de brut dans ses soutes ;

24 mars 1989 : échouage du pétrolier américain *Exxon-Valdez* dans le détroit du Prince-William (Alaska), provoquant une fuite d'environ 38 000 tonnes de pétrole brut dans la mer (38 millions de litres).

Dans les casinos français

L'envolée des machines à sous

Les « bandits manchots » – le surnom imagé des machines à sous – ont amplement justifié les espoirs qu'avaient mis en eux les casinos pour relancer leur activité. Leur introduction tardive et limitée, au cours de l'été 1988 avait déjà laissé entrevoir le bouleversement qu'ils apporteraient dans l'industrie des jeux en France.

CANNES

de notre correspondant régional

Pour la première année pleine de leur exploitation, au cours de l'exercice *1988-1989* – clos le 31 octobre, – les résultats enregistrés des machines à sous dépassent toutes les prévisions. Avec un produit brut, soumis à prélèvement, de 709 522 987 F, leur part est de plus de 30 % sur une cagnotte *totale de 1 975 505 933 F* – pour cent trente-cinq casinos, – en augmentation de 64,62 % par rapport à l'exercice précédent.

On s'est bousculé dans les salles de *slot machines* avec, par exemple, plus de un million cinq cent cinquante mille entrées au casino de Cannes-Croisette (le premier pour les recettes), sept cent-quarante mille dans celui de Lyon Vert et près de sept-cent mille à Evian. Les jeux traditionnels, en progression moindre de 15,61 %, ont eux-mêmes été dopés par les machines à sous, dont la clientèle est venue grossir, comme on le prévoyait, celle des salles de boule, voire de roulette (les recettes de boule du casino d'Evian ont, ainsi, fait un bond de 98 %). L'envolée des jeux automatiques profite directement à l'Etat et aux communes dont les prélèvements, respectivement de 742 342 950 F et de 68 879 880 ont plus que doublé d'une année sur l'autre.

Une clientèle populaire

Mille neuf cents machines ont été, effectivement, mises en service dans les quinze casinos autorisés à les exploiter (le casino-club de Nice qui faisait partie de la liste a été fermé), soit trois cents de plus qu'en 1987-1988, sur un total initialement prévu, à terme, de cinq mille. Le gouvernement hésite toujours sur la politique à suivre. A l'hostilité du ministre de l'intérieur s'oppose, semble-t-il, le réalisme du ministre des finances, que la manne des casinos ne laisse pas indifférent... En attendant les résultats d'une nouvelle étude destinée à déterminer l'impact des jeux sur le tourisme, le règne du provisoire va se prolonger. Les autorisations en vigueur étant renouvelées seulement pour un an sans qu'aucune autre soit accordée.

Avec un produit brut de *251 968 227 F, en augmentation de* 46,57 %, le casino de Divonne-les-Bains reste toujours en tête des casinos français, *bien que l'écart* avec son suivant immédiat, Deauville, se soit resserré. Sur les dix premiers établissements du palmarès, huit exploitent des machines à sous dont les résultats acquis en douze mois, au lieu de trois l'an dernier, expliquent les fortes progressions du produit global brut. A l'exception de Divonne et de Deauville, la part des recettes des jeux automatiques dans les autres établissements est d'ailleurs supérieure à 50 %. Elle est de près *de 72 % pour* Lyon Vert, *qui a le* plus grand nombre de machines (deux cent soixante) et de plus de 74 % pour le petit casino d'Amnéville qui, dès son premier exercice plein - il n'a fonctionné, l'an dernier, qu'un mois et demi - se hisse, d'emblée, à la dixième place. *Le* record, en la matière, appartenant au casino du Mont-Dore (Puy-de-Dôme), avec plus de 87 % !...

L'exemple d'Amnéville est tout à fait significatif de l'attrait qu'exercent les machines à sous sur une clientèle populaire. Implanté dans une région pourtant sinistrée par la crise de la sidérurgie, l'établissement mosellan n'en a pas moins ponctionné autant d'argent, avec ses cent soixante appareils, que le Loew's de Mandelieu, sur la Côte d'Azur, qui en possède, lui, deux cent quarante.

Si Enghien-les-Bains, qui n'a pas de jeux automatiques, rétrograde de la deuxième à la septième place, le nouveau casino de Cannes-Carlton, dans le même cas, réalise une performance exceptionnelle. Géré par la chaîne London Club's et premier casino, en France, fonctionnant dans un palace, il a pris la suite d'un autre établissement cannois, le casino des Fleurs, qui occupait, en 1987-1988, la dix-huitième place avec un produit brut de 16 410 082 F. Grâce à une audacieuse politique de relèvement des mises (100 000 F au black jack, par exemple), il a multiplié ses recettes brutes par cinq, dont la moitié obtenue en seulement deux mois et demi d'exploitation dans ses salles ouvertes, depuis le 15 août, sur le toit du Carlton. Si l'on considère les seuls jeux traditionnels, il se classe en quatrième position derrière Divonne, Deauville et Enghien.

Le dernier exercice a vu, enfin, la résurrection du Palm Beach de Cannes (onzième), qui dépasse les 50 millions de francs alors qu'il affichait, l'an dernier, un résultat négatif de plus de 11 millions de francs L'exploitation de ce prestigieux casino n'est plus adaptée, cependant, aux besoins actuels de sa clientèle et devrait être complètement revue d'ici deux ans par la direction de la chaîne Barrière.

GUY PORTE

LE PALMARÈS

CASINOS	Produit brut (tous jeux confondus)	Progression 1988-1989 %	Jeux automatiques
1. Divonne-les-Bains	251 968 227	+ 46,57	93 008 567
2. Deauville	226 300 225	+ 94,61	100 351 874
3. Cannes-Croisette	171 730 578	+ 126,86	118 069 381
4. Nice-Ruhl	169 491 936	+ 122,58	96 704 301
5. Lyon-Vert (ex-Charbonnières)	122 616 122	+ 212,91	88 002 877
6. Evian	122 031 864	+ 69,79	66 575 099
7. Enghien-les-Bains	107 773 904	+ 12,29	
8. Cannes-Carlton	80 508 235	+ 390,60	
9. Mandelieu-Loew's	60 904 241	+ 88,25	39 094 852
10. Amnéville	53 268 710	+ 2 778,84	39 460 968

Les chiffres de ce tableau sont ceux du produit brut des jeux soumis à prélèvement, c'est-à-dire après abattement de 25 %.

SCIENCES

Premier lancement commercial réussi de la fusée américaine Titan-III

Après neuf reports successifs depuis le 7 décembre, le premier lancement commercial de deux satellites par une fusée Titan-III de la société américaine Martin Marietta a eu lieu avec succès, dimanche soir 31 décembre, depuis Cap-Canaveral, en Floride.

FAITS DIVERS

□ **Un commerçant inculpé après avoir blessé un cambrioleur.** – M. Yves Laplanche, soixante-cinq ans, qui avait blessé, samedi 30 décembre, un cambrioleur surpris dans son magasin de mercerie à Sarcelles (Val-d'Oise), a été inculpé, dimanche, de coups et blessures volontaires avec une arme et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Le cambrioleur, âgé de moins de seize ans, a été remis à ses parents après avoir reçu des soins. Le commerçant avait tiré trois coups de pistolet à grenaille sur l'adolescent alors que son fils, trente-sept ans, tentait de le maîtriser. Le jeune garçon a été inculpé de vol par effraction, ainsi que son complice, également âgé de moins de seize ans.

□ **Un gendarme mortellement blessé par un chauffard.** – Le chef Alain Levasseur, trente-huit ans, adjoint au commandant de la brigade de gendarmerie de La Rochefoucauld (Charente), a été mortellement blessé, vendredi soir 29 décembre, par un automobiliste qui a refusé de s'arrêter et a pris la fuite. Le gendarme s'était avancé sur la chaussée pour intercepter une voiture qui avait été signalée en excès de vitesse. Le chauffard, qui n'a pas été identifié, a accéléré au lieu de s'arrêter, traînant le gendarme sur plusieurs mètres. Transporté à l'hôpital d'Angoulême où il devait subir, dans la nuit, une intervention chirurgicale, Alain Levasseur, a succombé samedi matin à ses blessures.

DÉFENSE

Une lettre du général Fleury sur le missile ASMP

Nous avons reçu la lettre suivante du général d'armée aérienne Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Votre article sur le missile Hadès, paru dans *le Monde* du 12 décembre, m'a beaucoup intéressé. J'ai cependant noté une erreur de fond que je me dois de redresser.

En effet, vous écrivez : *« Le Pluton et l'Hadès (...) ont l'avantage d'être tous temps par rapport au missile aéroporté ASMP. »* Cette affirmation, dont j'ignore l'origine, est inexacte pour les raisons suivantes ;

Le décollage des Mirage-2000 est techniquement possible quelles que soient les conditions météorologiques. Les pilotes s'y entraînent d'ailleurs régulièrement au simulateur avec la seule aide de leurs instruments de bord, les impératifs du temps de paix nous interdisant depuis quelques années de pratiquer « en réel » de tels décollages.

Quant au vol proprement dit, il peut se dérouler et se déroule souvent, à l'entraînement, partiellement ou totalement dans les nuages, de jour comme de nuit, et ce, indépendamment de l'altitude de vol choisie. Le tir même de l'ASMP ne nécessite pas la vue du sol, la puissance de l'arme étant adaptée à la précision du système de navigation de l'avion et du missile. Il est donc totalement indépendant des conditions météorologiques. C'est pourquoi le couple avion-ASMP peut être qualifié sans ambiguïté de système d'armes tous temps.

Seul l'atterrissage sur le terrain de départ peut poser problème, mais, dans ce cas, l'ultime avertissement serait déjà délivré.

□ **Les Pays-Bas se retirent du projet de frégate de l'OTAN.** – Après la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas ont décidé, à la fin de la semaine dernière, de se retirer du programme NFR-90 de fabrication d'une frégate commune à plusieurs membres de l'OTAN. Le ministère néerlandais de la défense a justifié cette décision par des considérations budgétaires. Le programme NFR-90 n'intéresse plus désormais que les Etats-Unis et le Canada. – *(Corresp.)*

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Le sable sans champagne

SABHA (Libye)

de notre envoyé spécial

Une piste d'aéroport, encore une, voilà ce qui attendait les concurrents du douzième rallye Paris-Dakar, dimanche 31 décembre, dans le désert libyen. Sabha succédait à Ghat. De la frontière algérienne au centre du pays, la caravane continue son périple. Des villes, de belles villes, perdues dans les dunes, au milieu de paysages merveilleux, se succèdent. La Libye est superbe.

La beauté de la longue colline de sable jaune, qui borde la piste de l'aéroport de Ghat, coupe le souffle. Cette couleur, ces vagues d'une mer morte, ce calme d'un paysage que l'on sait changeant au moindre souffle de vent, provoquent une émotion difficile à contrôler. Voilà le désert et sa solitude, voici ces terres étranges et nues, toujours semblables et jamais pareilles.

A Ghat, c'est une montagne aux rochers découpés par le vent qui vient créer la différence. Les habitants de la région la nomment Kafizonun, la montagne du diable, à cause de ses formes déchiquetées. Mais le syndicat d'initiative local n'avait pas besoin de château cathare à l'horizon, la présence d'un vieux fort au-dessus de la ville suffisait amplement. Le rêve naît, les souvenirs se bousculent, comme s'il fallait absolument trouver partout des points de repère, des références, au milieu de décors qui surprennent.

Décrire Ghat. Parler de sa vieille ville, abandonnée au profit d'immeubles modernes, risque de faire croire que la propagande des disciples du colonel a atteint son but. Alors il faut taire ces bâtiments scolaires pimpants, ces collégiennes en uniforme bleu et sans foulard, qui se rient des étrangers, ces gamins fiers de leur ceinture Pierre Cardin qui souhaitent avoir des nouvelles de l'ancien footballeur Alain Giresse. *« Libye terre des contrastes »*, voilà un slogan qui conviendrait parfaitement à Medtour, l'agence de voyages que le gouvernement tente de promouvoir.

Ghat d'abord, Sabha ensuite viennent prouver que la Libye n'est pas facilement réductible à quelques images. L'odeur de mouton grillé qui parfume les échopes proches du marché se mélange aux senteurs de thé. Elles rendent le restaurateur sympathique. Et ces habitants qui transportent gracieusement quelques touristes égarés dans un rallye sans grande surprise, pourquoi faudrait-il en faire des terroristes en mal de missions funestes ? D'un ULM dont la voile porte le nom d'une station des Alpes, un jeune Français tire une banderole publicitaire pour une marque de pétrole libyenne. Il survole la zone d'arrivée de l'étape du jour, car ici on connaît aussi la publicité et l'on sait l'utiliser même si, pour l'occasion, on fait appel aux techniques européennes.

Au bout de la piste de l'aéroport de Sabha, les avions militaires se dissimulent à peine. Les Libyens ne cachent pas leurs armes, dont ils sont fiers. Ils souhaitent simplement que les étrangers s'éloignent un peu d'endroits trop confidentiels. Pour les *« invités du Dakar »*, ils ont prévu un bivouac dans un club hippique situé en bordure de la ville. Club hippique sans chevaux, certes, mais avec de beaux bâtiments dortoirs dignes d'une colonie de vacances des bords de l'océan. A lire les banderoles en anglais qui saluent les visiteurs, on aurait plutôt tendance à croire qu'il s'agit du « centre mondial d'études et de recherche sur le Livre vert ». Un camp avec piscine et tennis où l'on apprend qu'il n'y a *« pas de démocratie sans congrès populaire »*.

Un duvet pour des rêves

Un endroit charmant, au demeurant, pour fêter le « bout de l'an ». Car c'est ici, au centre de la Libye, qu'un millier de concurrents et d'accompagnateurs réveillonneront en ce dernier jour de l'année 1989. Pour eux, la cantine d'Africatours a amélioré l'ordinaire qu'elle sert chaque soir à des participants en quête de réconfort. Bisque de homard, foie gras et dinde aux cèpes et marrons doivent donner l'illusion du festin. Hélas ! Derrière les noms de mets à faire rêver se cachent les habituelles boîtes de conserve au goût par trop semblable.

Le spectacle de musique et de danse prévu par les autorités a du mal à combler le vide que procure cette restauration commune. Loin des bougies, loin des bouteilles dont la seule évocation provoque de vagues sourires sur des visages fatigués, les randonneurs du Dakar dégustent Coca Cola et Fanta, uniques boissons autorisées dans un pays où la prohibition n'est pas un vain mot.

Evidemment, quelques débrouillards avaient prévu l'événement. Regroupés au pied d'avions ou isolés au fond de bâtiments du bivouac, ils ne parviennent pas à dissimuler le bruit de bouchons qui sautent dans la nuit. Un réveillon un peu triste, un semblant de fête, comme pour montrer encore plus combien on regrette cette civilisation que l'on vient de quitter.

La nuit, les paysages sont invisibles, en Libye ainsi qu'ailleurs dans le monde. Mais c'est ici que l'impression de vide prend tout son sens, lorsque le soleil décline, lorsque le désert referme son livre. Un millier de participants se retrouvent alors seuls avec leur duvet et ils rêvent. Ils tendent l'oreille pour percevoir le bruit des fourchettes, là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée. Mais ils entendent seulement les groupes électrogènes qui ronronnent et les mécanos qui s'activent aux ultimes réparations.

Avant de faire la fête, les motards et les pilotes des voitures et des camions ont parcouru des centaines de kilomètres dans le désert, avec des fortunes très diverses pour les trois cent cinquante-sept encore en course. Parce qu'ils sont inscrits dans l'épreuve, parce qu'ils ont consenti de lourds investissements, des équipes de firmes japonaises poursuivent une lutte qui semble sans espoir contre la régularité des véhicules Peugeot.

Samedi 30 décembre d'abord, dimanche 31 ensuite, les voitures jaunes ont affiché leur insolente supériorité. Dans une étape *« pour grandes personnes »*, selon l'expression d'Henri Pescarolo, entre Ghadames et Ghat, elles se sont jouées des difficultés des dunes. *« Les Peugeot ne s'arrêtent jamais, elles sont fiables et nous on ne l'est pas »*, remarque avec un brin de fatalisme le placide « Riton ». Là où les autres appréhendent la casse, Ari Vatanen fonce. *« Par moments, je ralentis pour permettre à mon navigateur, Bruno Berglund, de faire des photos »*, assure le grand Finlandais.

Lui lève le pied, alors que les pilotes des Mitsubishi se plaignent de ne plus avoir que deux roues motrices, alors que Jacky Ickx peste contre les amortisseurs défectueux de sa Lada. Samedi les Peugeot de Vatanen, Waldegaard et Wambergue ont pris les trois premières places du classement de l'étape. Dimanche, elles ont réédité l'exploit, prenant par la même occasion la tête du classement général, reléguant les deux Mitsubishi de Cowan et de Schlesser à plus de deux heures d'écart. Le patron de Peugeot Talbot Sport a beau répéter *« rien n'est joué »*, l'attention des suiveurs a tendance à se porter vers les motards.

Dans cette catégorie, la compétition est ouverte entre des vedettes qui ne ménagent pas leurs efforts pour grignoter des secondes. Dimanche le petit Cyril Neveu a réussi à hisser sa Yamaha en tête du classement général, à égalité de temps avc l'Italien Edi Orioli. Derrière eux, rien n'est encore joué puisque d'autres rois des sables, comme Stéphane Peterhansel, Gilles Lalay ou Franco Picco, s'observent, séparés seulement par une poignée de minutes.

Seul le Belge Gaston Rahier peut, une nouvelle fois, pester comme un petit diable. Une erreur de manipulation a fait couler du kérosène dans son réservoir. Résultat : le pilote de la Suzuki a perdu plus d'une heure sur ses rivaux.

SERGE BOLLOCH

Vol de voiture

SABHA (Libye)

de notre envoyé spécial

Nouveau vol de voiture sur le rallye Paris-Dakar, dimanche 31 décembre. Cette fois, c'est une Toyota appartenant à deux concurrents des Sables-d'Olonne qui a été dérobée par des jeunes Libyens.

Vers 20 h 30, alors que Patrick Thomas et Patrice Joulain roulaient sur la route qui mène à Sabha, la voiture a été doublée par un autre véhicule qui les a obligés à se garer sur le côté, à 40 kilomètres de la ville. Après avoir demandé du whisky, les agresseurs ont sorti un pistolet et une kalachnikov intimant l'ordre aux concurrents d'abandonner leur véhicule. Ce que ces derniers ont fait sous la menace des armes.

Les deux concurrents ont réussi à regagner le bivouac du rallye avant d'informer les autorités. Ces dernières ont prévenu la préfecture qui a indiqué qu'elle mettrait tout en œuvre pour retrouver le véhicule.

S. B.

Deuxième étape

Ghadamès-Ghat

AUTOS

1. Vatanen-Berglund (Fin/Suè-Peugeot 405 T 16), 1 h 14 min 49 s de pénalisation ; 2. Waldegard-Fenouil (Suè/Fra-Peugeot 405 T 16) à 23 min 40 s ; 3. Wambergue-Da Silva (Fra-Peugeot 205 T 16) à 28 min 59 s.

MOTOS

1. Orioli (Ita/Cagiva), 6 h 46 min 23 s ; 2. Neveu (Fra-Yamaha) à 2 min 29 s ; 3. Peterhansel (Fra-Yamaha) à 5 min 49 s.

Troisième étape

Ghat-Sabha

AUTOS

1. Vatanen/Berglund (Peugeot 405 T 16), 1 h 37 min 5 s de pénalisation ; 2. Wambergue-Da Silva (Peugeot 205 T 16, Fra) à 12 min 14 s ; 3. Waldegard-Fenouil (Peug. 405 T 16) à 12 min 14 s.

MOTOS

1. Picard (Hamaha, Fra) en 3 h 49 min 12 s ; 2. Picco (Yamaha, It.) à 1 min 47 s ; 3. Peterhansel (Yamaha, Fr.) à 3 min 51 s.

Classements généraux

AUTOS

1. Vatanen (Fin, Peugeot 405 T 16), 4 h 8 min 31 s de pénalité ; 2. Waldegard (Suè, Peugeot 405 T 16) à 43 min 18 s ; 3. Wambergue (Fra, Peugeot 205 T 16) à 52 min 38 s ; 4. Servia (Esp, Range Rover) à 1 h 30 min 58 s ; 5. Prieto (Esp. Nissan) à 1 h 45 min 53 s.

MOTOS

1. Orioli (Ita, Cagiva) et Neveu (Fra, Sonauto-Yamaha), 12 h 57 min 33 s ; 3. Peterhansel (Fra, Sonauto-Yamaha) à 2 min 42 s ; 4. Picco (Ita, Yamaha) à 7 min 32 s ; 5. Picard (Fra, Sonauto-Yamaha) à 7 min 51 s.

BASKET-BALL : Tournoi de Noël

Les paniers de la discorde

L'équipe de France de basket-ball a terminé dernière du dixième Tournoi de Noël, disputé vendredi 29 et samedi 30 décembre au Palais omnisports de Paris-Bercy. Battus par une sélection de joueurs américains évoluant en France (101-91), puis par le Brésil (109-100), les joueurs français sont apparus hors de forme et guère motivés. Ce tournoi de fin d'année s'ajoute en effet à un calendrier déjà très chargé pour les internationaux.

Il y avait d'accortes danseuses américaines, pomponnées comme des poupées Barbie, en provenance directe de Dallas (Texas). Et des musiciens français, déguisés en corsaires, venus plus modestement de Gravelines (Nord). Il y avait aussi, bien sûr, le Palais omnisports de Bercy, ses jeux de lumières, ses panneaux publicitaires et ses milliers de spectateurs venus assister à ce traditionnel Tournoi de Noël de basket-ball que Francis Jordane, l'entraîneur de l'équipe de France, qualifie de *« vitrine du basket français »* ou que René David, président de la fédération, élève au rang de *« fête nationale »* de ce sport.

Tout était donc réuni pour que le spectacle soit de qualité. Tout sauf l'essentiel : l'enthousiasme des hôtes, les joueurs de l'équipe de France. Au-delà des paillettes et du rutilant, ils n'ont fait illusion qu'une vingtaine de minutes, vendredi 29 décembre, lors de la première mi-temps de leur demi-finale contre une sélection de joueurs américains évoluant dans l'Hexagone. A l'issue d'une seconde période calamiteuse, ils ont été battus (101-91). Résultat peu glorieux lorsque l'on sait que les Américains n'avaient jamais joué ensemble et qu'ils avaient été réunis quelques heures plus tôt pour pallier à la va-vite le forfait de Cuba. Le lendemain, en match de classement face au Brésil, les Français n'ont guère été plus brillants et se sont de nouveau inclinés (109-100).

La France n'avait jamais terminé à la dernière place de son tournoi. Sur le plan sportif, le résultat n'a rien de catastrophique car cette équipe nationale passe pour être l'une des plus capricieuses du sport français, alternant depuis des années performances de choix et déconvenues inexplicables. Mais ses piètres prestations de Bercy traduisent un malaise beaucoup plus profond : le Tournoi de Noël est peut-être, dans l'esprit de ses organisateurs, la *« grande fête du basket »* mais, pour les joueurs, il tient davantage de la corvée que du sommet de la saison.

Après le match contre les Américains, le très diplomate Francis Jordane avait beau déclarer que *« certains joueurs ne sont pas au mieux, actuellement »*, le manque de fraîcheur et de bonne volonté de l'ensemble des internationaux n'avait échappé à aucun des sept mille cinq cents spectateurs. Du reste, la réaction de ces joueurs au sortir des vestiaires le confirma. Le Limougeaud Valéry Demory fonça tête baissée, se refusant à tout commentaire, de peur d'être trop agressif vis-à-vis de ce tournoi, donc de ses « supérieurs ». Son coéquipier Richard Dacoury, secrétaire du syndicat national des joueurs créé en 1988, se montra plus disert : *« Il faudra bien qu'un jour nous imposions notre volonté et que l'on mette un terme à cette farce ! »*

Un ballet de zombies

La question se pose en fait chaque année à la même époque : ce tournoi n'est-il pas l'épreuve de trop pour des joueurs qui sont déjà énormément sollicités ? Si l'on tient par exemple compte du cas des Limougeauds, la réponse ne fait guère de doute : les trois internationaux du CSP Limoges (Dacoury, Demory, Ostrowski, auxquels on peut ajouter Georges Vestris, blessé) joueront jeudi 4 janvier à Split (Yougoslavie) en Coupe d'Europe des champions avant de recevoir les Grecs de Salonique une semaine plus tard. Tout cela agrémenté, bien sûr, de quelques matches de championnats, assure aux éléments concernés des semaines à deux ou trois rencontres.

Dans ces conditions, la « fête de Bercy » n'est guère attirante, comme l'avoue Richard Dacoury : *« Contre les Américains, j'avais l'esprit ailleurs. Pourquoi le nier ? J'étais un véritable zombie sur le terrain ! Je pensais aux matches beaucoup plus importants qui nous attendent. Je comprends les motivations de la fédération, mais tout cela nous dessert aux yeux du public, et il est normal qu'il soit déçu. »*

Pour les uns, le Tournoi de Noël est donc une *« vitrine »*, pour d'autres, il s'agit d'une *« farce »*. A travers lui, c'est tout le problème du calendrier et de la place de l'équipe de France qui se retrouve posé. Le débat n'est pas nouveau, mais il n'a jamais été aussi urgent de le régler. L'équipe nationale est une fois de plus tiraillée entre les intérêts de la fédération et ceux des clubs. En clair, il est actuellement impossible d'avoir à la fois une sélection performante et des équipes de clubs brillantes (comme c'est le cas avec Limoges, Cholet ou Pau-Orthez).

Pour les joueurs comme pour René David, le président de la fédération, l'amélioration de la situation passe par une diminution du nombre de clubs en première division (de dix-huit à douze équipes), ce qui permettrait de réduire le nombre de matches et de relever le niveau de la compétition. *« Il y a trop de différence entre certaines équipes »*, note ainsi Stéphane Ostrowski, dont l'équipe, Limoges, a facilement remporté ses vingt matches de championnat depuis le début de la saison. Cette diminution permettrait d'offrir aux joueurs des périodes de récupération et de libérer des dates pour l'équipe nationale. Francis Jordane pourrait enfin disposer de ses internationaux plusieurs jours durant, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Cette proposition ne convient évidemment pas à la plupart des clubs, qui perdraient ainsi le bénéfice de quelques recettes à domicile. La situation paraît donc bloquée. *« Je n'ai pas de solution miracle à proposer, mais il va bien falloir en discuter tous ensemble »*, lance Richard Dacoury.

Reste à savoir si le Tournoi de Noël, qui fêtait cette année son dixième anniversaire, fera les frais du débat qui devrait s'engager entre les différentes parties. René David, arguant à juste titre du succès populaire de cette épreuve (18 000 spectateurs en deux jours) et de son impact médiatique à une période creuse de l'année, annonce qu'il n'est pas question de le supprimer. Mais Dacoury prévient déjà que ce tournoi ne *« fera pas long feu »*...

PHILIPPE BROUSSARD

Les résultats

ATHLETISME

Corridas

L'Equatorien Rolando Vera a remporté, dimanche 31 décembre, pour la quatrième année consécutive la Corrida de Sao-Paulo. Le Mexicain Arturo Barrios s'est imposé à Madrid et le Marocain Khalid Skah a gagné pour la deuxième fois à Houille (Yvelines).

BASKET-BALL

Tournoi de Noël à Bercy

Finale

Améric. de Fr. b. Maccabi Tel-Aviv 99-91

Match pour la troisième place

Brésil b. France 109-100

BOXE

Championnat d'Europe

Le Français Antoine Fernandez est devenu champion d'Europe des poids welters en battant aux points l'Italien Nino La Rocca, samedi 30 décembre à Amiens. Agé de vingt-quatre ans, ce boxeur de Franconville qui a remporté sa trente et unième victoire en trente-trois combats est le cinquième Français couronné champion d'Europe en 1989

RUGBY

Coupe des provinces

La sélection des Pyrénées a remporté la Coupe des provinces en battant la Côte basque (25-12), samedi 30 décembre à Niort.

COMMUNICATION

Censure à la télévision soviétique

Le magazine télévisé « Vzgliad » (le regard), réputé pour son ton libre et impertinent, a été brusquement déprogrammé vendredi 29 décembre par Gosteleradio, la radiotélévision soviétique d'Etat. *« Des hommes en civil ont fait irruption la veille de l'émission dans les studios de télévison et ont saisi tout le matériel vidéo »*, a annoncé le 30 décembre l'organe de la jeunesse communiste de Moscou, *Moscovski Komsomolets*.

Dénonçant la suppression de cette émission très populaire qui devait comporter, selon lui, un pastiche du très officiel programme quotidien d'information « Vremia », le journel estime que cette initiative revient à *« cracher sur l'opinion publique et ne pas tenir compte de son avis »*.

Le présentateur de l'émission, Alexandre Lioubimov, a affirmé que la direction de Gosteleradio avait invoqué sans plus de précision son souci de *« réduire le nombre des émissions politiques pendant les vacances du Nouvel An »*.

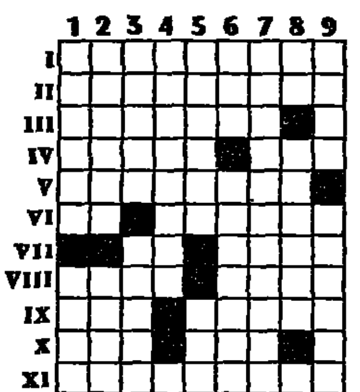
Selon plusieurs professionnels, l'avenir de l'émission — dont une prochaine édition est prévue pour le 5 janvier — est sans doute compromis, le magazine ayant fait l'objet de plusieurs cas de censure. — *(AP, AFP, Reuter.)*

□ **Financement français pour la radio Africa nº 1.** — Une convention de financement du Fonds d'aide et de coopération, d'un montant de 275 millions de francs CFA (5,5 millions de francs français), a été signée le 28 décembre à Libreville par le ministre d'Etat gabonais, M. Sacharie Myboto, et l'ambassadeur de France, M. Louis Dominici, à l'intention d'Africa Nº 1. Elle doit permettre la reconduction de l'équipe d'assistance technique mise en place par la société française Sofirad et financer des actions de formation professionnelle ainsi que la fourniture de certains matériels. Depuis 1981, les engagements financiers de la France vis-à-vis de cette radio panafricaine installée à Libreville se sont élevés à 56 millions de francs, ceux du Gabon ayant atteint 82 millions de francs.

□ **Le dernier reportage de Jean-Louis Calderon sur la Cinq.** — La Cinq diffusera le 5 janvier à 22 h 15 le reportage réalisé récemment en Afrique du Sud par Jean-Louis Calderon, mort à Bucarest au début du soulèvement roumain, et par Patrice Dutertre. Ce spécial Afrique du Sud de cinquante-deux minutes est une enquête sur les changements en cours dans ce pays.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5165



HORIZONTALEMENT

I. Un grand charme. — II. Pour ceux qui veulent s'enfermer dans leurs coquilles. — III. Mise aux enchères. — IV. Qui donne donc des indications sur le temps. Maison de campagne. — V. Faire des coupures. — VI. Degré. Se lève quand on a tout vu. — VII. Un peu de rouge. Brille de mille feux. — VIII. Peuvent être à cheval. Nom de poète, prénom de président. — IX. Une bonne pomme. N'est évidemment pas un homme de bonne foi. — X. Negro, en Argentine. Peut servir de coussin. — XI. Pas encaissées.

VERTICALEMENT

1. Se lancer dans les grandes réalisations. Peut faire éclater la mine. — 2. Où il y a quelque chose de stupéfiant. Cherche à pincer. — 3. Le bon côté des choses. Un poète africain. — 4. Des femmes placées devant un choix. — 5. Peut nous faire passer pour un Jaune. Perdus dans une salle. — 6. Dont on a pris connaissance. Comprimait. — 7. Vraiment simple. — 8. Divinité. Est parfois aveugle. — 9. Exigeait des sacrifices humains. Utiles pour manier des tissus.

Solution du problème nº 5164

Horizontalement

I. Décadent. Foule. — II. Célé. Otaries. Is. — III. Aridité. Artères. — IV. Potelé. Mire. Râ. — V. Tues. Ebéniste. — VI. Il. Ilet. Ide. — VII. Verseuse. Reno. VIII. Ereinté. Arpents. — IX. Alerter. Este. — X. Age. Set. Eta. — XI. Orin. Calicot. Es. — XII. Parc. Urinoirs. — XIII. Es. Eclat. Traire. — XIV. Réa. Recru. Ecrin. — XV. Sou. Kent. Tête.

Verticalement

1. Captives. Opéra. — 2. Dérouler. Arasé. — 3. Elite. Réagir. As. — 4. Cédés. Silence. — 5. Il. Gêne. Cru. — 6. Dotée. Utricule. — 7. Eté. Biset. Arack. — 8. Na. Mêlé. Litre. — 9. Traîne. Arsin. Un. — 10. Irriter. Ecot. — 11. Fêtes. Pétoire. — 12. Osé. Tirés. Tract. 13. Edenté. Sire. — 14. Lier. Entâté. Rit. — 15. Essai. Os. Assène.

GUY BROUTY

CULTURE

EXPOSITION

Y-a-t-il un « après » à Saint-Germain des Prés ?

Le Pavillon des Arts fait revivre le bref âge d'or d'un quartier aussi riche en légendes qu'en bistrots

Il s'agit d'abord de baliser le territoire avant de le connaître. Une grande carte nous y aide dès l'entrée de l'exposition. Il est borné au nord par la *Seine*; la *rue* des Saint-Pères constitue sa frontière ouest, que des noctambules assoiffés franchissent parfois pour s'abreuver du côté de la rue du Bac. Au sud, la rue du Vieux-Colombier et à l'est, l'Odéon, sont des limites indiscutables.

Le centre du village est, bien sûr, le clocher de l'église. Dans son ombre, quatre cafés prospèrent : le Flore, les Deux Magots, Lipp et le Royal Saint-Germain. Ils accueillent les différentes tribus qui composentt l'ethnie germanopratine. Tribus compliquées – un individu peut appartenir à plusieurs groupes, – mouvantes, *incertaines*, qui brandissent leurs revues comme des drapeaux, mais communient dans les mêmes lieux (une cave : le Tabou; *un cabaret* : la Rose rouge; un bar : le Montana; une librairie : la Hune; *une* galerie : le Point cardinal) et partagent le *même style de vie, entre* ascétisme et frénésie.

L'exposition du Pavillon des Arts réunit par affinités les micros-sociétés qui se font et se défont pendant ces quelques années. Tableaux, sculptures, photos, dessins, manuscrits, brochures et maquettes illustrent ce bouillonnement où l'on ne sait plus très bien ce qui relève de l'histoire, de l'anecdote et de la légende.

Au sortir de la guerre l'idéologie coule à plein bord. Les communistes (Aragon, Eluard...), accompagnés d'une puissante artillerie médiatique (d'*Action* aux *Lettres françaises*), tiennent le haut du pavé. Ils sont accompagnés d'une nébuleuse souvent issue de la Résistance (Claude Roy, Roger Vailland, Marguerite Duras...). Mais ce sont les existentialistes, c'est-à-dire la bande à Sartre, Beauvoir, Merleau-Ponty, Camus, *qui occupent le devant de la scène.* Celle du théâtre d'abord, de *Huis-clos* à *Caligula*. Mais *surtout* celle des idées. *Les Temps modernes* en sont la tribune. Genet en est le saint, Boris Vian y joue les chevau– légers au côté du tout jeune Bernard Frank.

Quadrilatère sacré

Jean Paulhan est partout. De la rue Sébastien-Bottin toute proche, il multiplie les interventions pour défendre ses idées, ses auteurs et ses peintres, de Fautrier à Dubuffet. Paulhan collabore même à *la Table ronde* (une revue qui se veut l'anti NRF), aux côtés de Mauriac, Jules Roy, Jouhandeau et Raymond Aron. Certains *hussards* de la droite littéraire s'y feront les dents. *Fontaine*, la revue de Max-Pol Fouchet, s'offre le luxe de publier, dans le même numéro, Beckett, Octavio Paz, Stephen Spender et Antonin Artaud. Ce dernier est revenu de Rodez. Il dessine (quelques-unes de ses œuvres sont accrochées ici) et souffre en public au théâtre du Vieux-Colombier. Breton, plus solaire que jamais, est lui aussi de retour. Il polémique avec le *Mercure de France* qui a publié un faux Rimbaud, *la Chasse spirituelle*. Isidore Isou et Gabriel Pommerand sont les grands prêtres du lettrisme. Dans les petits théâtres de la rive gauche, on applaudit Ionesco, Adamov, Audiberti et Pichette.

Mais c'est dans le domaine des arts plastiques que l'exposition est la plus « parlante », même si les œuvres ne relèvent pas toutes d'une activité germanopratine. Un grand bronze de Germaine Richier, *l'Orage*, ouvre la visite, suivi de quelques toiles de Dubuffet : musiciens et portraits d'écrivains (on retrouve Paulhan, bien sûr). Portraits encore avec Picasso (Françoise Gillot, sa nouvelle compagne). Le peintre, qui vient d'adhérer au PCF, a sa table au Catalan, un restaurant du quartier. Giacometti vient parfois en voisin, *de Montparnasse, où il travaille à* ses personnages filiformes. On peut voir aussi une toile de Maurice Ronet qui cherche sa voie du côté de la peinture avant de devenir le comédien que l'on sait. Une calligraphie de Mathieu est accrochée à proximité d'un nu gris de Bernard Buffet, jeune turc de la figuration. Olivier Debré n'a pas encore découvert ses océans de couleurs ourlés de matière et Nicolas de Stael travaille toujours une matière épaisse et sombre.

Si l'on retrouve enfin, côte à *côte*, des toiles de Poliakoff, Soulages, Wols, Hartung et Bryen, la *plupart de ces artistes n'ont fait, au* mieux, que de la figuration dans le quadrilatère sacré. Mais la légende de Saint-Germain-des-Prés est si *forte qu'ils sont aujourd'hui* engagés parmi les acteurs de son « âge d'or ». Guy Béart s'est trompé. Il y a bien un « après » à Saint-Germain-des-Prés. Son mythe n'a pas fini de croître et embellir.

EMMANUEL DE ROUX

▶ « Saint-Germain-des-Prés, 1945-1950 ». Au Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris (1er). Tél. : 42-33-82-50. Jusqu'au 4 février.

MUSIQUES

Orchestre cherche chef...

Suite de la première page

Il y eut en décembre 1987 une embellie passagère, avec quelques très beaux concerts, l'engagement de deux jeunes violonistes « super-solistes » et la désignation en juin 1988 de Jeffrey Tate comme « premier chef invité ». Cela ne devait guère changer la situation quotidienne de l'orchestre.

En 1989, après l'arrivée de Jean Maheu comme PDG de Radio-France, de Claude Samuel comme conseiller, la situation s'aggrave : Lorin Maazel (peut-être parce qu'il espère la Philharmonique de Berlin) refuse la prolongation de son contrat au-delà d'août 1990; Jeffrey Tate, très intéressé, mais sollicité sans doute trop mollement, se décide finalement pour l'Orches*tre philharmonique* de Rotterdam; des pourparlers sont engagés avec d'autres chefs importants, mais, selon les musiciens de l'ONF et certaines pesonnalités extérieures, la direction de Radio-France tergiverse et laisse échapper des occasions de conclure.

Ainsi Lorin Maazel lui-même écrit, le 11 septembre dernier, à Jean Maheu : « *L'ONF, formation prestigieuse qui n'a cessé de donner la mesure de son exceptionnelle qualité, vit aujourd'hui dans le doute et semble promis à de graves déceptions (...). Il s'agit d'éviter à tout prix que, privé de ses structures musicales et artistiques, il tombe dans la routine bureaucratique qui aboutit à tout réduire, minimiser, diminuer et finalement anéantir.* »

On retrouve derrière ces lignes les craintes des musiciens de l'ONF quant à leur réputation et à leur statut. La progression de l'Orchestre philharmonique de Radio-France et ses nombreux succès ont entraîné ses musiciens à demander un alignement de leurs salaires sur ceux de l'ONF, de 7 % à 8 % plus élevés que les leurs. Demande inacceptable pour l'ONF : ce serait reconnaître son échec.

Une première grève est évitée de justesse, et les deux orchestres rivalisent de qualité dans le cycle Mahler du Châtelet, l'un avec Maazel, l'autre avec Janowski, en avril dernier. Peu après, nouvelle affaire : l'éventuel départ de l'Orchestre philharmonique pour l'Opéra-Bastille, refusé par Jean Maheu, afin de « *ne pas amoindrir le potentiel musical de Radio-France* ».

Les délégués CFDT de l'ONF, *de plus en plus inquiets, écrivent à* Jean Maheu, le 13 juin : « *Mettre au premier plan, au chapitre des moyens, l'objectif de parvenir à la parité à terme (dans un délai de quatre ans), au bénéfice de l'Orchestre philharmonique, sans aucune garantie de politique artistique et financière sérieuse pour l'ONF, relève, pour les musiciens de cette formation, de la provocation.* »

Nommé directeur de la musique à Radio-France le 13 septembre, Claude Samuel essaie de calmer les susceptibilités en écrivant aux musiciens, le 10 octobre : « *Je me refuse à considérer la bonne santé de l'Orchestre philharmonique comme une atteinte au prestige de l'ONF. Pourquoi Radio-France ne disposerait-elle pas de deux formations à vocation internationale, ce que les faits démontrent déjà depuis plusieurs années ?* » Cela ne suffit pas pour arrêter une grève de l'ONF le 12 octobre, qui tombe malencontreusement sur une création française de Xénakis au Festival de Lille. L'échec de *Fidelio*, dirigé par Lorin Maazel au Châtelet, n'arrange rien.

Protestation légitime

Il est peu probable que se rétablisse rapidement le « *climat de confiance* » que Claude Samuel appelle de ses vœux. Celui-ci considère en effet, dans une lettre à Maazel du 3 novembre, que la mise à parité des deux orchestres est « *inévitable* ». La proposition a été faite en juin dernier par le président de Radio-France au conseil d'administration, « *qui l'a acceptée à l'unanimité* », même si « *l'ONF demeure la grande formation symphonique française à vocation internationale, héritière d'un passé prestigieux qui engage l'avenir* ».

Claude Samuel explique que l'état de crise actuel est dû à certaines déficiences d'organisation et à l'annonce par Maazel de son départ, « *ressenti dans l'orchestre comme l'aboutissement d'une longue suite de malheurs* ». Il ajoute que, de surcroît, « *les deux orchestres sont devenus un champ de bataille syndical* » (syndicat CGT au Philharmonique, CFDT à l'ONF), propice aux surenchères.

On peut considérer cependant que la protestation des musiciens est légitime et marque leur refus d'abdiquer devant une situation dont ils ne sont pas maîtres. Car la responsabilité de l'état des choses actuel appartient avant tout à ceux qui n'ont pas été capables de donner à l'ONF la direction et l'infrastructure qu'il méritait. M. de La Palice n'aurait-il pas dit, en cette circonstance, que, « si Marek Janowski avait été nommé chef de l'Orchestre national, c'est celui-ci qui aujourd'hui tiendrait le haut du pavé » ?

Les griefs de la Représentation permanente de l'ONF envers la direction concernent aussi une programmation jugée par eux peu intéressante et parfois aberrante, et il est vrai que la présente saison et la prochaine n'offrent guère de lignes de force ni d'événements saillants, toujours à cause de la nécessité de se raccrocher à des chefs extérieurs pour chaque concert. *Etait-il très opportun de* remplacer, en janvier 1991, le chef *soviétique* Iouri *Temirkanov* par Jean-Claude Malgoire, pour réaliser un *festival Mozart qui va lais*ser pendant cinq semaines 60 % des effectifs de l'ONF dans les coulisses.

Dernier point d'inquiétude : la *décision, prise en juin* dernier, d'installer l'orchestre au Théâtre des Champs-Elysées, la programmation de ce théâtre étant assurée par Alain Durel, ancien directeur des services musicaux de Radio-France.

Cette innovation, *a priori* séduisante, le devient beaucoup moins lorsqu'on apprend que Radio-France ne sera pas le maître du théâtre, mais un simple invité privilégié, et que les rapports entre les deux établissements n'ont pas été vraiment mis au point, ni sur le plan d'occupation de la salle ni sur le plan financier, ce qui entraîne de graves incertitudes pour les saisons prochaines, presque tous les concerts parisiens de l'ONF étant prévus aux Champs-Elysées, alors que certains chevauchent des dates déjà attribuées par le théâtre à d'autres organismes.

En résumé, les musiciens de l'ONF considèrent, selon les termes de la CFDT, que la direction de Radio-France « *navigue à vue et confirme son incapacité à définir une véritable politique musicale pour les formations permanentes* ». Ils insistent moins aujourd'hui sur le maintien d'une hiérarchie des salaires entre les deux orchestres que sur les points suivants : recherche active d'un directeur musical, – chef permanant, présent au moins quatre mois par an, qui soit le vrai patron de l'orchestre, des programmes et des engagements (éventuellement en deux étapes : un jeune très rapidement et un grand professionnel dans trois ou quatre ans);

– garantie de la pérennité des deux orchestres, chacun ayant sa mission et son originalité;

– élaboration avec le nouveau directeur d'un plan sur plusieurs années, comportant si possible tournées, télévisions et enregistrements.

JACQUES LONCHAMPT

□ **Concours à l'Opéra de Paris.** – Wilfried Romoli, Fanny Gaïda et Carole Arbo ont été promus vendredi 29 décembre « premier danseur » du Ballet de l'Opéra de Paris, à l'issue du concours annuel qui s'est déroulé au palais Garnier. Soixante-huit danseurs et danseuses du corps de ballet de l'Opéra participaient à ce concours dont les résultats permettent de passer de stagiaire à premier danseur. Seule la nomination des « *étoiles* » appartient à l'administrateur général, sur proposition du maître de la danse. La dernière promotion en date est celle de Kader Belarbi.

DISQUE

House of Freaks

« Tantilla »

Les deux musiciens de House of Freaks viennent de Richmond (Virginie), ancienne capitale de la Confédération. Du Delta aux Appalaches, la carte du Sud se confond avec le dessin de l'arbre généalogique du rock. Brian Harvey (guitares, chant) et Johnny Hott (batterie) s'ébattent plutôt du côté des racines que des branches, préférant les instruments dont on joue à ceux que l'on programme.

Ce sens de l'histoire (et de la géographie) est en ce moment assez répandu aux Etats-Unis. Certains le tirent du côté de la musicologie, d'autres l'utilisent comme d'honnêtes cuisiniers : vieilles recettes, vieux pots, meilleures soupes. House of Freaks se sort du lot par une fureur lyrique que l'on retrouve, par exemple, chez certains jeunes romanciers américains décidés à écrire le « Grand roman américain », le *Moby Dick* du vingtième siècle. House of Freak mène l'entreprise à coups de citations bibliques et de références littéraires qui trouvent leurs correspondances musicales dans le patrimoine sudiste, du blues hypertendu de *Birds of Prey* à la ballade campagnarde de *King of Kings* (pas celui de Cecil B. De Mille, celui de l'Apocalypse).

Tout aurait pu rester un peu austère et grandiloquent. D'ailleurs, quand une idée est un peu courte *(World of Tomorrow)*, le groupe la fait passer en grande pompe, mur de guitares et vocaux psalmodiés à tue-tête. Mais Harvey et Hott ne sont pas de vrais puritains. Ils ont fait produire *Tantilla*, par John Leckie, producteur britannique qui a injecté une dose homéopathique de facilité pop, entraînant le groupe sur les chemins tracés il y a vingt-cinq ans par Them (Harvey « sonne » un peu comme un jeune Van Morrison) ou les Animals (l'orgue Hammond, seul instrument autorisé à s'insérer entre les guitares et la batterie du duo). C'est sans doute ce qu'on appelle le charme, en tout cas c'est assez pour transformer un album impressionnant et respectable en disque de chevet.

THOMAS SOTINEL

▶ Disque, cassette, CD Virgin.

PHOTOGRAPHIE

L'œil élégant

La FNAC rend un court hommage mérité à l'un des grands maîtres américains de la mode



Horst : « New-York, 1988 »

D'origine allemande comme Halsman et Blumenfeld, Horst P. Bohrmann arrive à Paris en 1929 pour étudier l'architecture avec Le Corbusier. Il est âgé de seize ans. Il a appris les arts décoratifs à Hambourg chez Walter Gropius, et rien à première vue ne le destine à la photographie.

Au printemps 1931, il rencontre par hasard le docteur Agha, directeur artistique du *Vogue* américain, qui lui offre sa première *publication*. Auparavant, il a fait la connaissance, il est vrai, de George Hoyningen-Huene, monstre sacré de la photographie de mode, qui devient son mentor et ami. Horst lui succède en 1934 lorsque Huene, sur un coup de tête, quitte *Vogue* pour son grand rival *Harper's Bazaar*.

Un univers surréel

Huene lui apprend la technique et l'éclairage en studio. Horst lui sert à l'occasion de modèle, notamment dans sa célèbre publicité des « Maillots de bain d'Izod » (1930), où un couple tourné de trois quarts contemple une mer calme, ce qui est plutôt amusant lorsqu'on sait que cette image fut prise en réalité sur le toit d'un immeuble des Champs-Elysées.

Devenu célèbre, Horst ouvre son propre studio. Il vit entre New-York et Paris et développe un style qualifié de baroque et de néoclassique qui rompt avec le romantisme vaporeux du baron de Meyer. Ses compositions théâtrales, aux effets spectaculaires de contre-jour, s'inspirent d'un culte helléniste de la beauté. Dans une atmosphère neutre, dénuée d'émotion, Horst campe avec raffinement un univers surréel, plein d'humour et très sophistiqué. Opérant à la chambre 18 × 24, imposée par Condé Nast, si lourde et peu maniable que l'on prétendait qu'aucune femme ne pourrait être photographe à *Vogue*, il exploite à plein les conventions du studio. « *Je préfère regarder l'élégance comme une forme de grâce physique et mentale qui n'a rien à voir avec la prétention* », disait-il.

Cet apologue du chic traite la haute couture en esthète. Lisa Fonssagrives, épouse d'Irving Penn, est souvent son modèle. La femme, vue par lui, est un ange inaccessible, aux pauses éthérées, qui valse, pétrifiée dans la lumière. *Ce qui n'exclut ni l'audace ni* la modernité comme le prouve *Electric Beauty*, saisissante composition surréaliste datée de 1938.

Ami de Cocteau, de Coco Chanel et de Visconti, Horst réalise aussi des natures mortes. Ses études sculpturales de nus masculins ont une force érotique indéniable. Excellent portraitiste, il campe aussi Saint Laurent, sans lunettes, chez Dior, en 1958. Warhol, tout jeune, en couleurs. Truman Capote à côté d'un serpent. Et Karajan tirant à l'arc, à Oberndorf (Tyrol), en 1954. Horst, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans, continue de travailler. Il est l'auteur d'une œuvre très diversifiée, trop souvent oubliée dans l'histoire de la photographie.

PATRICK ROEGIERS

▶ *Horst P. Horst, photographies en noir et blanc et en couleurs, FNAC Forum, Forum des Halles, Paris-1er, jusqu'au 27 janvier 1990.*

Limogeage du directeur du Centre culturel du Maillon à Strasbourg

STRASBOURG

de notre correspondant

La ville de Strasbourg a décidé *de limoger le directeur du Centre* culturel du Maillon, M. Bernard Jenny, *qui occupe ces fonctions* depuis septembre 1978. Le maire, Mme *Catherine Trautmann* (PS), a choisi cette procédure après un *échange de lettres avec l'intéressé* qui a refusé de démissionner. En toile de fond, un important détournement d'argent pour lequel sont poursuivis quatre fonctionnaires municipaux détachés par la ville pour travailler au Maillon.

La procédure choisie ne dit rien de l'éventuelle responsabilité du directeur du Centre culturel; mais elle laisse un doute et a provoqué une réplique cinglante de Bernard Jenny. Il estime qu'« *il est commode, en situation de crise, de charger de tous les maux, celui précisément dont on souhaite se débarrasser à tout prix* ». C'est lui, affirme-t-il, qui a avisé les services de ville des « *ambiguïtés et des comportements qui apparaissaient troubles de la part des employés municipaux qui s'occupaient du Maillon. (...) Ces fonctionnaires « indélicats »*, ajoute Bernard Jenny, *ont toujours fait valoir qu'ils n'avaient aucun compte à me rendre* ». Le directeur du Maillon, qui met en avant la réussite des onze saisons menées au Centre culturel, demande « *un face-à-face public* » avec M. Norbert Engel, adjoint au maire de Strasbourg chargé des affaires culturelles.

Bizarreries de gestion

De fait, pendant que la justice enquête, la ville dispose déjà des conclusions de la Chambre régionale des comptes. C'est à leur lecture que la décison a été prise par le maire : M. Jenny n'aurait pas pu ignorer les bizarreries de la gestion du centre.

Son successeur est déjà pressenti : la ville a proposé le poste à Mme Claudine Girones, qui fut enseignante et administratrice du Théâtre des Drapiers à Strasbourg, puis administratrice de plusieurs théâtres parisiens.

J. F.

AGENDA

CINÉMA

LUNDI 1er JANVIER 1990

LA CINÉMATHÈQUE

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

LUNDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : la Véritable Histoire de AH-Q (1981, v.o. s.t.f.), de Cen Fan, 14 h 30 ; Okraine(1933, v.o. s.t.f.), de Boris Barnet, 17 h 30 ; l'Espoir (1938-1945), d'André Malraux, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Lundi : Relâche.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BANDINI (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BAPTÊME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

BATMAN (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

BLACK RAIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHAMBRE A PART (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Suis.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

HISTOIRE D'OROKIA (Fr.-burkinabé, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

HIVER 54 (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAICOL (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MONSIEUR SPALT, PAR EXEMPLE (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MOUNA (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHESTRE ROUGE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLUIE NOIRE (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Panthéon, 5e (43-54-15-04).

PUNISHER (*) (A.-Austr., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES LUMIÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROUGE (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

VALMONT (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VANILLE FRAISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉATRES

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). ◊ L'Illusionniste : 15 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). ◊ L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). ◊ Les Versets satiriques : 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Première : 22 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). ◊ J'ai 2 mots à vous dire : 15 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Le Misanthrope : 14 h. ◊ La Folle Journée ou Le Mariage de Figaro : 20 h 30.

CONNOLLY'S CORNER (43-31-94-22). ◊ Zoo Story (spectacle en anglais) : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). ◊ Le Nouveau Testament : 15 h 30 et 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). ◊ Les Tonton's farceurs : 15 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). ◊ La Belle Otéro : 15 h.

HOTEL LUTÉTIA (SALON SAINT-GERMAIN) (45-44-05-05). ◊ Menu Plaisir : 16 h et 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). ◊ La Cantatrice chauve : 19 h 30. ◊ La Leçon : 20 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). ◊ Les Sept Miracles de Jésus : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). ◊ L'Avare : 20 h 45.

MATHURINS (42-65-90-00). ◊ Les Palmes de M. Schutz : 16 h et 21 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). ◊ Le Souper : 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). ◊ Le Grand Standing : 15 h 30.

PALAIS DE JUSTICE 1re CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL (43-26-31-02). ◊ Ultima Violenza : 21 h.

PALAIS DES CONGRÈS (46-40-27-06). ◊ Evita : 15 h.

THÉATRE DU SPHINX (42-78-39-29). ◊ Lettre à tous les aviateurs perdus dans le désert : 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Phèdre (à repasser) : 20 h 15.

LES FESTIVALS

JEAN COCTEAU CINÉASTE, Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; l'Aigle à deux têtes, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 heures.

MARGUERITE DURAS, L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Une aussi longue absence, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Une aussi longue absence, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ROBERTO ROSSELLINI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Rome ville ouverte. 14 Juillet Parnasse, 6e (43.26.58.00). Fontaine. L'Enfant secret, à 14 h, 16 h., 18 h., 20 h, 22 h.

RÉTROSPECTIVE PHILIPPE GARREL.

WOODY ALLEN (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). Tout ce que vous avez toujours voulu savoir, séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20, film 5 mn après.

JAZZ, POP, ROCK

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Rhode Scott, 22 h 45. Orgue.

LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Stéphane Patry, Gérard Marmet. Duo, 22 h 30.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Jacques Doudelle Jazz Orchestra, 21 h 30.

JAZZ-CLUB LIONEL HAMPTON (40-68-34-34). Lionel Hampton, 22 h. Vibr., batt. Avec ses dix-huit musiciens.

La LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 21 h. Clar.

CONCERTS

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles. Les 30 et 31 décembre, 1er, 6, 13, 27 janvier. 17 h lun. Œuvres de Vivaldi, Bach, Haendel, Telemann. Téléphone location : 42-62-40-65.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Pascal Vigneron, Michael Matthes 17 h lun. Trp, orgue. Œuvres de Bach, Daquin, Haendel, Dupré, Vivaldi. Téléphone location : 45-23-18-25.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Budapest Symphony Strauss Orchestra 15 heures. Dir. Istvan Bogar, Ballet Sopianae, Musique et danse, valses de Vienne.

MUSIC HALL

CAFÉ DE LA GARE Didier Gustin, 20 heures. Spectacle de Didier Gustin et Bernard Mabille. Mise en scène Hubert Drac. Téléphone location : 42-78-52-51.

COMÉDIE MUSICALE

PALAIS DES CONGRÈS (47-58-40-45). Evita, 15 h. Comédie musicale de Broadway. Mise en scène de Harold Prince. Musique d'Andrew Lloyd Webber. Chor. Larry Fuller. Avec Florence Lacey. Téléphone location et rens. : 46-40-28-30.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00) : Zingaro : 20 h 30.

PARIS EN VISITES

MARDI 2 JANVIER

« Exposition Kupka : l'invention d'une abstraction », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (P.-Y. Jaslet).

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Parties inconnues de la Sorbonne. Histoire de l'Université », 14 h 30, 46, rue Saint-Jacques (Mme Cazes).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant.

« Rodin et Camille Claudel », 14 h 30, entrée du Musée Rodin (M. Pohyer).

« De Nicolas à Félix Potin, ces grands aventuriers qui ont fait le commerce parisien et qui reposent au Père-Lachaise », 10 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant.

« Esotérisme, médiums et spirites du Père-Lachaise », 14 30, métro Gambetta, angle avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Opéra et leur décoration », 14 h 45, sous l'arcade centrale du palais Garnier (M. Banassat).

« Crèches de Noël dans les églises du quartier des Halles », 15 heures, église Saint-Merri, rue Saint-Martin (Tourisme culturel).

« Les Invalides, de la crypte des gouverneurs à l'église Saint-Louis », 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).

Monuments historiques

« L'Opéra, chef-d'œuvre de Garnier », 13 h 15, dans le vestibule sous la statue de Sully.

« Souvenirs de George Sand au Musée Renan-Scheffer », 15 heures, 16, rue Chaptal.

« Une église métallique consacrée au monde du travail : Notre-Dame du travail et son insertion dans le projet d'habitations de R. Bofill », 15 heures, métro Gaîté, sortie côté rue Vercingétorix.

Paris-Musées

« Les abstractions », 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« Des portraits de femmes rythment les saisons », 12 h 45 ; « La route de la Compagnie des Indes », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

« Nouveaux aménagements du Musée Carnavalet », 14 h 30, 23 rue de Sévigné.

Pour les jeunes

« Ateliers : Bijoux et joyaux de Noël », 14 h 30 ; « Séance de contes », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

LES FESTIVALS

JAZZ, POP, ROCK

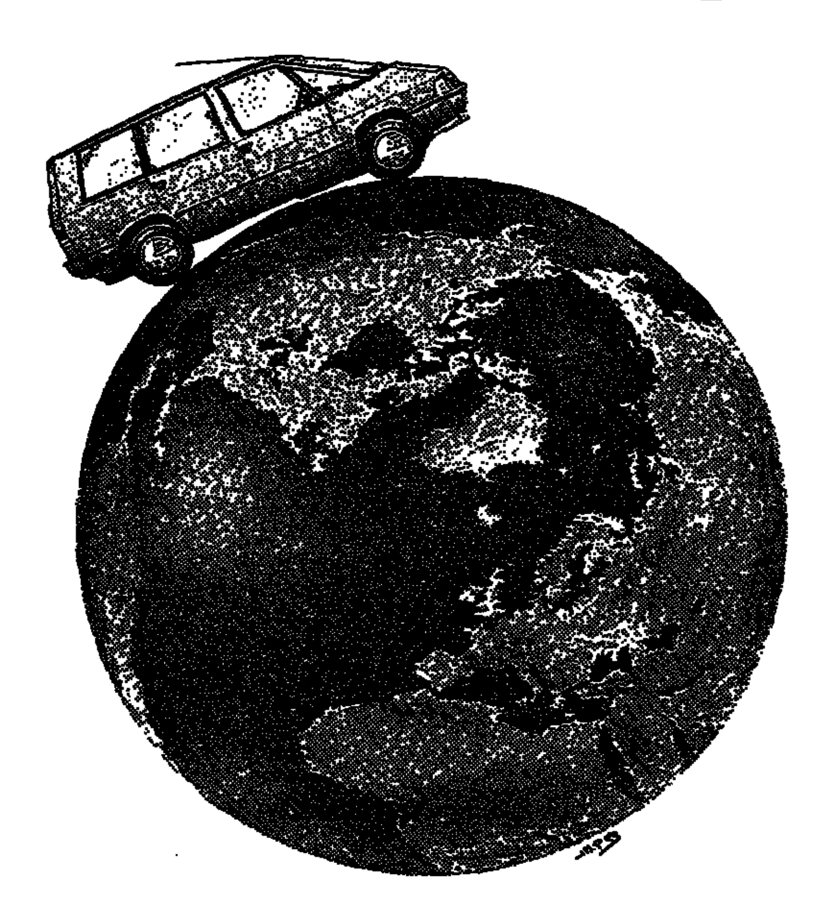
CONCERTS

MUSIC HALL

RÉGION PARISIENNE

PARIS EN VISITES

On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace!



1980 *Éric Tabarly bat en 10 jours 5 heures 14 minutes et 20 secondes le record de la traversée de l'Atlantique.*
1981 *Le Dernier Métro de François Truffaut remporte un énorme succès à la soirée des Césars.*
1982 *Le premier robot français avec reconnaissance des formes en site industriel est utilisé à l'usine Renault de Cléon.*
1983 *Le compact disc est lancé sur le marché européen.*
1984 *Renault invente un nouveau concept automobile: la Renault Espace.*
1985 *Le sculpteur Christo emballe le Pont-Neuf avec 40 000 m² de toile.*
1986 *L'Argentine gagne la Coupe du Monde de football.*
1987 *Madonna fait un concert triomphal au parc de Sceaux.*
1988 *Dotée d'une transmission intégrale, l'Espace devient l'Espace Quadra.*
1989 *Renault se voit décerner le prix de la Décennie pour la Renault Espace.*
Hors des normes, hors des formes, telle est la Renault Espace, automobile spatiale, inventeur de sa propre mode qu'elle traverse et qu'elle dépasse...
Renault Espace. On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace.

PUBLICIS F 0819

Renault Espace: Prix de la Décennie de l'Automobile Magazine.

Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement. RENAULT préconise elf



AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 1er janvier

TF 1

20.35 Spectacle : Napoléon-Lama. Enregistré en juin 1988 à Montréal. Avec Serge Lama et Christine Delaroche. *Dix-sept tableaux chantés.*
22.55 Magazine : Les 90 rugissants. Sommaire : Les rugissants de l'an 2000 ; Les rollers fous ; La preuve par 16 ; La télé rend fou ; Danièle Gilbert ; Que fait l'arbitre ? ; On achève bien les rumeurs ; L'interview.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Feuilleton : Heimat (dernier épisode).
1.20 TF 1 nuit.

A 2

20.35 Cinéma : Le diamant du Nil. ■ *Film américain de Lewis Teague (1985).*
22.20 Magazine : Etoiles. Juliana de Hollande.
23.45 *Quand je serai grand.* *Frédéric Pottecher.*
23.50 Informations : 24 heures sur la 2.
0.10 Météo.
0.15 Variétés : Les 3 B. Jacques Brel, quinze ans d'amour.

FR 3

20.35 Cinéma : L'histoire sans fin. ■■ Film allemand de Wolfgang Petersen (1984).
22.10 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Océaniques. Anna Prucnal jusqu'à nouvel ordre, de Jean Mailland ; A l'ouest de Pétersbourg, d'Elisabeth Kiledjian et Patrick Millerioux.
0.00 Série : Max follies. Max professeur de tango.
0.15 Musique : Cocktail de nuit. **Gustav Mahler ; Le Trio Arvanitas.**

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Astérix chez les Bretons. ■ Film franco-danois d'animation de Pino van Lamsweerde (1986). Avec les voix de Roger Carel, Pierre Tornade, Pierre Mondy.
21.45 Flash d'informations.
21.55 Magazine : Lundi sport. Football ; à 22.05, Meg max, de Didier Roustan ; à 23.05, football américain.
0.00 Cinéma : Sans peur et sans reproche. □ Film français de Gérard Jugnot (1988).
1.35 Cinéma : Douce nuit, sanglante nuit. ■ Film américain de Lee Harry (1987)

LA 5

20.40 Cinéma : Le bourreau des cœurs. □ *Film français de Christian Gion (1983).*
22.20 Spécial Paris-Dakar.
22.35 Série : Le voyageur.
23.10 Magazine : Arrêt sur image.
23.45 Magazine : Ciné Cinq.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Cinéma : Monsieur le président-directeur général. ■ Film français de Jean Girault (1966).
22.00 ▶ Téléfilm : L'homme-sandwich. De Michel Polac, avec Jacques Denis, Mireille Franchino.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.40 Danse : *La cathédrale engloutie.* Ballet de Jiri Kylian.
21.00 Je me souviens des années 80.
21.05 Cinéma : Jour de fête. ■■ Film français de Jacques Tati (1948). Avec Jacques Tati, Paul Frankeur, Santa Relli.
22.30 Documentaire : A la recherche de la couleur perdue. De Claude Ventura et François Ede.
23.00 Documentaire : Sur les pas de Monsieur Hulot. De Sophie Tatischeff.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 1er février 1954 : l'appel de l'abbé Pierre.
21.30 Dramatique. *La tortue qui chante*, de Senouvo Agbota Zinsou.
22.40 Cote d'amour.
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Coda. La musique soul.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Lauritz Melchior chante un air de la Walkyrie de Wagner ; Concerto pour piano et orchestre en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; M. Novikova chante un air d'Offenbach ; Concerto pour piano et orchestre nº 5 en mi bémol majeur op. 73, de Beethoven ; La Walkyrie au Puma Opera de New York ; Concerto pour piano et orchestre nº 4 en sol majeur op. 58, de Beethoven ; Sérénade nº 13 en sol majeur k 525, de Mozart: A 23.07, pour bien terminer et pour bien commencer : deux préludes pour piano op. 11 de Scriabine, l'Italienne à Alger (extrait) de Rossini.
0.30 Textes et prétextes.

Mardi 2 janvier

TF 1

15.10 Club Dorothée Noël.
16.30 Téléfilm : La folle course à travers les Rocheuses.
18.05 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.55 Avis de recherche.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.30 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.30 Cinéma : La grande évasion. ■ Film américain de John Sturges (1962).
23.25 Magazine : Sirocco. Sommaire : La rivière sans soleil ; Les nanas Benz ; La petite acrobate chinoise ; Le retour de Raoni.
1.10 Journal, Météo et Bourse.
0.30 Série : Mésaventures.
1.00 TF1 nuit.
1.35 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2

14.10 Cinéma : Molière. ■■ Film français d'Ariane Mnouchkine (1978). Avec Philippe Caubère, Joséphine Derenne, Brigitte Catillon (1re partie).
16.05 La planète magique. Le clapman fou ; L'invitée ; The cat came back ; Show Bug's Bunny ; Série : Mamie Casse-cou ; Tom et Jerry.
17.25 Série : Les voisins.
17.50 Série : Les pique-assiettes.
18.15 Série : MacGyver.
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
19.40 Jeu : Rira, rira pas. Présenté par Georges Beller.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Les dossiers de l'écran : La maison du lac. ■ Film américain de Mark Rydell (1981). Avec Katharine Hepburn, Henry Fonda, Jane Fonda.
22.35 Débat : Le troisième bonheur. Avec Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Françoise Forette, gérontologue, Gérard Badou, journaliste, Pierre Angel, psychothérapeute, Jacqueline Durand, rédactrice en chef du journal *Notre Temps*, Ségolène Royal, député, Arielle Dombasle, comédienne, Danièle Delorme, comédienne, Piem, dessinateur, Thierry Dassault, petit-fils de Marcel Dassault.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.50 Météo.
23.55 Variétés : Les 3 B. Gilbert Bécaud à l'Olympia.

FR 3

15.25 Magazine : Télé-Caroline. Les meilleurs moments de l'année 1989 ; à 16.00, le flash d'informations.
17.00 Flash d'informations.
17.05 Amuse 3.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.55 Dessin animé : Kimboo.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.45 ▶ *La dernière séance.* 1er film : La machine à explorer le temps. ■■ Film américain de George Pal (1960). Avec Rod Taylor, Alan Young, Yvette Mimieux.
22.25 Dessins animés. Bug's Bunny ; Tex Avery.
22.50 Journal et Météo.
23.15 2e film : La guerre des cerveaux. ■■ Film américain de Byron Haskin (1967). Avec George Hamilton, Suzanne Pleshette, Richard Carlson (v.o.).
1.00 Musique : Cocktail de nuit. Horacio Salgan et Ubaldo De Lio ; Molter ; Stravinski.

CANAL PLUS

15.10 Pochettes surprises. L'automobile, de Rebecca Rey ; Foutaises, de Jean-Pierre Jeunet.
15.30 Cinéma : La bamba. ■ Film américain de Luis Valdez (1986). Avec Lou Diamond Phillips, Esai Morales, Rosena De Soto.
17.25 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana.
18.30 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invitées : Elisabeth Teissier, Brigitte Lahaie.
20.30 Cinéma : Eclair de lune. ■ Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Vivre et laisser mourir. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour (v.o.).
0.10 Cinéma : La sentinelle des maudits. ■ Film américain de Michael Winner (1976). Avec Chris Sarandon, Christina Raines, Martin Balsam.
1.40 Documentaire : A Duke named Ellington.

LA 5

15.30 Feuilleton : Thibaud ou les croisades (4e et 5e épisodes).
16.25 Dessins animés. Les triplés ; Gigi ; Les Schtroumpfs ; Alice au pays des merveilles ; Sous le signe des mousquetaires ; Super nana.
18.30 Spécial Paris-Dakar.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Série : Arnold et Willy.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Les superflics de Miami. □ Film italien de Bruno Corbucci (1985). Avec Terence Hill, Bud Spencer.
22.30 Spécial Paris-Dakar.
23.00 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Thibaud ou les croisades (rediff.).
1.05 Série : Thierry la Fronde.

M 6

14.35 Téléfilm : Mathieu, Gaston, Peluche. De Roland Bernard, avec Jean-Marc Thibault, Raymond Bussières. *Un homme, un cheval et un chien.*
17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm . L'impossible alibi. De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxanne Hart. *Une énigme policière doublée d'une histoire d'amour.*
22.20 Magazine : Ciné 6.
22.35 Cinéma : La blonde de Pékin. □ Film franco-italo-allemand de Nicolas Gessner (1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook, Edward G. Robinson.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Boulvrock'n hard.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Je me souviens des années 80.
15.05 Documentaire : Un petit monastère en Toscane. D'Otar Iosseliani.
16.00 Concert : Visage pâle attaquer Zénith.
17.00 Documentaire : Giorgio Strehler.
17.30 Documentaire : Le maître du Palais.
18.00 Je me souviens des années 80.
18.05 Cinéma : Loulou. ■■■
19.50 Court-métrage.
20.00 Spectacle : Bleu, blanc, Goude.
21.00 Je me souviens des années 80.
21.05 Documentaire : La section Anderson. De Pierre Schoendoerffer.
22.00 Cartes postales vidéo.
22.05 Documentaire : Réminiscence, la section Anderson vingt ans après. De Pierre Schoendoerffer.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Travail à domicile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Des goûts et des odeurs.
21.30 Débat. Nouvelles formes de pollutions (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Le désert entre les lignes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. La musique soul.

FRANCE-MUSIQUE

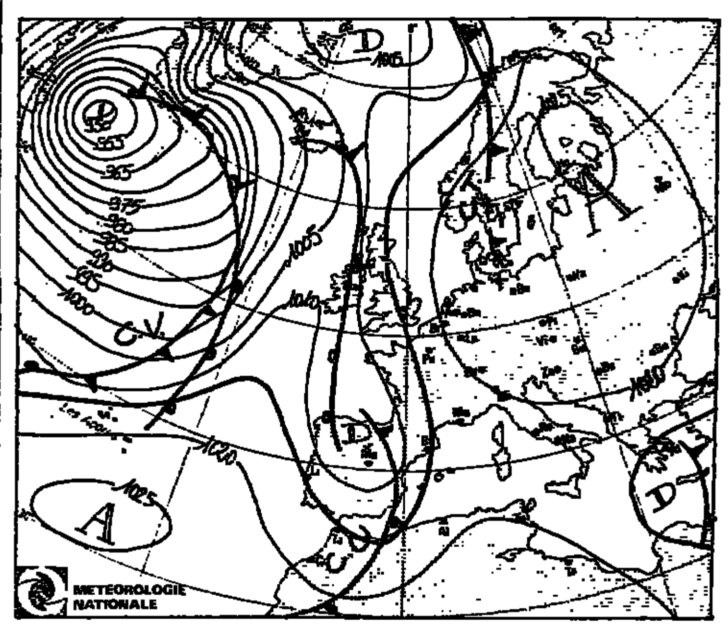
20.30 Concert (donné le 17 novembre lors du Festival d'art sacré) : œuvres de Bruckner, par La Chapelle royale, l'ensemble Musique oblique et le Collegium vocale de Gand, dir. Philippe Herreweghe.
22.30 La galaxie des traditions.
23.07 Club d'archives.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1er JANVIER 1990 A 0 HEURE TU

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 janvier à 0 heure et le mercredi 3 janvier à 24 heures.

Les hautes pressions sur l'est du pays commencent à faiblir. En conséquence, les perturbations atlantiques pénètrent tout doucement sur la France, mais de façon atténuée.

Mardi : Moins de brouillards et léger redoux.

Seules les Alpes, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse bénéficieront d'un temps bien ensoleillé. Du Nord-Est au Lyonnais, les brouillards seront encore présents le matin et souvent givrants. En journée, ils auront bien du mal à se dissiper et pourraient encore persister par endroits, tandis que sur les reliefs des Vosges et du Jura le soleil se montrera.

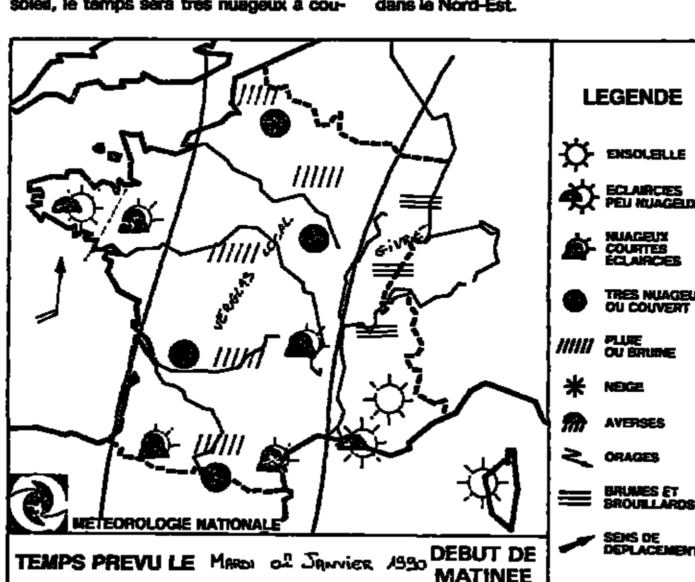
Sur le reste du pays, on verra peu le soleil, le temps sera très nuageux à couvert avec, des Pyrénées au Nord, quelques pluies ou bruines localement verglaçantes en début de matinée.

Sur les régions de l'Ouest, il y aura quelques éclaircies qui gagneront en soirée le Bassin parisien et le Nord.

Le vent de sud, d'abord modéré, se renforcera en soirée sur la pointe de Bretagne.

Au petit matin, les températures seront encore basses sur les régions de l'est : 0 à – 3 degrés, voire moins par endroits. Plus à l'ouest, il fera entre 0 et 5 degrés. Près de la Méditerranée : 2 à 5 degrés.

En journée, on pourra tabler sur 8 à 10 degrés dans l'Ouest, 12 à 14 degrés dans le Sud-Ouest, 4 à 8 degrés plus à l'intérieur, 11 à 15 degrés près de la Méditerranée, et enfin, – 1 à 1 degré dans le Nord-Est.



TEMPS PREVU LE Mardi 2 Janvier 1990 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-12-89 et le 1er-1-1990 — le 1er-1-1990

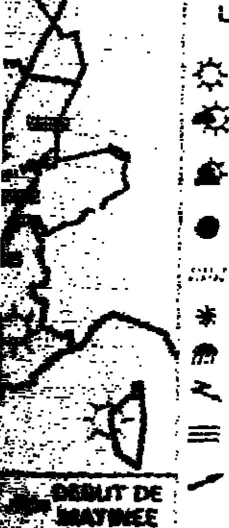
FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	15	5	P
BIARRITZ	18	10	C
BORDEAUX	14	6	B
BOURGES	6	– 1	B
BREST	7	6	B
CAEN	1	– 1	B
CHERBOURG	5	2	C
CLERMONT-FER.	9	2	N
DIJON	– 2	– 4	B
GRENOBLE St-M-H	0	– 8	B
LILLE	1	0	P
LIMOGES	9	4	D
LYON	– 1	– 4	–
MARSEILLE-MAR.	12	0	D
NANCY	– 2	– 4	B
NANTES	3	1	B
NICE	13	3	D
PARIS-MONTS.	0	– 2	B
PAU	16	4	N
PERPIGNAN	10	5	C
RENNES	1	0	B
ST-ETIENNE	7	– 1	N
STRASBOURG	– 1	– 3	B
TOURS	1	0	B
TOULOUSE	13	2	N
POINTE-A-PITRE	30	23	A

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	16	12	P
AMSTERDAM	1	1	C
ATHÈNES	–	–	–
BANGKOK	33	24	N
BARCELONE	15	4	D
BELGRADE	0	– 0	D
BERLIN	0	– 2	C
BRUXELLES	1	1	P
LE CAIRE	20	9	D
COPENHAGUE	1	0	P
DAKAR	24	19	D
DELHI	13	7	B
DJERBA	18	15	A
GENÈVE	1	– 1	C
HONGKONG	15	14	C
ISTANBUL	–	–	–
JÉRUSALEM	12	7	N
LISBONNE	17	12	P
LONDRES	4	3	P
LOS ANGELES	21	8	N
LUXEMBOURG	– 2	– 3	B
MADRID	12	6	N
MARRAKECH	18	10	N
MEXICO	24	7	B
MILAN	– 1	– 4	B
MONTRÉAL	4	– 20	P
MOSCOU	– 1	– 7	C
NAIROBI	21	15	P
NEW-YORK	11	– 3	P
OSLO	– 5	– 13	N
PALMA-DE-MAL.	16	5	P
PÉKIN	3	– 6	N
RIO-DE-JANEIRO	33	26	C
ROME	11	0	D
SINGAPOUR	27	25	A
STOCKHOLM	– 1	– 5	C
SYDNEY	27	22	N
TOKYO	10	1	D
TUNIS	14	13	P
VARSOVIE	– 2	– 2	C
VENISE	5	– 2	D
VIENNE	0	– 2	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RÉGIONS



CENTRE

Tours : un palais signé Nouvel

Trois salles de deux mille, sept cents et trois cent cinquante places, pour un coût de 260 millions de francs : dans trois ans, Tours aura son Palais des congrès signé Jean Nouvel.

L'architecte de l'Institut du monde arabe a choisi, dans un emplacement étroit face à la gare et contre les jardins de la préfecture, de dessiner une proue à l'extrémité d'un bâtiment fuselé. De la rue, on verra les trois salles s'emboîter comme des poupées russes... L'arrière du bâtiment de verre et d'aluminium va bousculer quelque peu la tradition tourangelle, avec ses pierres de tuffeau et ses toits d'ardoise. Un grand vaisseau moderne au pays des châteaux qui rappelle les opéras de Lyon et de Tokyo.

C'est le symbole des nouvelles ambitions de Tours, qui, avec le TGV en 1990, un parc technologique et le croisement futur de trois autoroutes (Paris-Bordeaux, Nantes-Vierzon et Calais-Bayonne), joue la carte de l'Europe. La ville de Jean Royer ambitionne de se hisser au cinquième rang des villes de congrès.

Trois ans avant l'ouverture, en 1993, le directeur est déjà nommé. Il s'agit de Jean-Michel Dutoit, qui avait présidé aux destinées des Palais des congrès de Grenoble et de Montpellier.

HAUTE-NORMANDIE

Le retour des Essarts

Le circuit automobile des Essarts, près de Rouen, pourra organiser une épreuve de championnat de France F 3 jusqu'en 1994. L'Automobile Club normand vient de recevoir de l'Office national des forêts l'autorisation d'organiser le Grand Prix pour quatre années supplémentaires, et le conseil général de Seine-Maritime a voté un crédit de 1,3 million de francs pour mettre le circuit en conformité avec les exigences des autorités sportives (coût total : 1,7 million). Pour cela, 6 000 mètres carrés de parking seront goudronnés, un mur de béton sera construit le long de la piste des stands et une triple rangée de rails sera installée à l'extérieur du virage du Paradis.

Le vote de ce crédit par le conseil général a ramené le débat sur le défunt circuit de Mauquenchy, en pays de Bray, dont le projet a été rejeté par l'État. En liaison avec la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, le département de Seine-Maritime cherche un autre lieu d'implantation d'un circuit de sports mécaniques.

La préfecture à l'hôtel-Dieu

La préfecture de Seine-Maritime, hébergée depuis 1964 à l'hôtel du département, sur la rive gauche de la Seine à Rouen, s'installera en 1994 dans les bâtiments de l'hôtel-Dieu, sur la rive droite. En dérogation à la loi de 1982, c'est la préfecture qui quittera l'immeuble qu'elle occupe avec le conseil général.

La modernisation de cet imposant monument des dix-septième et dix-huitième siècles, occupé actuellement par un centre hospitalier, coûtera 174 millions de francs, qui seront à la charge du département pour 70 % et de l'Etat pour 30 %. La répartition a été calculée au prorata des surfaces libérées : le départ des services de la préfecture libérera pour le département 11 000 mètres carrés de bureaux, le nouveau siège de la préfecture en comptera 14 000, soit environ 30 % de plus.

Cette opération d'urbanisme s'inscrit dans le cadre de la restructuration de l'ouest de Rouen, jusqu'alors délaissé.

Brennilis, Saint-Laurent, Pierrelatte...

Quand le nucléaire s'en va

Après trois décennies d'expansion accélérée, voici venir pour l'industrie nucléaire le temps de la pause et même du repli. La suffisance énergétique et la *méfiance persistante* à l'égard des risques radioactifs ont ralenti le programme de construction des centrales. EDF n'inaugure plus qu'une tranche tous les deux ans et stoppe ses vieilles centrales. La *détente internationale* rend moins urgent l'accroissement de nos armes de dissuasion. Tous les maillons de la chaîne nucléaire s'en ressentent.

La division minière de la COGEMA supprime 550 postes, soit une diminution de 18 %. Dans ses centres de recherche civils et militaires, le Commissariat à l'énergie atomique pousse vers la retraite 4 000 techniciens et scientifiques. Ils ne seront remplacés que par 2 000 jeunes. La période des vaches maigres est également arrivée pour Framatome, qui forge le cœur des réacteurs. Signe des temps, seul le secteur des déchets radioactifs embauche encore.

« Après les neutrons, les jambons »

Sur le terrain, ce sont les municipalités qui subissent le premier choc du reflux. Soudain, le mol oreiller des taxes professionnelles se dégonfle ; les techniciens s'en vont avec leurs enfants... et leurs instituteurs. C'est ce qui est arrivé au village de Brennilis, isolé dans les landes du Finistère, dont pendant vingt-trois ans la vie a été bouleversée par la construction puis par le fonctionnement de la centrale des monts d'Arrée. Quand elle a cessé de produire du courant, en 1985, la plupart des 250 agents EDF ont déguerpi. Une catastrophe à l'échelle de l'arrondissement de Châteaulin.

Il a d'abord fallu lancer un syndicat mixte entre la commune, la chambre de commerce de Morlaix et le parc régional d'Armorique. Puis faire intervenir le service spécial créé à EDF pour ces cas de « mort subite » : la direction des implantations industrielles. Promesse : *« Nous ne partirons pas en laissant la clé sous la porte. Nous susciterons autant d'emplois que vous en avez perdus. »* D'où l'installation sur le site d'une turbine à gaz primitivement prévue à Brest. Puis la mise à la disposition des industriels candidats des anciens bâtiments administratifs de la centrale et de 25 hectares de terrains alentour.

Un entrepreneur de salaisons s'est laissé tenter avec ses 45 employés. Commentaire d'un journal local : *« Après les neutrons, les jambons »*. Un restaurant va même ouvrir au-dessus de l'étang qui refroidissait le réacteur. Personne ne s'est montré trop curieux sur les conditions de démantèlement de la centrale qui, mise sous cocon, refroidit lentement. Plusieurs dizaines d'employés sont encore nécessaires à sa surveillance et c'est toujours cela de gagné.

-- ET MAINTENANT LE CŒUR DE LA CENTRALE OÙ RÉGNAIT AUTREFOIS UNE GRANDE RADIOACTIVITÉ.

PESSIN

Dans le cas des mines d'uranium dispersées, de taille modeste et qui versent des redevances modiques, l'impact reste peu important. Il en va tout autrement lorsque s'y ajoute la fermeture ou la diminution d'activité d'une usine de concentration de minerai. C'est ce qui se passe à Gétigné, en Loire-Atlantique, dont les 2 700 habitants vont souffrir du départ simultané de 120 ouvriers et mineurs. Là encore la COGEMA est obligée d'intervenir en accordant des aides à la création d'emplois.

Même dans la vallée du Rhône, où les activités nucléaires sont intenses, on veille au grain. Le complexe industriel d'enrichissement de l'uranium installé à Pierrelatte apparaît aujourd'hui comme surdimensionné. Déjà les usines basses et moyennes sont fermées. Prévoyante, la COGEMA a vendu 40 hectares de terrain au nord du site où les entreprises nouvellement installées (récupération du fluor et produits alimentaires) ont embauché 200 personnes.

Les vieux et les jeunes

Le cas le plus spectaculaire est celui de la centrale de Saint-Laurent, dans le Loir-et-Cher, dont deux réacteurs sur quatre vont être stoppés. Le premier dès cette année, le deuxième en 1992. Plus de 500 agents EDF seront transférés sur d'autres sites, suscitant, en comptant les familles, un déplacement de 1 500 personnes. Deux communes situées de part et d'autre de la Loire sont touchées de plein fouet : Saint-Laurent-Nouan (3 200 habitants), sur la rive gauche, et Mer (6 000 âmes), sur la rive droite.

1963-1993 : l'une et l'autre communes auront connu leurs « trente glorieuses ». Le pactole apporté par ces deux réacteurs leur a permis de se payer piscines, gymnases, salles des fêtes, collèges, lotissements communaux, etc.

« Nous avions compris qu'il fallait en profiter, confesse Étienne Nivault, ex-entrepreneur, chef des pompiers et maire de Saint-Laurent-Nouan. *Pendant un quart de siècle nous avons investi sans avoir à emprunter. Maintenant on est paré. »*

N'empêche, pour les deux collectivités les pertes sont rudes : 8 millions de francs de revenu annuel, 365 habitants et trois classes primaires pour Saint-Laurent, 1 million de francs, 824 habitants et trois classes primaires pour Mer. Sans compter une baisse du chiffre d'affaires pour les commerçants et les entreprises de sous-traitance, le départ de quelques conseillers municipaux et des animateurs d'associations les plus dynamiques.

De part et d'autre du fleuve on réagit différemment. Pour compenser, le maire de Saint-Laurent, soixante-dix ans, parie sur le troisième âge. Il veut faire construire une maison de retraite de 80 lits et une clinique pour les anciens atteints par la maladie d'Alzheimer. A Mer, au contraire, le premier magistrat, Pierre Pepin, quarante-six ans, lui-même cadre EDF, table sur la jeunesse, autrement dit sur le tourisme. Il a convaincu des investisseurs britanniques et japonais de créer sur 15 hectares un ensemble ambitieux comprenant un golf, un hôtel quatre étoiles et un village de vacances. Pour que les clients trouvent le chemin, il a obtenu qu'on ouvre une sortie supplémentaire sur l'autoroute Paris-Bordeaux traversant le territoire de la commune. Et, comme on n'est jamais trop prudent, il a engagé un « attaché économique » chargé de rabattre des entreprises vers sa zone d'activités.

Dans les deux mairies on compte aussi sur le coup de pouce d'EDF. *« Nous sommes prêts partout à faciliter les reconversions grâce à un éventail d'aides financières et techniques,* dit Gérard de Giovanni, patron du département des implantations industrielles. *A une seule condition : qu'après des décennies d'argent facile les élus aient vraiment la volonté de s'en sortir. »*

MARC AMBROISE-RENDU

LIMOUSIN

Pessimisme démographique

« Un constat pessimiste ». L'observatoire économique régional de l'INSEE s'inquiète en ces termes de l'évolution démographique du Limousin. Le vieillissement et la dépopulation, qu'on avait pu croire jugulés depuis une décennie, continuent à y être préoccupants : *« Selon les dernières estimations, la population de la région au 1er janvier 1988 s'élèverait à 732 700 habitants, accusant ainsi une baisse sensible non seulement par rapport au dernier recensement, mais aussi par rapport à l'évaluation de l'année précédente... Si l'inflexion constatée devait se reproduire, la population régionale serait de l'ordre de 731 000 habitants en 1989 au lieu des 732 000 en trajectoire moyenne. »* Pour mémoire, cette population régionale était d'environ un million d'habitants au début du siècle.

L'écart continuerait à se creuser entre le solde migratoire (toujours positif) et le déficit naturel des naissances par rapport aux décès (7 000 naissances pour 10 000 décès par an). La population régionale aurait encore diminué de 0,7 % entre 1982 et 1988, avec en plus des déséquilibres intrarégionaux accrus.

L'arrondissement de Limoges aurait progressé en population de 2,6 %, celui de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), la seconde ville de la région, de 1,7 % et tous les autres auraient plus ou moins fortement régressé ; le plus touché étant celui d'Ussel (Corrèze, le fief de Jacques Chirac), avec une diminution de 6 % de sa population.

RHONE-ALPES

Une autoroute dernier cri

Mise en service le 20 décembre, à la veille des départs en vacances, la section Sylans-Châtillon-de-Michaille de l'autoroute A 40 achève, ou presque, la voie rapide que le président de la République avait appelée *« l'autoroute des Titans »*.

Longue de 13 kilomètres, la dernière section de l'A 40 accumule les réalisations techniques spectaculaires : sept viaducs et deux tunnels à quatre voies, soit près de la moitié du parcours en ouvrages d'art, viennent s'ajouter au tunnel de Chamoise (long de 3,3 kilomètres) et au viaduc de Nantua-Neyrolles (d'une longueur de 1 860 mètres) qui précèdent juste cette dernière tranche de l'autoroute.

Le coût de réalisation des 13 kilomètres atteint 1 802 millions de francs. L'ensemble du secteur de franchissement du Jura a été évalué à 140 millions de francs du kilomètre, ce qui fait de l'A 40 l'autoroute la plus chère de France. Les ingénieurs et techniciens ont multiplié les prouesses et mis au point, ou poussé à l'extrême, des solutions techniques inédites. Les plus grands noms du bâtiment et des travaux publics ont participé à la construction de cette autoroute, dont l'intégration dans l'environnement a été particulièrement soignée.

Des caméras surveillent l'ouvrage en permanence : comme les panneaux indicateurs, capteurs lumineux et électroniques, elles sont reliées au PC central de Saint-Martin-du-Fresne (Ain), un poste ultramoderne qui veille à la fluidité du trafic, aux conditions météorologiques et à la sécurité sur l'ensemble du parcours.

L'achèvement du tronçon Sylans-Châtillon-de-Michaille va supprimer les traditionnels bouchons de Nantua sur la route des Alpes et des vacances, au grand soulagement des riverains. Il ouvre aussi une nouvelle continuité autoroutière entre Lyon et Genève, plus courte et moins chère que les trajets jusqu'alors empruntés par les usagers.

Air France raccorde la province à New-York

La compagnie Air France propose de nouvelles liaisons directes entre plusieurs métropoles régionales françaises et New-York. Il s'agit, dans l'esprit des dirigeants d'Air France, de participer au développement régional mais aussi de s'inscrire, sans attendre 1993, dans la perspective du grand marché européen, en s'efforçant de conquérir une part des marchés périphériques à partir de plates-formes aéroportuaires proches des frontières.

Deux nouvelles liaisons ont été mises en place à destination de New-York (aéroport Kennedy) à partir de quatre villes françaises : Lille, Lyon, Mulhouse et Strasbourg. Pour disposer de marchés potentiels équilibrés, Air France a choisi de coupler Mulhouse et Lille d'une part, Strasbourg et Lyon d'autre part. La ligne Strasbourg-Lyon-New-York fonctionne deux fois par semaine, les jeudis et dimanches ; la liaison Mulhouse-Lille-New-York, une fois par semaine (le vendredi) jusqu'au 8 janvier prochain. A compter de cette date, un second vol hebdomadaire viendra s'ajouter à cette desserte le lundi.

« Lille, Mulhouse, Strasbourg sont pour nous des plates-formes européennes », explique M. Camille Allaz, directeur général adjoint (affaires commerciales) d'Air France, à partir desquelles la compagnie espère drainer une clientèle venue de Belgique pour Lille, d'Allemagne pour Strasbourg, d'Allemagne également et de Suisse pour Mulhouse. A la fin de l'année prochaine, Nice et l'Italie toute proche s'ajouteront à cette liste : la liaison Nice-New-York directe, jusqu'à présent saisonnière, fonctionnera en effet toute l'année après la mise en service de nouveaux appareils.

Air France a déjà réussi ce pari avec le fret à partir de Mulhouse. Depuis un an, elle assure une liaison hebdomadaire vers New-York, alimentée notamment par la Suisse (80 % du tonnage transporté).

JEAN-RENÉ LORE

BIBLIOGRAPHIE

« Les Collectivités locales », de Bruno Rémond et Jacques Blanc

Un bilan de la décentralisation

L'histoire de la démocratie est jalonnée de grandes questions qui, les unes, séparent radicalement et parfois très vigoureusement les différentes sensibilités politiques, les autres, les rassemblent et les conduisent à agir conjointement au-delà des clivages partisans.

La réforme de la décentralisation impulsée en France à partir de 1982 fait partie de cette seconde catégorie. Après bientôt huit années de pratique, les élus locaux, certes avec des nuances, semblent grandement d'accord pour estimer que le bilan de la décentralisation est positif et qu'il faut poursuivre ce qui a été engagé. De son côté, le gouvernement s'apprête à déposer un projet de loi visant à aller plus loin dans le sens des réformes déjà accomplies.

Dans un tel contexte, toute étude concernant les collectivités locales ne peut donc que susciter l'intérêt. Surtout lorsqu'elle choisit le pouvoir comme grille d'analyse et que les auteurs ont entendu, de surcroît, travailler dans la perspective d'une évaluation des principes et des pratiques de la décentralisation. Telle est en effet la voie empruntée, dans leur dernier ouvrage, par Bruno Rémond et Jacques Blanc, enseignants à l'Institut d'études politiques de Paris mais également praticiens.

Outre un bilan des cheminements ayant conduit à la date-clé du 2 mars 1982, les auteurs étudient dans le détail les mutations « par rafales » qui se sont succédées par la suite, et dont ils estiment qu'elles sont à l'origine de profonds bouleversements dans les pratiques des acteurs locaux. La démarche d'ensemble de Bruno Rémond et Jacques Blanc consiste ainsi à suivre et décrire, dans l'espace et dans le temps, les différents circuits administratifs, juridiques, financiers du pouvoir local, ce qui permet de mieux prendre la mesure de la réalité de celui-ci et de la portée des changements intervenus.

A travers cet éclairage original, c'est une véritable photographie de la commune, du département, de la région, qui nous est donnée. Les contrastes ressortent avec éclat : par exemple, pour les communes, cette inadéquation entre un statut juridique quasiment uniforme et une extraordinaire diversité de situations. Sauf évidemment à parier sur les vertus de la coopération intercommunale – au demeurant fragile – ou, voie plus drastique, à envisager une refonte de la carte communale – politiquement difficile à mettre en œuvre, – force est de constater que l'ensemble de ces collectivités de base forme un système relativement imprévisible.

Une nouvelle collectivité de plein exercice

Prenant leurs distances par rapport à une thèse largement répandue, les auteurs estiment que, si le département a connu des mutations très importantes, l'événement majeur de la décentralisation réside bien davantage dans la place faite à la région, hissée au rang de collectivité territoriale de plein exercice. Face à l'ouverture européenne, ils estiment qu'il convient non pas tant de restructurer la carte régionale que d'accroître les compétences des régions et de les rendre plus autonomes encore.

Un autre aspect fondamental, et particulièrement sensible, de la réalité du pouvoir local, le pouvoir financier, fait l'objet de longs développements. Des éléments nouveaux apportent dans ce domaine une véritable révolution : la banalisation du crédit, la diversification et la sophistification des produits proposés, la question du maintien ou de la suppression de l'actuelle obligation du dépôt des fonds au Trésor... tout cela du fait de l'ouverture des marchés de capitaux européens et, plus généralement, de l'intérêt croissant porté par les institutions financières aux collectivités territoriales.

De même, le sujet très discuté du développement économique local est fort bien abordé par le biais du plan et de la région, et des moyens juridiques d'intervention économique dont disposent les collectivités locales. On pourra peut-être regretter que les auteurs n'aient pas cru devoir intégrer dans cette analyse les multiples partenariats publics-privés qui se nouent de plus en plus souvent aujourd'hui. De même, il est dommage que n'aient pas été évoqués ces phénomènes de compétitivité que l'on constate actuellement entre régions, mais aussi entre grandes métropoles, et qui participent aussi bien des réformes votées depuis 1982 que de l'évolution générale de l'environnement international. Ces solidarités et ces concurrences nouvelles ne peuvent que compliquer davantage une réalité locale déjà passablement complexe.

Bruno Rémond et Jacques Blanc ont très certainement raison lorsqu'ils font observer qu'une telle évaluation, au fond, ne peut se faire que cas par cas, en fonction de l'utilisation par chaque collectivité de sa nouvelle liberté d'action. Il n'empêche qu'une vue d'ensemble de la décentralisation sera toujours un préalable nécessaire. Et, de ce point de vue, cet ouvrage restera sans aucun doute un livre de référence.

MICHEL BOUVIER
Directeur de la Revue française de finances publiques

▶ **Bruno Rémond, Jacques Blanc : *les Collectivités locales,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Dalloz, 1989, 433 p., 196 F.**

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Étienne Banzet, Alexis Boddaert, Georges Chatain, Laurent Guigon.

Coordination : Jacques-François Simon.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Mettant en œuvre son plan d'assainissement

La Pologne augmente les prix de l'énergie et dévalue de 31,5 % le zloty

Appliquant progressivement le plan de stabilisation de l'économie polonaise, annoncé le 17 décembre à la Diète par le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, les pouvoirs publics ont mis en œuvre dès le 1er janvier de très fortes hausses des prix de l'énergie, dont beaucoup ont sextuplé (électricité, gaz domestique, chauffage central et eau chaude). En annonçant ces relèvements, le ministère des finances a indiqué que les nouveaux prix de vente étaient encore inférieurs aux prix de revient, les prix du charbon, dont l'extraction est maintenant beaucoup moins subventionnée, ayant eux-mêmes augmenté très fortement.

Ces hausses font suite à d'autres augmentations récentes qui ont touché les postes, les transports long parcours, les automobiles... Cette politique avait été expliquée par le gouvernement à la mi-décembre : revenir peu à peu à une certaine vérité des prix en faisant disparaître les subventions et en laissant jouer les règles du marché.

C'est la même logique, préconisée par le Fonds monétaire international, dont dépend l'obtention de crédits nouveaux, qui explique la nouvelle et forte dévaluation du zloty décidée par la banque nationale, le 1er janvier. Le dollar est ainsi passé de 6 500 zlotys à 9 500 zlotys, s'appréciant de 46 %, tandis que la monnaie polonaise était, elle, dévaluée de 31,5 %. Cette nouvelle dépréciation du zloty, la onzième depuis la formation du gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, a pour but de rapprocher son cours de ceux du marché libre afin d'arriver à terme à la convertibilité et à la libéralisation du commerce extérieur.

Cette marche en avant vers les règles de l'économie de marché aura – a déjà – un lourd coût social, que les autorités polonaises n'ont pas caché à la population. *« Il est impératif d'agir vite et de façon radicale »* avait déclaré, le mois dernier, M. Balcerowicz, avec l'accord total de M. Mazowiecki mais aussi de M. Walesa, qui dès le 16 décembre à Gdansk avait demandé aux Polonais de ne pas se révolter contre les mesures gouvernementales, aussi dures soient-elles. Ce serait la plus grande tragédie pour la Pologne, avait ajouté en substance le président de Solidarité.

Réunion des chefs d'Etat aux îles Galapagos

Les nations du pacte andin se prononcent pour la création d'un véritable marché commun

A l'occasion du sommet qui s'est tenu fin décembre dans les îles Galapagos en Equateur, les chefs d'Etat des cinq pays membres du pacte andin (en Bolivie, Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela) se sont prononcés pour la création d'un véritable marché commun andin d'ici à 1995. Une manière de terminer sur une note un peu plus optimiste l'année du vingtième anniversaire de cette organisation et de se stimuler pour aborder la nouvelle décennie.

Principale décision de la réunion des Galapagos, l'approbation d'un *« plan stratégique »* pour la mise en place d'un grand marché et la réalisation accélérée d'un programme de libéralisation commerciale dans la région en 1995. Ce plan doit permettre de *« renforcer les accords mutuels afin de parvenir rapidement à la réalisation d'un espace économique andin qui doit s'inscrire dans le nouveau contexte international »*. Dans leur déclaration conjointe, les cinq présidents estiment que la rencontre des Galapagos *« marque une étape historique dans le processus d'intégration, qui pourrait être la plus importante depuis la signature de l'accord de Carthagène en mai 1969 »*.

En tout cas, le pacte andin est encore loin des premiers objectifs qu'il s'était fixés et qui devaient théoriquement déjà être atteints au 31 décembre 1980 : mise en place d'une union douanière ; programmation commune du développement industriel ; régime unique à l'égard des capitaux étrangers.

Le protocole de Quito

En dépit des succès initialement obtenus dans les domaines de la libre circulation des produits et de l'application d'un tarif extérieur commun minimum, le groupe andin est divisé depuis 1974 par l'interprétation à donner au régime commun à l'égard des investissemens étrangers. C'est d'ailleurs cette querelle qui avait servi de prétexte au Chili du général Pinochet pour se retirer de la zone en 1976.

Depuis la signature du protocole de Quito en 1987, chaque membre est libre d'élaborer sa propre législation sur les investisements étrangers. En même temps, l'approche globale s'est modifiée : partant d'une rigueur qui se voulait contraignante envers les pays extérieurs à la zone, les membres penchent aujourd'hui pour plus de souplesse. Ils suggèrent notamment de lever tous les obstacles que l'un ou l'autre d'entre eux serait enclin à poser au programme commun de libéralisation commerciale.

Pour les dirigeants économiques des pays du pacte, la responsabilité de ces échecs relatifs incombe au premier chef aux bailleurs de fonds étrangers, qui retirent d'importants bénéfices de leurs investissements en négligeant de réinvestir sur place. Pourtant, à en croire les propres statistiques du pacte andin, de 1971 à fin 1988, les fonds investis sont passés de 3,3 milliards de dollars à 8,9 milliards. Il n'empêche que ces soutiens extérieurs ne suffisent pas à remettre en marche des machines économiques grippées, aux prises avec un endettement croissant.

Dans l'immédiat, les membres du pacte andin étudient la possibilité d'introduire un passeport et des papiers d'identité communs aux cinq pays, en attendant de mettre en œuvre de nouveaux moyens pour dégager leur économie de l'enlisement.

JEAN-CLAUDE BUHRER

INDUSTRIE

Alors que la domination japonaise s'affirme inexorablement

Le coréen Samsung devient le treizième producteur mondial de semi-conducteurs

Mauvais cru pour l'industrie mondiale des semi-conducteurs, qui a progressé à petite vitesse en 1989. Pour la seconde année consécutive, Samsung crée l'événement en gagnant cinq places dans le palmarès de Dataquest – dont il était absent il y a deux ans – pour se hisser au treizième rang mondial. Tandis que les positions américaines continuaient de s'éroder, Japonais et Européens ont maintenu les leurs l'an passé.

Comme prévu, 1989 aura été difficile pour l'industrie mondiale des semi-conducteurs : pénalisée par la crise de l'informatique – son plus gros débouché, – elle n'affiche qu'une croissance de 10 %, très inférieure à celle de 1988 (33 %) et de 1987 (23 %), selon les chiffres annuels que l'institut Dataquest, référence en la matière, doit rendre publics en ce début du mois de janvier.

Les lignes de force constatées l'an passé n'ont guère évolué en un an : avec des ventes en hausse de 6 % seulement, le lent affaiblissement des Américains s'est confirmé, leur part de marché tombant à 35,4 % (à comparer avec 37 % en 1988 et 39 % en 1987). A l'inverse, la domination japonaise s'est confirmée : ils occupaient pour la première fois en 1988 la moitié du marché mondial. L'année suivante, cette position était montée à 51,3 %. Déception, en revanche, pour l'Europe, qui tombe sous la barre symbolique des 10 % pour ne plus occuper que 9,7 % du marché mondial (10 % un an plus tôt, 11 % en 1987).

Les compagnies de la zone Asie-Pacifique, bien que venant de très loin, gagnent du terrain pour ravir une part de marché de 3,6 % (3 % auparavant) grâce à une croissance de 43 % de leurs ventes. Comme l'an passé, cette émergence reflète la percée spectaculaire du coréen Samsung : encore absent il y a deux ans du palmarès des vingt premiers producteurs mondiaux, il s'était hissé en 1988 à la dix-huitième place, affichant une hausse de ses ventes de 176 %. Il a confirmé cette performance en 1989, bondissant à la... treizième place, grâce à des ventes en hausse de 42 %, dépassant largement le seuil symbolique du milliard de dollars de chiffre d'affaires. Samsung occupe désormais 2,3 % du marché mondial, talonnant le tandem franco-italien SGS-Thomson.

Un seul européen dans les dix premiers

Renforcé à la suite de plusieurs acquisitions, dont la plus importante a été celle de l'anglais Inmos, SGS-Thomson affiche un joli taux de croissance (de 20 %, le double de la moyenne mondiale) et conserve le douzième rang mondial. Dans le peloton des dix premiers, on ne trouve plus qu'un européen : le néerlandais Philips, qui conserve son placement malgré des ventes en baisse de 3 %. L'allemand Siemens, qui avait connu en 1988 un brusque accès de faiblesse, *affiche la plus belle croissance de ce classement : + 52 %*. Il regagne donc cinq places, pour se hisser au quinzième rang...

Illustration ensuite du recul américain : Texas Instruments et Intel – deux figures de proue – perdent une place dans le hit-parade mondial, rétrogradant respectivement à la sixième et à la huitième position, au profit, dans les deux cas, de producteurs japonais. De même, le numéro un mondial des télécommunications, l'américain ATT (American Telegraph and Telephone) risque de sortir du peloton de tête puisqu'il n'occupe plus que la vingtième place et affiche une croissance de 2 % seulement de ses ventes. Aucun changement, en revanche, en tête du tableau d'honneur : NEC, Toshiba et Hitachi se partagent les trois premiers prix, occupant à eux trois... un quart du marché mondial. Autrement dit, si un semi-conducteur sur deux vendu dans le monde est nippon, un sur quatre est fabriqué par l'un de ces trois industriels japonais.

A noter, également, la forte concentration de cette industrie : les dix premiers producteurs mondiaux occupent 56,4 % du marché mondial et les vingt premiers 73,8 %. Seuls les plus gros pourront survivre, en raison des frais de recherche-développement que requiert le secteur : le chiffre d'affaires du numéro un mondial, NEC, approche les 5 milliards de dollars, soit près de 30 milliards de francs...

FRANÇOISE VAYSSE

REPÈRES

PRODUCTION INDUSTRIELLE
Hausse de 5,2 % en un an en France

L'indice mensuel de la production industrielle en France, calculé par l'INSEE, a augmenté de 1,1 % en octobre par rapport à septembre, passant d'un mois à l'autre de 112,3 à 113,5 sur la base 100 en 1980 après correction des variations saisonnières. En un an (octobre 1989 comparé à octobre 1988), la progression est de 5,2 %. La production des biens intermédiaires augmente de 5 %, celle des biens d'équipement professionnel de 4,4 %, celle des biens de consommation courante de 7,3 %. Quant à la production automobile, elle progresse de 8 %. C'est le bâtiment et les travaux publics qui connaissent la croissance la moins vive avec + 3 %.

DETTE
La RFA allège la charge du Sénégal

La RFA a annulé une partie de ses créances sur le Sénégal, en transformant en subventions, 1,1 milliard de francs de prêts consentis entre 1968 et 1982. En fait, en tenant compte des intérêts dus, la RFA renonce à 1,4 milliard de francs. L'annulation porte sur quarante-trois accords qui concernent l'hydraulique, l'industrie, l'habitat, l'agriculture, l'environnement. – *(AFP.)*

INSOLITE

Le feu à la friterie

Triste fin d'année pour le numéro un mondial de la frite surgelée, le groupe agroalimentaire canadien McCain Foods. Un incendie a détruit, dimanche 31 décembre, une bonne partie des installations du groupe, situées à Florenceville, dans la province du Nouveau-Brunswick, dans l'Est canadien, provoquant plusieurs millions de dollars de dégâts matériels.

Le plus grave est que cet incendie s'est déclaré dans un bâtiment, adjacent à l'usine, qui abritait les entrepôts frigorifiques. L'intervention des sapeurs-pompiers *« a été rendue très difficile par un froid intense qui a fait éclater bon nombre de tuyaux d'arrosage »*, note l'AFP. Presque une histoire belge, en quelque sorte.

EN BREF

□ **Une filiale de KKR en cessation de paiement.** – Hillsboroughholdings Corporation, filiale de la firme d'investissement Kohlberg, Kravis, Roberts and Co (KKR) spécialisée dans le rachat de firmes par effet de levier *(leverage management buy out)*, a demandé à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites après le rejet par ses actionnaires d'un plan de restructuration. C'est la première société contrôlée par KKR qui se trouve en situation de cessation de paiement, ce qui ne manquera pas d'intéresser les investisseurs détenant des «junk bonds». En effet, KKR a émis nombre de ces obligations risquées mais offrant un rendement élevé au cours de ces trois dernières années afin de financer ses achats de société. Hillsborough avait été formée par KKR en 1988 pour effectuer le rachat pour 2,4 milliards de dollars (environ 14,4 milliards de francs) de Jim Walter Corporation, un groupe américain de matériaux de construction que KKR a revendu ensuite.

□ **Ciments français veut accroître sa part dans une entreprise espagnole.** – Le groupe Ciments français a présenté une demande pour lancer une OPA sur 10 % du capital de la société espagnole Financiera Y Minera (cimenterie, carrières de granulats), dont il détient déjà 24 % (*le Monde* du 3 octobre), selon des informations recueillies, samedi 30 décembre, de source boursière à Madrid par l'AFP. Le coût de l'OPA pourrait atteindre 7 milliards de pesetas (350 millions de francs). Le groupe français est prêt à payer 10 500 pesetas (525 francs) par action Financiera Y Minerva, dont le dernier cours de clôture était de 8 300 pesetas, selon la même source. A la suite de plusieurs opérations (prise de participation dans Cementos Molins, prise de contrôle de Cementos Rezola et entrée dans le capital de Financiera Y Minerva), Ciments français détient près de 10 % du marché cimentier espagnol.

□ **Northwest Airlines brave les menaces d'attentat.** – Le DC-10 de la compagnie américaine Northwest Airlines, qui avait fait l'objet d'une menace d'attentat, a effectué sans encombre, le samedi 30 décembre, le vol Paris-Detroit. Pour la première fois, une compagnie avait rendu publique l'annonce qui lui était parvenue d'un attentat possible en raison de la condamnation, en Suède, de deux terroristes palestiniens (*le Monde* du 30 décembre). Northwest avait proposé à ses passagers de leur rembourser leur billet ou de les inscrire sur un autre vol. Cent cinq d'entre eux ont accepté cette offre : l'appareil, qui peut transporter 284 personnes, a décollé avec 22 passagers et 9 membres d'équipage.

□ **Collisions d'avions dans le Pacifique : neuf morts et un disparu.** – Deux Cessna transportant des touristes japonais se sont heurtés en vol, le 30 décembre, au dessus des chutes de Sutherland, en Nouvelle-Zélande. L'un des deux appareils a pu se poser sans encombre, mais le deuxième s'est abîmé en mer, tuant six passagers et le pilote. D'autre part, deux avions de tourisme sont entrés en collision, le même jour, au large de Tahiti (Polynésie française). Deux corps ont été repêchés, mais l'un des pilotes est porté disparu. – *(AFP, Reuter.)*

□ **M. de La Genière « financier de l'année ».** – M. Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, a été désigné « financier de l'année 1989 » par un jury de deux mille cinq cents professionnels constitué par l'Association des docteurs ès sciences économiques (ANDESE). Ce prix, annoncé le vendredi 29 décembre, récompense *« la personnalité française ayant le plus contribué au développement des activités fiancières de l'année écoulée »*. Outre M. de La Genière, la liste des personnalités présélectionnées par trois cents reponsables de l'économie et des finances comprenait MM. Jean-François Hénin (Thomson-CSF Finance), André Lévy-Lang (Compagnie bancaire), Jean Peyrelevade (UAP) et Marc Viénot (Société générale).

□ **Réforme fiscale en Tunisie.** – La Tunisie allège ses taux d'imposition en adoptant à la fin de la semaine dernière une réforme fiscale importante. Le taux maximal de l'impôt sur le revenu a été ramené de 65 % à 35 %. Cet allégement a été décidé pour tenter d'enrayer une fraude presque systématique, due, semble-t-il, à une pression fiscale trop forte sur les revenus élevés. D'autre part, le taux de l'impôt sur les sociétés sera de 35 % dans les secteurs du commerce, de l'industrie, du transport et du tourisme, et de 10 % dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'artisanat. La Tunisie avait adopté la TVA au début de juillet 1988 avec trois taux : 6 %, 17 % et 29 %). – *(AFP.)*

SOCIAL

Ancien dirigeant de la CFDT

M. Pierre Héritier souhaite la constitution d'une centrale syndicale « unitaire »

Dans un article que vient de publier *la Nouvelle Revue socialiste*, M. Pierre Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, où il représentait la sensibilité de gauche, préconise *« un grand chambardement »* du mouvement syndical, qui est *« loin d'être sorti du tunnel »*. M. Héritier doute que *« la constitution d'un syndicalisme fort et indépendant puisse être l'œuvre de l'une des confédérations »*. Tablant sur *« la volonté unitaire des salariés »*, il estime que *« le ressort d'un renouveau syndical passe incontestablement par un processus d'unification qui ne doit* a priori, *exclure personne »*.

« L'avenir passe incontestablement, affirme M. Héritier, *par la constitution d'une centrale unitaire, indépendante, démocratique, ancrée de fait à gauche par le choix des valeurs et des références qui constituent un patrimoine commun à la majeure partie du salariat »*. Récusant tout modèle social-démocrate ou léniniste, il estime que l'unification ne viendra ni des appareils – qui ont *« tous tendance à résister »* – ni d'une démarche institutionnelle, mais d'une mobilisation des salariés. *« En définitive*, conclut-il, *c'est le mouvement social lui-même qui sera déterminant... mais il ne se déterminera pas si l'idée n'est pas explicitée publiquement, si la discussion n'est pas publique, si la voie n'est pas explorée à tous les niveaux. »*

AGRICULTURE

M. Mellick recevra les conchyliculteurs de l'étang de Thau

Lassés de la lenteur avec laquelle sont distribuées les aides qui leur ont été promises pour compenser l'interdiction de la vente de leurs coquillages, les conchyliculteurs de l'étang de Thau ont paralysé, samedi 30 décembre, le trafic ferroviaire à la hauteur d'Agde (Hérault) pendant trois heures et occupé les mairies de Mèze, Loupian, Marseillan et Bouzigues. Les maires des communes concernées ont demandé une entrevue au président de la République pour l'entretenir de la situation dramatique de cette profession empêchée de commercialiser ses produits, depuis le 14 décembre, en raison de la présence de salmonelles.

A la demande de la présidence de la République et de M. Lionel Jospin, qui assure l'intérim du premier ministre, M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, recevra, le 3 janvier, les élus et les représentants des conchyliculteurs. Il rappellera les mesures d'urgence adoptées le 22 décembre à leur intention : exonération des charges sociales et aménagements fiscaux ; allocation de chômage partiel pour les salariés ; remboursements différés des prêts ; avances gratuites ; remise à niveau de l'activité conchylicole grâce à une subvention de 7,5 millions de francs.

TRANSPORTS

Vive progression du trafic du port de Rotterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

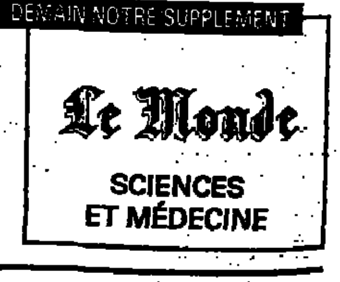
1989 a été « une année record » pour le port de Rotterdam, où 292 millions de tonnes de marchandises ont été reçues et traitées. Ce tonnage reflète, pour la deuxième année consécutive, une progression de 7 % de l'activité du port néerlandais.

La hausse du trafic a été la plus marquée (+ 18 %) dans le secteur des produits pétroliers, dont les importations ont sensiblement augmenté. Avec 126 millions de tonnes, ces produits constituent toujours la plus grosse partie du trafic portuaire. De bons résultats ont également été enregistrés dans le secteur des minerais.

Les douze mois écoulés ont encore été caractérisés par un accroissement sensible du trafic des biens de consommation et des produits manufacturés. Les marchandises transportées en conteneurs ont représenté 38,4 millions de tonnes (+ 11 %) et celles livrées dans d'autres conditionnements (en « vrac ») ont enregistré une évolution équivalente.

La seule contre-performance est à noter dans le secteur des matières agricoles (céréales, oléagineux, alimentation animale), qui n'a totalisé qu'un peu plus de 20 millions de tonnes.

CHRISTIAN CHARTIER



ÉCONOMIE

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Doit-on avoir peur de l'avenir ?

QU'APRÈS les extraordinaires événements qui ont marqué, en Europe centrale et en Europe de l'Est, le dernier trimestre de 1989, on entre dans la nouvelle année avec un sentiment d'incertitude peut se comprendre. *Mais la crainte devrait* n'y *avoir* aucune part, en tout cas aucune part importante.

Ce qui *s'est passé là-bas, grâce au* courage de peuples recrus d'épreuves et grâce au consentement de Mikhaïl Gorbatchev, débouche sur une promesse d'ordre, et il dépendra beaucoup de nous que celle-ci se réalise. Ce n'était pas le cas dans l'Europe d'avant la démocratisation de la Pologne et de la Hongrie, l'ouverture du mur de Berlin, le retour à une vie politique et à la liberté en Tchécoslovaquie, la chute de la dévastatrice et grotesque dictature de Ceausescu. C'était l'impuissance, une tragique impuissance, qui régnait alors sur le Vieux Continent, sous le couvert d'une division *nette et tranchée entre* deux blocs militaires.

Entre ces deux blocs, la France, pour faire entendre sa voix, risquait de s'enfermer dans un jeu diplomatico-militaire qui, à la longue, pouvait devenir totalement stérile. En appeler à l'indépendance *« vis-à-vis des superpuissances »*, et notamment des Etats-Unis tant que la RFA tient sa place de bon élève atlantique : se rapprocher des *Anglo-Saxons et de l'Alliance alors que* les Allemands, sur des indices incontrôlables, sont soupçonnés de velléités neutralistes ou simplement de ne pas assez oublier leur droit de réunification.

La Realpolitik dérivée d'un gaullisme désincarné menaçait de se muer en pure *abstraction, puisqu'il était entendu, par* hypothèse, que rien ne viendrait, à vue humaine, bouleverser les *« réalités issues de la deuxième guerre mondiale »*.

Quelle pouvait être au bout du chemin la « grandeur » d'une politique qui, en faits sinon en paroles, s'est, au fil des ans, de plus en plus coupée des perspectives que, gratuitement ou pas (personne ne le saura jamais), de Gaulle avait grandes ouvertes en parlant d'une *« Europe européenne » destinée à* s'étendre un jour jusqu'à l'Oural ? La grandeur et la mission spéciale de la France, rappelée à l'envi — et de cela on doit leur savoir gré — par nos gouvernants peuvent-elles reposer sur l'accommodation à un *statu quo* par ailleurs inacceptable au regard du droit hautement et justement proclamé, à Paris, des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Il est vrai que le changement d'échelle qu'implique brusquement l'ouverture des pays du centre et de l'Est de l'Europe ouvre le jeu, mais *simultanément il donne prise sur la réalité*. Il serait déplorable que la France, par la voix et les actes de ses représentants officiels, paraisse se préoccuper d'abord et avant tout de son désir de préserver coûte que coûte son pré carré.

C'est ici, disons-le sans ambages, que la passion renouvelée pour l'« intégration » de l'Europe communautaire, c'est-à-dire jusqu'à un nouvel ordre (repoussé à une date indéterminée), pour l'intégration d'une partie de l'Europe occidentale (les Douze dans dans leurs frontières actuelles), apparaît sinon *suspecte, du moins trop circonstancielle pour ne pas conduire* à des impasses.

On a dit plus haut que l'avancée de la démocratie dans les pays d'Europe centrale, l'aspiration de ces peuples à la liberté *d'expression, de lecture, de contacts avec les étrangers, leur aspiration* aussi à une vie matérielle décente, elle-même ouverte sur le monde extérieur (les ouvriers hongrois en ont probablement assez d'avoir à choisir, *pour* leurs vacances, entre quelques stations de demi-montagne ou le lac Balaton), bref, que cet extraordinaire bouillonnement portait en lui des promesses d'ordre et que nous pouvions puissamment contribuer à leur réalisation.

Une première chose est certaine et incline à l'optimisme : les reculs *déjà* enregistrés de *l'ancien régime, s'ils ne créent pas ipso facto* — il s'en faut de beaucoup — la prospérité et la bonne entente entre des nations en train de se relever de leur longue prostration, mettent déjà fin à une forme de désordre particulièrement intolérable.

Non seulement les démocraties qui s'étaient qualifiées de populaires avaient instauré un régime voué par sa nature à engendrer la régression économique, et *cela sans compensation (la pollution, la* corruption, l'annihilation du sens critique *sont encore beaucoup plus graves à l'Est qu'à l'Ouest*), mais en vertu du rôle dirigeant dévolu au Parti communiste elles bloquaient toutes possibilités de réformes sérieuses.

TANT par son potentiel propre que par son appartenance à la nation *allemande, la RDA est sans* doute la mieux placée pour obtenir le plus rapidement l'afflux massif de capitaux qu'exigerait le développement de ce pays s'il est prêt à prendre *les* mesures radicales qui s'imposent (rétablissement de la propriété privée, stricte rigueur bugétaire, stabilisation de la monnaie).

Ajoutons ceci en passant, bien que la remarque soit essentielle : si les condi*tions ne sont pas ainsi préparées par la* RDA pour accueillir les capitaux de l'extérieur, c'est-à-dire en fait les capitaux ouest-allemands, elle se videra, comme c'était *déjà le cas avant la* construction du mur en 1961, de ses habitants les plus actifs. Ceux-ci *iront* chercher du travail en RFA, là où les capitaux peuvent s'investir pour leur créer des postes de travail.

A supposer — ce qui est souhaitable — que ce soit la première option qui soit choisie par les futurs dirigeants de la RDA à la suite des élections promises pour le printemps, sa mise en œuvre ne pourra s'opérer qu'en étroite coopération avec *la* RFA, gouvernement, industriel, et banques. Les partenaires de la RFA au sein de la Communauté, et en particulier la France, en prendront-ils ombrage au point d'essayer de freiner le mouvement sous le prétexte que les engagements en faveur du grand marché unique « intégré » sont prioritaires ?

Si tel devait être le cas, ce serait prendre une lourde responsabilité à la fois vis-à-vis des pays de l'Est et vis-à-vis de la Communauté. En ce qui concerne les premiers, la raison en est évidente : tous ont besoin que des résultats soient le plus vite possible obtenus pour prouver que la voie difficile des réformes radicales est la plus efficace.

A l'égard de la Communauté, c'est tout un réexamen de sa fonction, de ses possibilités réelles, des sources véritables de son pouvoir d'attraction, qui *s'impose après la formidable campagne* de propagande entreprise par Jacques Delors et son équipe pour faire croire — peut-être le croient-ils eux-mêmes — que la prospérité des Européens exige la mise en œuvre accélérée d'une union économique et monétaire, impossible à définir clairement en l'absence de la création d'un super-Etat fédéral ouest-européen mais dont on sait seulement qu'en attendant elle consisterait à don*ner à chaque pays membre le droit de* mettre le nez dans les affaires du voisin. En d'autres termes, une recette infaillible pour semer la discorde.

La France a mieux à faire qu'à se poser en champion tardif d'une « intégration » dont elle serait la première, on le sait bien, à discuter les conséquences pour peu que ces dernières ne soient pas les avantages politiques qu'elle en attend.

C'EST *la France qui a inventé pour* l'Europe la notion, ô combien féconde et réaliste ! de Communauté. Celle-ci n'implique pas la renonciation par chaque peuple de son existence en tant que nation (ne pas soutenir l'effort de leurs frères de l'Est équivaudrait pour la RFA à une telle renonciation). Elle consiste à faire obligation aux pays membres de favoriser leurs intérêts communs (lesquels sont évidents et considérables) et de ne plus se traiter mutuellement en « monstres froids ».

Plus que jamais, l'Europe qui s'élargit a besoin d'une structure souple d'accueil. En « fédéralisant » le traité de Rome, on lui retirera un atout décisif. C'est des révolutions politiques et nationales qui viennent de mobiliser des foules à Varsovie, à Budapest, à Berlin, à Leipzig, à Prague, à Bucarest. Rien qui cadre mieux avec la pensée française. Mais ces révolutions politiques et nationales sont au service d'une aspiration plus générale, celle d'avoir les mêmes chances que les Européens de l'Ouest, de vivre avec eux aussi bien qu'eux.

C'était aussi pour cette raison qu'après la mort de Franco les Espagnols étaient si impatients de rentrer dans le Marché commun. C'était pour eux une façon d'exorciser à tout jamais le souvenir de la guerre civile, le *« plus jamais ça »* qu'on ne cesse de répéter aussi en Allemagne. La mission politique de la Communauté, c'est là qu'il faut la *chercher*.



Le Monde

Le financement des partis politiques

Le RPR renonce à saisir le Conseil constitutionnel

Après ses décisions sur la loi de finances pour 1990 et le collectif budgétaire *(le Monde* daté 31 décembre et 1er janvier), le Conseil constitutionnel doit examiner huit autres textes adoptés au cours de la session parlementaire qui vient de s'achever. C'est, bien entendu, l'appréciation qu'il portera sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, et donc sur l'amnistie des délits politico-financiers qui est le plus attendue.

Les grands mouvements de menton, au nom de la vertu outragée, ont fait place, au fil des jours, à la passivité, parfois même à la complicité. Au printemps, l'opposition, toutes tendances confondues, avait clamé qu'elle ne laisserait pas les socialistes tenter d'amnistier les délits commis à propos du financement des partis politiques et des campagnes électorales. Elle était même prête, assurait-elle (puisque, pour une fois, les communistes étaient d'accord avec la droite), à renverser le gouvernement.

L'été et surtout l'automne ont calmé bien des ardeurs. A l'UDC d'abord, puis à l'UDF, il s'est trouvé des voix pour remarquer que toutes les formations politiques, tous les candidats à des élections difficiles, avaient eu besoin de recourir à des moyens de collectes financières que la loi réprouverait. Tant et si bien que, lorsque les socialistes proposèrent de rétablir l'article d'amnistie – prudemment retiré en première lecture, – ils ne furent plus seuls pour tenter de blanchir ceux qui, sans en avoir retiré un profit personnel, avaient contribué à doter les animateurs du débat politique d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Il ne restait alors, arc-boutés sur un refus de principe, que le PC et le RPR. Et encore Chez les « chiraquiens », bien des gens « raisonnables » commencèrent à expliquer que la raison, justement, pouvait commander une attitude plus prudente. Voir là une conséquence du développement de l'« affaire de Toul », qui amène la justice à s'intéresser de près à certaines sociétés financières dirigées par des amis du maire de Paris, serait certainement faire preuve de mauvais esprit !

Un député RPR, en tout cas, ne voulait pas ranger la vertu dans le tiroir des intérêts bien (ou mal) compris du parti : M. Pierre Mazeaud. Depuis des mois, il tonne contre l'amnistie, même si depuis quelque temps il a l'impression de prêcher dans le désert, y compris auprès de certains de ses « compagnons ». Il avait promis qu'il saisirait le Conseil constitutionnel. Il y tenait d'autant plus que, depuis la discussion de la première loi sur le financement des partis (celle adoptée à la fin de la « cohabitation »), il se demande si la Constitution, qui, dans son article 4 prévoit que les partis politiques *« se forment et exercent leur activité librement »*, permet un financement public des partis. Or, à l'époque, le Conseil n'avait pu trancher cette question, pas plus qu'il ne s'était prononcé sur l'amnistie, puisque nul n'avait pris le risque de lui soumettre le texte de la loi.

M. Rocard prend le relais de M. Mazeaud

Une session de rattrapage aura lieu cette fois. Mais, à son grand regret, M. Mazeaud n'y est pour rien. Pour que des parlementaires puissent saisir les gardiens de la Constitution, ils doivent être, en effet, au moins soixante. Et le député RPR n'a pas trouvé suffisamment d'amis pour l'assister dans cette démarche. Le groupe parlementaire auquel il appartient n'a fait, en tout cas, aucun effort pour l'aider. C'est, curieusement, M. Michel Rocard qui est venu à son secours.

Comme il l'avait annoncé, le premier ministre a, en effet, saisi, ès-qualités, le Conseil constitutionnel de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, selon une procédure prévue par la Constitution, mais fort peu utilisée. La logique de l'analyse juridique est ainsi respectée. Cette nouvelle législation comprend, en effet, deux textes : une loi « simple » qui inclut la disposition amnistiante, le financement des partis et des campagnes municipales et cantonales ; et une loi « organique », puisque les modalités d'élection du président de la République et des députés relèvent de ce type de texte. Or la conformité des lois organiques à la Constitution est obligatoirement contrôlée par les « sages » du Palais-Royal. Et, cette fois, les deux projets sont tellement imbriqués l'un dans l'autre qu'il est difficile d'analyser l'un sans examiner l'autre.

Les financiers occultes de la vie politique vont devoir attendre un peu avant de savoir s'ils sont « blanchis ». D'autant que le Conseil constitutionnel ne manque pas de travail dans les semaines à venir. Il a été saisi, par les députés RPR, de l'amnistie en Nouvelle-Calédonie ; par les députés UDF, des conditions d'expulsion des étrangers en situation irrégulière ; par les sénateurs RPR, de la réforme des structures agricoles ; par les sénateurs RPR ainsi que par les députés RPR et UDF, des mesures sur la Sécurité sociale.

De plus, les députés UDC contestaient la constitutionnalité de la proclamation de l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3, de la Constitution) par M. Lionel Jospin, en lieu et place de M. Rocard dont il assurait l'intérim, lors de la discussion de la loi de programmation militaire et lors de celle sur la Sécurité sociale. Sur ce dernier point, le Conseil a déjà répondu en validant la loi de finances pour 1990, considérée comme adoptée dans les mêmes conditions. La jurisprudence peut évoluer ; elle ne peut être renversée en quelques jours.

THIERRY BRÉHIER

BERLIN

Accident à la porte de Brandebourg : un mort au moins cinquante blessés

Les joyeuses retrouvailles de dizaines de milliers d'Allemands de l'Est et de l'Ouest venus fêter ensemble le Nouvel An à la porte de Brandebourg, à Berlin, ont été assombries par l'effondrement d'un écran de télévision géant, qui a coûté la vie à une personne et blessé de cinquante à trois cents autres, selon que l'on se fie aux chiffres de la police est ou ouest-berlinoise.

Des jeunes gens ivres voulant à tout prix monter sur la porte de Brandebourg ont pris d'assaut une structure légère d'aluminium soutenant un écran géant, qui s'est écroulée sous leur poids lundi 1er janvier vers 1 heure du matin. Après l'accident, les abords de la porte de Brandebourg, jonchés de débris de verre, étaient encore parcourus par des centaines de jeunes en bandes, buvant au goulot, chantant et criant.

Le jeune homme tué lors de la chute de la structure métallique n'avait pas encore été identifié lundi matin 1er janvier. La police avait en vain tenté de persuader, à l'aide de porte-voix, les jeunes de descendre de l'écran géant. *« Finalement, la structure s'est brisée net, et les gamins sont tombés les uns contre les autres de 5 mètres de haut »*, a raconté un policier. *« La fête a été gâchée par ceux qui voulaient faire du grabuge, qui sont allés jusqu'à déchirer le drapeau de RDA et ont causé des dégâts considérables sur une aile de la porte de Brandebourg »*, a regretté un autre policier est-allemand.

(AFP.)

Dans son message du 1er janvier consacré à l'écologie

Le pape lance un appel à une meilleure répartition des ressources

Pour la première fois, le pape a consacré entièrement un document au thème de l'écologie. Dans son message annuel du 1er janvier qui, pour l'Eglise catholique, est la Journée mondiale de la paix, Jean-Paul II dénonce *« l'exploitation désordonnée »* des ressources et la *« détérioration »* de la qualité de la vie, qui sont devenues des causes de déséquilibre mondial.

Le pape fait de la *« crise écologique »* un problème moral majeur, car le respect de la vie et *« l'intégrité de la création »* son en jeu. Il déplore la *« destruction incontrôlée des espèces animales et végétales »*, puis, à propos de la recherche biologique, les *« manipulations génétiques menées sans discernement »*, et ajoute-t-il, *« toutes les interventions inacceptables qui sont à l'origine même de la vie humaine »*.

Jean-Paul II appelle de ses vœux une plus grande coopération internationale pour améliorer le système de gestion des ressources car, pour lui, la plupart des déséquilibres écologiques proviennent d'une mauvaise répartition des biens : *« Il n'est pas juste*, estime-t-il, *qu'un petit nombre de privilégiés continuent à accumuler des biens superflus en dilapidant les ressources disponibles, alors que des multitudes de personnes vivent dans des conditions de misère, au niveau le plus bas de survie. »* Il appelle également la société moderne à changer son style de vie pour aller dans le sens de *« l'austérité, la tempérance, la discipline et l'esprit de sacrifice »*.

Depuis plus longtemps, les églises protestantes à travers le monde sont mobilisées sur les questions écologiques. Ainsi, à l'initiative du Conseil œcuménique des églises, (plus de trois cents églises protestantes et orthodoxes), se tiendra du 6 au 12 mars prochain à Séoul une grande conférence mondiale sur le thème de la « sauvegarde de la création », également asscocié, comme l'a fait le pape, à la justice et à la paix. A cette conférence, l'église catholique enverra une vingtaine d'observateurs.

H.T.

URSS

Violentes manifestations en Azerbaïdjan et dans l'Oural

Une foule en colère a expulsé la direction locale du Parti communiste, la police et le conseil municipal de la ville de Djalilabad, en Azerbaïdjan, après la répression brutale d'une manifestation qui a fait un mort par balle et cent cinquante blessés, ont rapporté samedi 30 décembre les journalistes locaux.

Les incidents ont débuté lors de l'intervention de la police, qui a ouvert le feu aux premières heures de la journée de vendredi contre des milliers de manifestants rassemblés devant le siège local du PC pour dénoncer les abus du pouvoir.

Cette intervention s'est soldée par la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, et cent cinquante personnes au moins ont été blessées, a déclaré à l'agence Reuter Nadjav Nadjafov, journaliste membre du Front populaire azerbaïdjanais.

Les forces de l'ordre ont alors été débordées par la foule et contraintes de prendre la fuite après avoir déposé leurs armes. Les responsables du parti et de la municipalité les ont imitées, a-t-il ajouté.

« Le pouvoir est dans les mains du peuple. Le parti, la police et les responsables locaux n'ont plus aucun pouvoir », a déclaré un autre journaliste, Nazim Ragimov, contacté à Bakou, la capitale de la République.

Manifeste conservateur à Moscou

Dans l'Oural, des milliers d'habitants de Sverdlosk ont bloqué la circulation et réclamé la démission des autorités locales lors d'une manifestation spontanée contre la pénurie de vodka pour les fêtes du Nouvel An.

La police a dû intervenir pour disperser ces consommateurs en colère qui se sont rassemblés, vendredi, sur la grand-place de la ville pour réclamer aussi des réformes politiques, a rapporté la *Komsomolskaia Pravda* en parlant de *« révolte du vin »*.

A Moscou, une dizaine de mouvements conservateurs panrusses ont d'autre part rendu publique, ce week-end, une plate-forme politique commune en vue des prochaines élections locales en République socialiste fédérative de Russie (RSFSR).

« Trop de concessions sont faites aux séparatistes et à toutes sortes de « radicaux de gauche », prêts à diviser l'Union soviétique et à brader à des « partenaires » occidentaux nos richesses nationales », affirme en préambule la plate-forme dont le quotidien *Sovietskaia Rossia* a publié des extraits.

Par ailleurs, poursuit le texte, *« pour sortir de la crise, pour lutter contre la délinquance, pour conserver l'indépendance et la puissance de la Russie soviétique, il faut une armée du peuple moderne, encadrée par un corps d'officiers de valeur, des forces de l'ordre fortes et autoritaires »*.

« L'éducation patriotique de la jeunesse doit être partie intégrante de la saine éducation nationale des futurs maîtres de la Russie », car *« la propagande occidentale est contre-indiquée à la Russie et à sa grande culture »*, ajoute le manifeste.

Pour ce qui est des relations au sein de la fédération *« en cas de sécession de n'importe quelle république de l'URSS »*, la Russie *« revendiquera sa souveraineté »* sur les territoires russes qui ont été volontairement répartis entre les républiques depuis les années 20, précisent les signataires.

A partir de 1991, la Russie soviétique devra cesser *« sa pratique vicieuse de subventions de dizaines de milliards de roubles »* visant à créer dans les autres régions *« un niveau de vie artificiel »*, souligne le texte.

Enfin, selon ce programme, la modernisation de l'économie devra aboutir à *« la délivrance de la femme de son émancipation forcée et (permettre) son retour au foyer, où elle accomplira son rôle de mère (...) et de soutien de la nation »*.

De son côté, M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a prédit que les États baltes demeureraient partie intégrante de l'Union soviétique, car la nouvelle doctrine soviétique prévoyant de laisser aux nationalités le soin de décider de leur propre avenir *« s'arrête aux frontières de l'URSS. »*

Mais il a souligné que Moscou n'avait pas l'intention d'avoir recours à la force pour réprimer les mouvements indépendantistes. – *(Reuter, AFP)*.

En Corse-du-Sud

Un hôtel entièrement détruit par une charge explosive

Installé à Sagone, à quarante kilomètres au nord d'Ajaccio (Corse-du-Sud), un hôtel, fermé l'hiver, a été entièrement détruit, samedi soir 30 décembre, par une forte charge d'explosifs. Il n'y a pas eu de victime. Il s'agit de l'Hôtel U Riposo, classé deux étoiles et comptant vingt-deux chambres sur deux étages. La charge a été évaluée à une centaine de kilos d'explosifs. Des bouteilles de gaz, dont une dizaine ont récemment été volées dans la région, ont également pu être utilisées, indiquent les gendarmes.

En l'absence d'une revendication, les enquêteurs, sans exclure aucune hypothèse, estimaient cependant, dimanche matin, que l'attentat serait plutôt une affaire de droit commun qu'une opération à caractère politique.

Les observateurs relèvent, à cet égard, que l'établissement avait déjà, plusieurs fois, été l'objet de menaces d'attentats. En outre, le fils du gérant de l'établissement, M. Jean Renouard, avait été tué le 7 août dernier à Sagone par un homme armé qui n'a jamais été retrouvé. Enfin, le précédent gérant de U Riposo, Jean Dupuis, avait été également tué, dans sa voiture, le 31 janvier 1985 à Ajaccio, de quatre balles de pistolet 11,43. Jean Dupuis, quarante-cinq ans, était membre du comité directeur de l'organisation Corse française et républicaine, et plus spécialement chargé de son service d'ordre. Les deux meurtres n'ont jamais été revendiqués.

L'hôtel, qui affichait complet l'été dernier, avait été mis en vente par son propriétaire, M. Soubié.

Ce siècle avait un an...

Avec le début des années 1990, on parle de notre entrée dans la dernière décennie du vingtième siècle. Certes, décennie veut dire une période de dix ans. Une décennie peut donc prendre n'importe quelle année comme point de départ, puis compter dix ans.

La décennie 80 aurait commencé le 1er janvier 1980 à 0 heure et se serait achevée le 1er janvier 1990 à 0 heure. Mais la dernière décennie du vingtième siècle ne commencera que le 1er janvier 1991. Quant au vingtt et unième siècle, il commencera le 1er janvier 2001 et non le 1er janvier 2000.

On oublie en effet trop souvent qu'il n'y a pas eu d'année zéro. Le début de notre ère chrétienne a été fixé arbitrairement et *a posteriori* au 1er janvier de l'an 1 à 0 heure, moment où s'est achevée l'année – 1. Un siècle ayant cent ans, le premier cycle s'est donc achevé le 1er janvier de l'an 101 à 0 heure. Un enfant né le 1er janvier de l'an 1 a eu un an le 1er janvier de l'an 2, et s'il avait vécu cent ans, aurait été centenaire le 1er janvier 101. *Le Grand Larousse encyclopédique* est formel : *« Siècle : période de cent ans numérotés de 1 à 100, de 101 à 200, de 201 à 300 etc. »*

Nous avons donc encore un an pour nous préparer à entamer la dernière décennie du vingtième siècle et onze ans avant d'arriver, le 1er janvier 2001, au vingt et unième siècle.

Y. R.

Vol chez Matisse

Cinq toiles et des dessins de Matisse, dont la valeur totale est estimée entre 75 et 100 millions de francs, ont été volées dans la maison même où le peintre est mort, le 3 novembre 1954. Le voleur s'est introduit par le toit dans l'appartement, inoccupé depuis la fin du mois de novembre. Plusieurs résidences voisines avaient déjà été cambriolées. Le vol a été découvert le 29 décembre.

EN BREF

□ **Annulation de la visite de M. Joxe à Sverdlovsk.** – Le ministre français de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a dû annuler vendredi sa visite à Sverdlovsk, dans l'Oural, à la suite des manifestations de protestation contre la pénurie de vodka dans la ville. Il s'est rendu, à la place, à Toula, à environ 250 kilomètres au sud-ouest de Moscou. – *(AFP.)*

□ **Le courant Socialisme et République du PS existe toujours dans les Bouches-du-Rhône.** – Bien que son chef de file, M. Philippe Sanmarco, ait décidé de retourner dans la famille mitterrandiste du Parti socialiste (*le Monde* daté 31 décembre-1er janvier) le courant Socialisme et République (courant Chevènement) continue d'exister dans la fédération des Bouches-du-Rhône de cette formation. *« La décision de Philippe Sanmarco est personnelle et n'engage que lui »*, ont indiqué, dimanche 31 décembre, MM. Henri d'Attilio, Marius Masse, députés, et Jean Bonat, vice-président du conseil général des Bouches-du-Rhône, tous trois membres du courant Socialisme et République.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 décembre 1989-1er janvier 1990 a été tiré à 496 107 exemplaires